

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL

LES ENJEUX DE LA DÉMOCRATISATION AU BÉNIN
LE REGARD DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CORINNE ADÉLAKOUN

MARS 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

<i>RÉSUMÉ</i>	1
<i>INTRODUCTION</i>	2
<i>CHAPITRE I</i>	4
<i>LA TRANSITION POLITIQUE BÉNINOISE ET LE RÔLE DES MÉDIAS</i>	4
1.1 PEUT-ON PARLER DE DÉMOCRATIE AU BÉNIN?	5
1.2 LES OBSTACLES ET ENJEUX DU PROCESSUS DÉMOCRATIQUE	8
1.3 POURQUOI S'INTÉRESSER AUX MÉDIAS AFRICAINS ET À LA PRESSE EN PARTICULIER?	9
1.3.1 <i>Les médias : véhicules de domination ou acteurs incontournables de la démocratie?</i>	10
1.3.2 <i>Rôle et influence des médias</i>	14
1.3.3 <i>Le rôle de la presse privée africaine et béninoise</i>	16
1.4 LES ENJEUX DÉMOCRATIQUE VUS PAR LA PRESSE PRIVÉE : UNE ÉTUDE DE CAS	19
<i>CHAPITRE II</i>	23
<i>LA SITUATION POLITIQUE DU BÉNIN DEPUIS 1990</i>	23
2.1 UNE TRANSITION EXEMPLAIRE?	23
2.1.1 <i>La Conférence nationale des forces vives de la nation (février 1990)</i>	28
2.2 LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE (1991 – 1995)	32
2.2.1 <i>Le retour du Caméléon (1995)</i>	34
2.2.2 <i>Les erreurs politiques de Soglo</i>	36
<i>CHAPITRE III</i>	39
<i>LE RÔLE DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE</i>	39
3.1 LA PRESSE BÉNINOISE	39
3.1.1 <i>La presse privée béninoise au temps du renouveau médiatique</i>	43
3.2 DISCOURS DE LA PRESSE PRIVÉE SUR LA DÉMOCRATIE DURANT LA TRANSITION POLITIQUE	46
3.2.1 LES OBSTACLES À LA DÉMOCRATIE SELON LA PRESSE	48
<i>CHAPITRE IV</i>	53
<i>MÉTHODOLOGIE</i>	53
4.1 CHOIX DU MATÉRIEL	53

<i>TABLEAU 1 : NOMBRE D'ARTICLES SÉLECTIONNÉS</i>	55
4.2 LES ÉTAPES DE L'ANALYSE.....	55
<i>TABLEAU 2 : CATÉGORISATION DES THÈMES</i>	56
<i>CHAPITRE V</i>	61
<i>LE DISCOURS ACTUEL DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE</i>	61
5.1 PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE.....	62
<i>FIGURE 1 : CLASSIFICATION PAR THÈMES PRÉSENTS DANS L'ÉCHANTILLON</i>	62
<i>FIGURE 2 : FRÉQUENCE DES THÈMES SELON LE QUOTIDIEN</i>	64
<i>FIGURE 3 : CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE D'ARTICLES</i>	65
5.1.1 Le débat sur la révision de la question de la révision de la constitution.....	65
<i>FIGURE 4 : CLASSIFICATION DE LA POSITION DES ARTICLES SUR LA QUESTION DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION</i>	66
5.1.2 Corruption et moralisation de la vie publique.....	70
5.1.3 La situation économique à l'ordre du jour.....	72
5.2 DISCUSSION.....	75
5.2.1 La situation économique du Bénin : l'obstacle majeur à la consolidation démocratique.....	79
<i>CONCLUSION</i>	83
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	86
<i>APPENDICE 1</i> :.....	92
<i>APPENDICE 2</i>	97

TABLEAUX ET FIGURES

<i>Tableau 1 : Nombre d'articles sélectionnés.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 2 : Catégorisation des thèmes</i>	<i>56</i>
<i>Figure 1 : Classification par thèmes présents dans l'échantillon</i>	<i>62</i>
<i>Figure 2 : Fréquence des thèmes selon le quotidien.....</i>	<i>64</i>
<i>Figure 3 : Classification par catégorie d'articles</i>	<i>65</i>
<i>Figure 4 : Classification de la position des articles sur la question de la révision de la constitution.....</i>	<i>66</i>

Remerciements

Ce travail d'endurance et de longue haleine aurait été impossible sans les conseils et la patience de ma directrice Chantal Rondeau. Je ne puis passer sous silence l'apport de plusieurs chercheurs avec qui je me suis entretenue lors de mon séjour de recherche en France: Marie Soleil Frère, Emmanuel Adjovi et Renaud De la Brosse.

À mes parents, merci pour vos encouragements et surtout pour votre patience. L'un m'a légué son esprit tenace ainsi que le goût des études supérieures et de l'autre j'ai hérité l'esprit combattant et le courage d'atteindre ses objectifs. Pour tout ça, je vous serai éternellement reconnaissante. Et toi, Lucie, plusieurs nuits blanches n'auraient pas eu la même saveur sans nos fous rires interminables.

Christian, Sophie-Anne, Peter-Mike, Yannick, votre amitié m'a été essentielle.

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur les enjeux de la consolidation démocratique du Bénin tels que décrits par la presse privée. Le Bénin a été la scène de bouleversements politiques importants à partir de 1991, date à laquelle le régime marxiste a fait place à la démocratie et à ses corollaires, le multipartisme, le respect des libertés fondamentales et la liberté de presse. De nouveaux acteurs ont émergé sur les scènes politique et sociale béninoises : c'est le cas de la presse privée béninoise. Cette presse participe à la création d'un nouvel espace public et à une reconfiguration du flux de communication entre les dirigeants et les citoyens. Par ailleurs, le discours de la presse privée béninoise est aussi le reflet des préoccupations et des intérêts d'une élite trop longtemps exclue du pouvoir. Dès lors, les questions qui sous-tendent notre démarche sont les suivantes : à l'heure où le processus de transition démocratique semble réussi, quels sont les enjeux liés à la consolidation de la démocratie au Bénin présenté par la presse privée béninoise? Qu'est ce qui se dit sur ces enjeux? Les réponses à ses questions ont permis de vérifier les hypothèses qui s'articulent comme suit : 1) à l'heure où le processus de consolidation démocratique semble bien établi, les enjeux auxquels font face le gouvernement et les populations tels que relatés par la presse privée, sont liés à la moralisation de la vie publique, au clientélisme, aux rivalités électorales et aux contraintes économiques; 2) en 2004, les réflexions de la presse privée sur la démocratie au Bénin sont significativement différentes de celles exprimées à l'époque de la transition. Afin de vérifier ces hypothèses et de répondre aux questions de recherche, nous avons recours à une analyse méthodique du contenu de quatre quotidiens béninois.

Les résultats de notre analyse ont démontré que la corruption, la présence d'une classe hostile au changement ainsi que la pauvreté demeurent pour cette presse des enjeux majeurs et sont des obstacles à la consolidation de la démocratie béninoise. Également, on découvre que le discours de la presse privée béninoise sur la démocratie à l'époque de la transition démocratique, s'interroge davantage sur la viabilité du nouveau régime politique relativement aux obstacles d'ordre culturel et économique. Devant la détérioration des conditions de vie de la population, cette presse se questionne sur les acquis réels de la démocratie.

MOTS CLÉS : BÉNIN- DÉMOCRATIE - MÉDIAS - PRESSE PRIVÉE

La jeunesse crie à tort : « Rien n'a changé! C'est pire qu'avant! »
À tort parce qu'elle n'a pas connu avant. Car avant, elle n'aurait pas pu crier et encore moins s'exprimer dans de nombreux journaux libres et indépendants¹.

INTRODUCTION

Le continent africain a connu au cours des quinze dernières années de nombreux bouleversements politiques. Ces mouvements ont entraîné dans certains cas des changements de régime et dans d'autres cas de « simples réaménagements à la tête de l'État »². En effet, bien que cette période ait porté bien haut les aspirations au changement, la vague de démocratisation du continent s'est vite révélée n'être qu'un feu de paille pour plusieurs pays. Néanmoins, certains États ont véritablement réussi un tour de force en se débarrassant de régimes autoritaires et dictatoriaux pour se tourner vers le multipartisme, les élections libres et l'adoption de constitutions respectant les droits de la personne. C'est notamment le cas du Bénin. Longtemps été considéré comme l'enfant malade³ de l'Afrique, ce pays est aujourd'hui cité en exemple pour son revirement démocratique.

Dès la fin des années 80, pour la population longtemps laissée sans voix, la libéralisation de l'information allait symboliser les transformations politiques à venir. En effet, l'impact insoupçonné de l'établissement de la liberté de presse est représenté par le changement de flux communicationnel qui n'est dorénavant plus uniquement dirigée du haut vers le bas. En d'autres termes, « désormais, la population, ou plutôt un grand nombre d'acteurs ou de groupes d'acteurs politiques, ont à leur disposition des canaux qui leurs permettent de faire état de leurs opinions, condition fondamentale à l'existence d'un espace public

¹ ADAMON, A. D., *Le renouveau démocratique au Bénin : la conférence nationale des forces vives et la période de transition*, Paris : L'harmattan, p.187

² NOUDJENOUME, Philippe. 1999. *La démocratie au Bénin : Bilan et perspectives*. Paris: L'Harmattan, p. 9

³ Longtemps considéré comme « l'enfant malade de l'Afrique » en raison de son instabilité chronique, le Dahomey connue, de 1960 à 1972, une douzaine de coups d'États (dont cinq réussis, en 1963, 1965, 1967, 1969 et 1972), une dizaine de présidents (six militaires et cinq civils) et changea cinq fois de Constitution et connu dix-sept ans d'un régime militaire d'inspiration marxiste-léniniste.

démocratique »⁴. Dès lors, la presse privée béninoise s'est positionnée en contre-pouvoir en dénonçant les abus et les cas de fraude. Elle est devenue par le fait même un acteur incontournable des changements politiques et sociaux survenus dans ce petit pays de sept millions d'habitants. Pour le meilleur ou pour le pire cette presse participe à la configuration de la scène politique et établit fréquemment un ordre du jour que les dirigeants ne peuvent ignorer.

Ce mémoire porte sur les enjeux politiques et sociaux liés à la démocratisation du Bénin, tels qu'exprimés par la presse privée. Le contenu de quatre quotidiens béninois est étudié sur une période de six mois : de juin à décembre 2004. L'objectif poursuivi est double : d'une part, d'analyser les enjeux actuels de la démocratisation au Bénin, tels qu'ils ont été exprimés par la presse privée béninoise; d'autre part, comparer les enjeux identifiés par la presse privée actuelle avec les enjeux qui préoccupaient cette presse à l'époque de la transition politique.

Le premier chapitre pose les balises de la problématique légitimant l'intérêt d'étudier la jeune démocratie béninoise et le discours de sa presse privée. Dans cette section seront également exposées les questions de recherche, les hypothèses ainsi que les assises théoriques qui orienteront cette étude. Le second chapitre sera consacré spécifiquement à l'analyse des événements politiques et sociaux survenus au Bénin depuis la conférence nationale de 1990. Ceci permettra d'étudier les enjeux politiques auxquels était confronté le Bénin à ceux auxquels il fait face aujourd'hui à l'heure de la consolidation démocratique. Le troisième chapitre, quant à lui, contiendra l'analyse du rôle de la presse privée dans le processus de démocratisation du Bénin. Une attention particulière sera accordée au discours de cette presse durant la période de transition ainsi que sur les conditions de pratiques des journalistes. Les quatrième et cinquième chapitres sont réservés à l'exposition de la méthodologie et à la présentation des résultats de notre analyse.

⁴ DE LA BROSSE, Renaud, «Afrique subsaharienne en transition : des journaux nécessairement engagés », in *Les Cahiers du journalisme*, octobre 1999, no. 6 p. 107

CHAPITRE I

Le présent chapitre vise d'abord à statuer sur les critères qui font de l'État béninois un État démocratique. Ensuite, l'aspect de l'association médias-démocratie ainsi que le rôle de la presse privée béninoise seront abordés relativement à la question de l'espace public que crée l'instauration de la liberté de presse au Bénin. Cela conduira à poser les questions de recherche et à énoncer les hypothèses.

LA TRANSITION POLITIQUE BÉNINOISE ET LE RÔLE DES MÉDIAS

Le Bénin et particulièrement, sa capitale Cotonou, a été le théâtre de manifestations bruyantes et de tensions sociales élevées au cours de l'année 1988-89. Le pays est paralysé par des grèves, les salaires des fonctionnaires sont impayés depuis plusieurs mois, les banques nationales en faillites et les comptes gelés. La situation économique a alors mené à une crise politique qui précipite la chute du régime de Mathieu Kérékou au pouvoir depuis 17 ans. Pour reprendre les termes de Richard Banégas « Au Bénin, peut-être plus qu'ailleurs, la crise financière de l'Etat apparaît effectivement comme un des éléments déterminants de l'effondrement du régime et de la radicalisation des revendications ».⁵ C'est dans ce contexte que Kérékou annonce, le 7 décembre 1989 l'abandon du régime marxiste-léniniste et la convocation d'une conférence nationale. En février 1991, la Conférence des Forces Vives de la Nation se proclame souveraine et élit Nicéphore Soglo comme premier ministre durant une période intérimaire. Cette formule innovatrice d'assemblée réunit tous les secteurs de la société civile et provoque un « putsch civil », lequel abat pacifiquement l'appareil de l'État unipartite.⁶ Au début des années 1990, la conférence nationale béninoise devient le modèle à suivre pour plusieurs États africains. Cette conférence nationale est donc le point de départ de la transition démocratique béninoise. Notons qu'elle a été initialement organisée pour

⁵ BANÉGAS, Richard 1995. "Les mobilisations sociales sous Kérékou". *Politique Africaine*, no. 59, p.35

⁶ SCHMITZ, G. et Eboe Hutchful, 1992. « Démocratisation et participation populaire en Afrique », Ottawa : Institut Nord-Sud, p.vii

canaliser le mécontentement populaire. Kérékou, avec les judicieux conseils des bailleurs de fonds, a conçu la conférence nationale comme mode de gestion de crise et comme un moyen adroit de se sortir de l'impasse. Mais contrairement à ses attentes, au terme de cette conférence, des élections sont déclenchées et le peuple béninois en 1991 assiste à la première alternance politique à survenir au pays, depuis la prise de pouvoir par Kérékou en 1972.

1.1 Peut-on parler de démocratie au Bénin?

À ce stade-ci il y a lieu de se poser cette question et pour y répondre il est primordial de préciser d'abord le concept de démocratie. Plusieurs auteurs en offrent différentes définitions dans la littérature scientifique. Dans le cadre de ce travail, nous retenons la définition de démocratie de Christophe Jaffrelot qui est compatible avec les systèmes sociaux où l'individu n'occupe pas officiellement la place centrale. Ainsi, l'auteur définit la démocratie comme un « système politique qui, dans un État souverain, remet le contrôle du pouvoir exécutif à des représentants du peuple désignés lors des élections régulières au suffrage universel et qui garantit constitutionnellement la liberté d'expression et d'association ».⁷

Dans le contexte béninois, cette définition a le mérite de contourner les contradictions inhérentes au non renouvellement de la classe politique, au manque de représentativité ethnique et au clientélisme qui régit la plupart des activités politiques et économiques.⁸

Le Bénin a donc effectué avec succès sa transition vers la démocratie. Soulignons par la même occasion que le concept de "transition démocratique" a fait l'objet de longues discussions chez les transitologues⁹. Comme le souligne Banégas dans un article paru en 1994 dans la revue *Culture et Conflits*, le terme de transition démocratique utilisé d'abord pour désigner le changement pacifique de régime en Espagne, est l'objet de nombreux débats et a été fréquemment rejeté pour sa finalité qui néglige l'incertitude et la réversibilité des

⁷ JAFFRELOT, Christophe (dir.) 2000. *Démocraties d'ailleurs*, Paris: Karthala, p.47

⁸ GBEGNONVI, Roger. 1995. « Les législatives de mars 1995 », *Politique Afrique*, no. 59, p. 59-69

⁹ Voir le texte de Guy Hermet pour une revue des approches théoriques de la transition politique. HERMET, Guy. " Le charme trompeur des théories: un état des travaux". In *Démocraties d'ailleurs*, sous la dir. de. Christophe Jaffrelot, Pp. 315-342, Paris: Karthala, 2000

processus de démocratisation. Sans entrer dans un débat terminologique, la définition de Banégas est intéressante pour celui qui observe les transformations politiques récentes survenues au Bénin. Banégas estime que la transition démocratique est :

La période ambiguë de changement de régime. On peut la définir comme une période de flux institutionnel, d'incertitude, où la norme démocratique tend à s'imposer comme critère de légitimation et oriente les perceptions et les comportements de la majorité des acteurs.¹⁰

Dans cette perspective, les bouleversements et les mobilisations survenus au Bénin à la fin des années 80 ont mené à une re-négociation de l'ordre politique établi et c'est cela qui amène le pays vers une transition politique. Cependant, la définition de *transition* retenue pour ce mémoire désigne la période située entre le déclenchement de la conférence nationale (février 1990) et les premières élections (mars 1991).

Le 18 mars 1995, Kérékou remporte les secondes élections du renouveau démocratique du Bénin. Le retour au pouvoir de l'ancien dictateur inquiète de nombreux observateurs internationaux qui craignent un retour en arrière et la fin de l'expérience exemplaire du Bénin. Ces observateurs se demandent si le retour au pouvoir de Kérékou, cinq ans après les premières élections démocratiques, ne va pas remettre en cause le processus de démocratisation du Bénin.

À ce sujet, Cédric Mayrargue fait remarquer que le retour de l'ancien dictateur par la voie des urnes n'a pas remis en cause les acquis de la libéralisation politique issue de la conférence nationale.

¹⁰ BANÉGAS, Richard. 1994. "Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique". *Culture & Conflits*, Vol. 12, p. 105-140. http://www.conflits.org/numeros_new.php3, consulté le 13 janvier 2004, p. 37.

Il souligne également que :

L'armée est toujours à l'écart de la politique. Nicéphore Soglo, le prédécesseur de M. Kérékou, peut circuler librement dans le pays et reprendre ses activités politiques. La liberté de presse est renforcée, aucune entrave n'a été portée aux libertés individuelles et la violence politique n'a pas fait son apparition.¹¹

Emmanuel Adjovi aborde la question dans le même sens. Selon lui, quels que soient les inquiétudes sur le retour au pouvoir de l'ancien dictateur, il n'en demeure pas moins que les Béninois ont assisté à une alternance politique et que cette élection a été acceptée par l'opposition sans effusion de sang. Dès lors :

Malgré les quelques insuffisances, les mécanismes du vote ont si bien fonctionné qu'ils ont créé l'incertitude qui caractérise la plupart du temps une élection crédible. Les Béninois ont ainsi continué leur « récréation démocratique » grâce au dynamisme d'une société civile avertie de ses droits et devoirs. Le gigantesque travail d'éducation civique accompli par ces citoyens actifs et organisés a été déterminant dans l'issue pacifique du scrutin.¹²

Loin de partager cette lecture des événements, Valentin Hodounou, écrit qu'il est inimaginable que « le dictateur sans scrupule qui a martyrisé son pays pendant près de deux décennies revienne en grâce et retrouve les rênes du pouvoir, seulement cinq ans après avoir été chassé par la vox populi »¹³. Selon Hodounou, il est sans équivoque que le retour de Kérékou, qu'il qualifie de coup d'état électoral, soit symptomatique de la paralysie politique que l'on retrouve en Afrique en général et au Bénin en particulier. Pour reprendre les termes de Quantin « Il faudrait faire preuve d'une grande naïveté pour penser que des dirigeants et leurs entourages qui ont pratiqué durant leur carrière des méthodes autoritaires se sont soudain convertis au respect des règles démocratiques ».¹⁴ Pour arbitrer ces thèses

¹¹ MAYRARGUE, Cédric. "Le caméléon est remonté en haut de l'arbre: Le retour au pouvoir de Mathieu Kérékou au Bénin", *Politique Africaine*, no. 62, Juin 1996, <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/062124.pdf>, p. 158

¹² ADJOVI, Emmanuel V. *Une élection libre en Afrique: La présidentielle du Bénin*. Paris: Karthala, 1999, p. 43

¹³ HODOUNOU, Valentin. "Le modèle défiguré", *Le nouvel Afrique-Asie*, Vol.no. 140, Mai 2001, [http://www.afrique-asie.com/archives/2001/consulté 5 juin 2004](http://www.afrique-asie.com/archives/2001/consulté%205%20juin%202004)

¹⁴ QUANTIN, Patrick. 2000. « La difficile consolidation des transitions démocratiques africaines des années 1990 » dans *Démocraties d'ailleurs*, sous la direction de Christophe Jaffrelot, Paris : Katharla, p. 505.

contradictoires, Richard Banégas,¹⁵ explique que la démocratisation n'a certes pas bouleversé la structure du bloc hégémonique et les rapports de forces ethno-régionales mais a entraîné des transformations profondes de l'espace public¹⁶ et une importante configuration du processus d'assimilation réciproque des élites.

1.2 Les obstacles et enjeux du processus démocratique

L'ouvrage de Philippe Noudjenoume¹⁷, intitulé *La démocratie au Bénin : Bilan et perspective*, dans lequel il s'interroge sur les forces et les limites du processus de démocratisation du Bénin, est très utile pour traiter des enjeux et défis associés à la consolidation de la démocratie béninoise. L'auteur étudie les contraintes sociologiques et économiques.

Au niveau sociologique, l'existence d'une classe sociale hostile au changement et qui « vit de subsides distribués par les organismes publics et privés impérialistes et se renouvelle à travers de multiples réseaux formels et informels taillés sur mesure », est selon Noudjenoume une contrainte majeure¹⁸. En effet, cette classe combat fermement tout ce qui est favorable au développement politique et social du pays mais qui en revanche lui ferait perdre ses précieux privilèges. L'auteur insiste également sur la « prévalence des idéologies ethno-régionalistes ».¹⁹ Il fait mention d'« ethnocratie » définie comme « la condition nécessaire et suffisante à un jeu politique loyal, la présence physique au banc du gouvernement d'un enfant de la région ou de l'ethnie ».²⁰ Ces vues ethno-régionalistes ont un impact sur le suffrage électoral, car les électeurs choisissent « l'enfant du pays » plutôt qu'un programme. C'est pourquoi, selon Noudjenoume, la décentralisation est un défi très important auquel l'État béninois devra rapidement faire face.

¹⁵ BANÉGAS, Richard. 2003. *La démocratie à pas de caméléon: transition et imaginaire politique au Bénin*. Paris: Karthala

¹⁶ Ce concept sera défini au point 1.3.

¹⁷ NOUDJENOUME, Philippe. 1999. *La démocratie au Bénin : Bilan et perspectives*. Paris: L'Harmattan.

¹⁸ Ibid, p.312

¹⁹ Ibid, p.320

²⁰ Ibid, p.320

Si le citoyen béninois dans la grande majorité vote d'abord pour l'enfant de la région, l'enfant du pays, il faut institutionnaliser cette pratique en donnant les moyens à ce citoyen d'avoir son « enfant du pays » au poste de direction des affaires publiques. Cela requiert tout au moins une décentralisation poussée de ces communautés ethniques avec le droit de gérer leurs affaires propres.²¹

Parmi les contraintes économiques, Noudjenoume insiste sur la presque totale dépendance du secteur industriel au secteur agricole de l'économie béninoise des intérêts étrangers. Selon l'auteur, le processus démocratique béninois est « pris en otage » par des intérêts étrangers et des politiques économiques néolibérales définies à l'extérieur.

Ceci dit, le phénomène du clientélisme, un enjeu central pour qui veut comprendre à quoi est confrontée la démocratie béninoise, n'est pas abordé par Noudjenoume. Plusieurs ouvrages ont été consacrés à ce concept et il serait hasardeux voire périlleux de les citer tous ici.²² Sur le sujet Banégas définit le clientélisme comme : « la recherche du gain individuel et la force des relations interpersonnelles s'opposant, à priori, à la quête du bien commun et à la dissociation des rôles publics et privés ».²³ Selon l'auteur, la politique clientéliste semble jouer un rôle important dans la mobilisation des soutiens lors des élections et dans les modalités de redistribution. Dès lors, ce phénomène représente un frein à la consolidation de la démocratie béninoise.

1.3 Pourquoi s'intéresser aux médias africains et à la presse en particulier?

Il est généralement admis que les médias participent à la construction des espaces de discussion citoyenne. Ils symbolisent la notion de liberté d'expression plus que toute autre institution. De plus, toute atteinte à ce droit humain fondamental est perçue comme une menace à la démocratie.²⁴ Il est pertinent ici de se poser les questions suivantes : les médias permettent-ils aux citoyens de prendre part aux débats collectifs? Les médias sont-ils des

²¹ Ibid, p324-325

²² Sur les débats entourant la notion de clientélisme voir l'ouvrage de J.-L Briquet et F. Sawicki (dir.) (1998), *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.

²³ BANEGAS. 2003., Ibid, p. 424

²⁴ GINGRAS, Anne-Marie. *Médias et démocratie, le grand malentendu*. Québec: Les presses de l'Université du Québec, 1999

lieux de débats publics? En quoi sont-ils des outils de la démocratie? Pour répondre à ces questions, examinons quelques modèles théoriques sur lesquels reposent les postulats du rapport entre les médias et la démocratie.

1.3.1 Les médias : véhicules de domination ou acteurs incontournables de la démocratie?

Deux champs majeurs d'analyse prennent pour objet l'information et les médias comme enjeux et moyens d'action politique. D'abord, l'école critique souligne la domination idéologique qu'exerce le système des médias dans les sociétés occidentales capitalistes. Selon Jean Baudrillard²⁵ l'information n'est pas neutre; elle opère à travers les véhicules que sont les médias, une action politique au service d'une idéologie spécifique. Les systèmes médiatiques comme le système scolaire peuvent devenir un outil de la classe dominante pour légitimer sa position économique. En conséquence, quelque soit le système politique en place, les médias peuvent participer à la légitimation du pouvoir et à la reproduction sociale des rapports existants. Pour Bhekizulu Mpfu, du *Center for Cultural and Media Studies de Durban*, le système capitaliste doit perpétuellement légitimer les strates sociales inégalitaires en les représentant, notamment à travers les médias, comme étant naturelles et inévitables.²⁶ Loin de considérer les médias comme des outils permettant d'accéder au mieux-être collectif et civique, Mpfu les conçoit comme des outils qui participent, au même titre que les institutions académiques ou religieuses, aux processus par lesquels un groupe social dominant transforme cette domination économique en leadership culturel, social et politique.

Les tenants de la seconde école de pensée, l'école libérale, conçoivent les médias comme le quatrième pouvoir, capable de pallier aux manquements des trois autres, le législatif, l'exécutif et le judiciaire. On considère que l'apparition de la presse a provoqué une recomposition du registre du politique et un ré-engagement des représentations que les

²⁵ BAUDRILLARD, Jean. *La société de consommation*. Paris: SGPP, 1970

²⁶ BHEKIZULU, Mpfu, *Corporate monopoly in South Africa print media : Implications for the alternative press with particular reference to New Nation*, University of Natal, Durban

acteurs ont de la sphère du politique.²⁷ L'information et les médias, de plus en plus accessibles, atténuent les conflits susceptibles de survenir entre les diverses composantes des communautés modernes. Selon cette vision libérale, les médias sont comme capables d'offrir un compte rendu objectif, complet et intelligible des événements.

Selon l'école libérale, les médias seraient un forum d'échange, qui projette une image représentative des groupes constitutifs de la société, ce qui atténuerait les tensions sociales. De plus, grâce à ces supports de diffusion, les citoyens seraient en mesure d'avoir un accès total aux informations du jour. Ainsi, dans ce « meilleur des mondes », les médias et les sondages sont les outils dont les citoyens disposent pour appréhender leur environnement social et politique et agir sur lui. Par conséquent, selon cette perspective, les médias de masse, diffuseurs de la communication de masse, avec ses avantages et ses inconvénients, sont inséparables du modèle de la démocratie de masse.²⁸

Comme le souligne Roland Cayrol²⁹, le lien entre information, opinion publique et système de gouvernement a été mis en lumière bien avant l'apparition des concepts modernes fondateurs de la démocratie. Aristote déjà insistait sur le rôle de l'opinion publique comme élément de soutien du pouvoir politique. Toutefois, ce lien a été singulièrement renforcé par la naissance de la démocratie, la conquête du suffrage universel et l'apparition de la presse de masse. Cayrol insiste également sur les critiques que l'on peut adresser aux médias; il constate que « les médias sont le relais par excellence entre gouvernants et gouvernés et ce, pour le meilleur et le pire ».³⁰

Cette façon d'appréhender le rapport médias-démocratie, repose largement sur le concept d'«espace public»: lieu matériel ou immatériel où les collectivités discutent de leurs préoccupations politiques et sociales. Le philosophe Habermas a développé avec le plus d'acuité le concept d'espace public. Il définit cet espace comme une sphère intermédiaire qui

²⁷ BRETON, Philippe et Serge Proulx. *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*. Montréal: Boréal, 2002

²⁸ WOLTON, Dominique. *Penser la communication*. Flammarion, 1997, p. 125

²⁹ ROLAND, Carol. *Médias et démocratie*. Paris: Les presses de Sciences Po, 1997

³⁰ Ibid, p. 31

s'est constituée historiquement, entre la société civile et l'État.³¹ Il s'agit initialement du lieu où les bourgeois se rassemblent pour formuler une opinion publique. Trente ans après son premier ouvrage sur le sujet, l'auteur considère que cet espace est aujourd'hui plus large qu'autrefois, avec un nombre plus élevé de sujets débattus, un plus grand nombre d'acteurs intervenant publiquement, une omniprésence de l'information, des sondages, du marketing et de la communication.³² L'espace public est avant tout symbolique et ne relève pas de la volonté individuelle, mais est symbolisé simplement par une démocratie en action.

Selon Habermas la circulation d'information accentuée par les appareils médiatiques permet cette démocratie en action, car elle amène les citoyens à prendre part aux discussions qui animent leur société. Selon cette perspective, les médias sont le lien reliant des millions de citoyens anonymes, en leur donnant le sentiment de participer effectivement à la politique. Cela suppose l'existence d'individus plus ou moins autonomes, capables de se faire une opinion, non aliénés aux discours dominants, croyant aux idées et à l'argumentation et pas seulement à l'affrontement physique. Cela suppose d'autant plus que les problèmes d'intérêt général ne doivent pas rester dans le secret du pouvoir, que les citoyens doivent posséder une capacité critique autonome afin de pouvoir prendre part à la discussion, échanger des arguments. Cela suppose enfin que la liberté d'expression est un droit acquis pour tous les citoyens.

L'approche habermassienne du concept d'espace public est centrale dans notre analyse de la relation médias-démocratie. La raison en est bien simple : elle a jeté les bases d'un paradigme qui oriente les perceptions du rôle des médias ainsi que les discussions sur cette question. Il faut cependant demeurer prudent dans l'utilisation de ce concept puisque ce modèle répond à un idéal. En réalité, le lien médias et démocratie n'a rien de causal. Il répond aux exigences du modèle de la démocratie libérale. Plus encore, selon Dominique Wolton :

³¹ HABERMAS, Jürgen. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris: Payot, 1978

³² HABERMAS, Jürgen. "L'espace public, 30 ans après", *Quaderni*, no 18, Automne 1992,

Pour que l'espace public soit celui de l'exercice d'une réflexion critique qui renforce la société démocratique et non un espace d'affrontement désintégrant cette société, il faut que les citoyens de cette société partagent un même espace communicationnel.³³

D'autre part, l'approche d'Habermass suppose que les individus constituant la société sont des êtres rationnels, que la sphère publique est accessible et que la transparence en constitue le fondement. Tous ces critères répondent à un idéal très loin de la réalité.

Dans le même ordre d'idées, Anne-Marie Gingras note que le lien entre liberté d'expression et démocratie prend sa source dans la notion de la souveraineté populaire, soit l'idée du pouvoir par le peuple pour le peuple.³⁴ Cette idée est fortement ancrée dans l'imaginaire populaire et correspond encore aujourd'hui à l'idéal démocratique.

Selon Gingras, la vision habermassienne de l'espace public évacue la perspective que les médias transmettent des idées qui elles-mêmes s'insèrent dans un contexte idéologiquement précis. En fait comme le soutient l'école critique, les médias ne peuvent faire fi de la culture politique dans laquelle ils opèrent. Dans certains cas, et ce au sein même des démocraties, les médias se transforment en appareils idéologiques et constituent un maillon dans l'ensemble des moyens dont disposent les élites pour maintenir leur domination sur la société. Les médias de masse, en tant qu'appareils idéologiques, visent à générer du consentement à son égard.

Par ailleurs, lorsqu'on examine de plus près le fonctionnement des médias, leurs financements et les conditions de travail des journalistes, force est de constater que le rôle officieux des médias est très éloigné du rôle officiel qu'on leur attribue. Les mécanismes de la communication moderne de masse se rattachent toujours aux structures économiques et politiques par des liens complexes et enchevêtrés.

³³ WOLTON, Dominique. "Espace public, un concept à retravailler", *Études*, Février 1996, p. 191

³⁴ GINGRAS, Anne-Marie. *Médias et démocratie, le grand malentendu*. Québec: Les presses de l'Université du Québec, 1999

1.3.2 Rôle et influence des médias

Même si on admet que l'association linéaire médias-démocratie est basée sur un idéal théorique, force est de constater que les médias exercent un rôle politique important. Leur action influence l'évolution des rapports de forces entre différents groupes sociaux.³⁵ Par les sujets qu'ils choisissent de traiter et leurs façons de le faire, ils orientent les perceptions que le public se fait de la réalité sociale. Bien que l'idée de l'influence directe et unidirectionnelle des médias sur l'opinion publique ait été évincé depuis longtemps, selon Breton et Proulx la majorité des études portant sur la question, démontrent que :

L'action sociale des messages ne peut se laisser réduire ni à un mécanisme de manipulation pure de l'opinion publique, ni à un effet à court terme sur le changement des opinions et attitudes individuelles. L'influence des médias est subtile et peut s'exercer de plusieurs manières, directes et indirectes, en offrant et en valorisant certains modèles ou rôles sociaux, en insistant sur certains stéréotypes, en suggérant les comportements socialement acceptés.³⁶

Les diverses études sur l'influence des médias démontrent que ceux-ci ont le pouvoir d'influer sur le cours des événements de plusieurs façons. D'abord sur différents registres, les médias influencent les opinions. Ils choisissent l'ordre du jour en hiérarchisant les événements de l'actualité, mettent l'accent sur certains événements et occultent d'autres. Ils opèrent ensuite un certain « cadrage » de l'information par la façon et le ton utilisés pour décrire les événements rapportés. Enfin les médias produisent un effet dit d'« amorçage » lorsqu'ils désignent les critères au regard desquels une politique –une personnalité politique– sera jugée, en insistant sur certains faits ou certains enjeux plutôt que sur d'autres.³⁷

³⁵ GINGRAS 1999, Op. Cit., p.41

³⁶ BRETON, Philippe et Serge Proulx. *L'explosion de la communication à l'aube du XXIe siècle*. Montréal: Boréal, 2002, p. 141

³⁷ Ibid, p. 143 et suivantes

En ce concerne plus spécifiquement le rôle des médias africains, Helge Ronning l'évalue de la façon suivante:

Citizen participation through the media is indispensable in order to carry out coherently the economic and cultural development of a society. Because although communication cannot by itself engender development, inadequate communication slows down development and makes it more difficult. This function of communication comes from the fact that it constitutes an instrument of change for a society's collective psychology as well as for its living conditions, in addition to being a fundamental element for development. In effect, the integral or even sectoral development of a society cannot take place without real democratization of communication which can help to raise the individual to the rank of active partner, to increase the diversity of information and to improve the quality of participation and representation in social life³⁸.

La liberté de presse et la libre circulation des informations participent à la formation des citoyens. Ainsi, ajoute Ronning :

It is commonly admitted that democracy in its largest sense rests on intangible principles such as, notably, freedom and responsibility: freedom of opinion and expression and responsibility of leaders as well as those who are ruled. Power-holders claiming to be democratic have a duty to guarantee liberties and accept that government actions, or even those of local administrations, can be criticised and even popularly sanctioned by the press or by parliamentary and municipal representatives.³⁹

En Afrique, la presse privée devient dans plusieurs pays, le principal pôle d'opposition politique en même temps que le lieu privilégié de la médiation entre la société et l'État. Elle participe à un changement dans la nature du pouvoir car l'État comparaît désormais devant un forum public et doit davantage rendre compte de ses faits et gestes.⁴⁰

³⁸ RONNING, Helge. "Democracy, Civil Society and the Media in Africa in the Nineties. A Discussion of the Emergence and Relevance of Some Analytical Concepts for the Understanding of Situation in Africa", *Innovation*, Vol.8, no. 4, p. 350, 1995

³⁹ Ibid, p.351

⁴⁰ DE LA BROSSE 1999A, Op.Cit

1.3.3 Le rôle de la presse privée africaine et béninoise

Bien que la radio privée soit le média le plus important en Afrique, la presse privée africaine joue un rôle important et sert de leader d'opinion⁴¹. D'abord, sur le plan des informations locales, la radio relaie très souvent l'information contenue dans la presse⁴². Ensuite, la presse privée africaine s'adresse à des groupes influents de la société : les enseignants, les étudiants, les cadres, le personnel des ONG et bien entendu le personnel des radios.

Ceci dit, la description du mandat de la presse privée en Afrique subsaharienne est certes une entreprise difficile. Il existe très peu d'analyse du rôle des médias dans le processus de démocratisation. On retrouve davantage d'ouvrages à contenu descriptif et quantitatif tels que les ouvrages de André-Jean Tudesq.⁴³ Ces écrits offrent toutefois des données utiles sur l'évolution de la presse africaine. Les recherches de l'auteur démontrent que l'un des bouleversements majeurs qu'a connu le continent depuis une quinzaine d'années est la décentralisation de la diffusion de l'information et le développement de la presse privée. Pour des gouvernements coincés entre le mécontentement populaire et la pression des bailleurs de fond⁴⁴, une plus grande liberté de presse paraissait inévitable et une façon de désamorcer la crise de légitimité qui les frappait. Tudesq, cite le cas exemplaire de la *Gazette du golfe* créé au Bénin en 1987.⁴⁵ Selon l'auteur, la parution de cet hebdomadaire est un exemple concret de l'émancipation de la presse privée qui précède et conditionne l'ouverture d'un débat politique. Cet exemple sera suivi par les quotidiens *Les Échos* et *Aurore* du Mali et *Forum Hebdo* du Togo.

⁴¹ Concept qui signifie que l'information est généralement véhiculée par les groupes les plus influents qui y ont d'abord accès. Par la suite, ceux-ci la véhiculent aux autres couches de la société ou de la communauté. Voir à ce sujet les travaux de Paul Lazarsfeld. Pour une synthèse intéressante lire, Katz, Elihu (1973). *The two-step flow of communication: an up-to-date report of an hypothesis*. In Enis and Cox (eds.), *Marketing Classics*, p175-193.

⁴² BERGER, Guy. "Theorizing the media - democracy relationship in southern Africa", *Gazette: The international journal for communication studies*, p. 21-45

⁴³ Pour description de la presse africaine voir, TUDESQ, André-Jean. 1998. *L'espoir et l'illusion : Actions positives et effets pervers des médias en Afrique Subsaharienne*, Paris : MSHA et TUDESQ, André-Jean. 1999. *Les Médias en Afrique*, Paris : Ellipse.

⁴⁴ Les institutions internationales tels que le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale et autres.

⁴⁵ TUDESQ. 1998. Ibid.

La nouvelle presse privée en africaine francophone a joué un rôle considérable dans la dénonciation des dirigeants en place. Selon Reinhold Meyer⁴⁶ : elle a « largement contribué à mettre en marche le processus de démocratisation et les changements institutionnels ».⁴⁷ Une fois que les autorités se sont aperçues des effets d'une presse africaine indépendante, il était déjà trop tard, la boîte de Pandore était ouverte. Dans le même ordre d'idées, la presse privée symbolise la restitution de la liberté d'expression à des populations longtemps laissées sans voix. Elle est aussi le témoin privilégié, le juge et l'acteur du processus de transition démocratique. On a très tôt fondé des espoirs dans la nouvelle liberté de presse acquise après des années de musellement systématique. Pour Meyer, la relative liberté de ton des médias et plus particulièrement celle de la presse privée, a servi de porte-voix aux populations.

Dans un texte intitulé « Afrique Subsaharienne en transition: des journaux nécessairement engagés », Renaud De la Brosse offre une analyse rigoureuse du rôle de la presse privée au moment de la transition démocratique. Il explique que cette presse, par sa combativité et ses critiques, s'est muée en interlocuteur incontournable dans le débat politique. L'auteur ajoute que l'une des caractéristiques qui a le plus fondamentalement changé en Afrique depuis le début des années 90 c'est que dorénavant le flux communicationnel n'est plus uniquement du haut vers le bas. En ce sens, "désormais, la population, ou plutôt un grand nombre d'acteurs ou de groupes d'acteurs politiques, ont à leur disposition des canaux qui leur permettent d'exprimer leurs opinions. C'est une condition essentielle à l'existence d'un espace public démocratique".⁴⁸

De la Brosse explique également que durant cette période de transition, les nouvelles parutions se sont positionnées comme des journaux politiques, parce que cela paraissait l'espace privilégié de la pratique journalistique et que cela renvoyait au mythe fondateur du quatrième pouvoir. C'est ainsi qu'est née cette forme de journalisme d'engagement, d'éditorial

⁴⁶ MEYER, Reinhold. 1994. "Démocratie et développement: le rôle des médias en Afrique". *Démocratie et développement*, no 6, 1994, p.18-21.

⁴⁷ Ibid, p.19

⁴⁸ DE LA BROSSE, Renaud. 1999A. "Afrique subsaharienne en transition : des journaux nécessairement engagés". *Les Cahiers du journalisme*, 1999A, p.107. http://www.univ-reims.fr/Labos/CERI/Afrique_subsaaharienne_en_transition.htm, consulté le 12 mars 2004, 107

et de commentaires politiques. Dès lors, la subjectivité des journalistes en fait une presse idéologique. Cette presse occupe maintenant l'espace public laissé vacant par le recul puis la disparition des régimes en place. Elle est devenue, dans la plupart des cas, le principal pôle d'opposition en même temps que le lieu privilégié de la médiation entre la société et l'État. Selon l'auteur les constitutions qui favorisent une domination excessive du pouvoir législatif par le pouvoir exécutif ou celle des petits partis par le parti au pouvoir, affaiblissent la société civile et entravent l'émergence de médias solides et indépendants. De la Brosse signale également qu'en présence d'une opposition faible, les médias ont tendance à jouer le rôle de l'opposition ou sont simplement assimilés à un adversaire du pouvoir.

En examinant le fonctionnement de la presse privée béninoise, son financement et les conditions de travail des journalistes, force est de constater que les idées qui circulent dans l'espace public béninois s'insèrent dans un contexte idéologiquement situé. Cette presse a créé dès sa libéralisation en 1989, un espace de discussion. Les idées qui y sont formulées correspondent aux préoccupations d'une élite urbaine qui conteste les modalités de distribution du pouvoir. Comme le souligne Marie- Soleil Frère, dans un article publié en 2001 : « la presse a surtout constitué un vecteur d'expression pour cette élite urbaine revendicatrice car frustrée d'être exclue des jeux du pouvoir ». ⁴⁹ Sans passer sous silence l'importance du discours véhiculé dans le terroir béninois ⁵⁰, les élites béninoises ont joué un rôle clé dans le processus de démocratisation et continueront de le faire. Comme le dit Jaffrelot :

On peut en effet considérer que les élites d'un pays non occidental adoptent d'autant plus volontiers la démocratie qu'elles y voient un moyen de réguler les conflits qui les opposent les unes aux autres. Cette démocratie se départit ensuite de son caractère élitiste lorsque le reste de la société se l'approprie à son tour en se constituant en société civile, puis en société politique. ⁵¹

⁴⁹ FRERE, Marie-Soleil. 2000. *Presse et démocratie en Afrique : les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris : Katharla, p.32

⁵⁰ Voir à ce sujet, BAKO-ARIFARI, Nassirou. 1995. "Démocratie et logique du terroir au Bénin". *Politique Africaine*, no. 59, p. 7-24.

⁵¹ JAFFRELOT. 2000. Op.cit, p. 57-58.

La presse privée béninoise des années 90 s'adresse donc à un public, scolarisé, urbain et moyennement bien nanti. Il s'agit de groupes de citoyens à l'origine des manifestations qui ont mené à la modification du régime politique et à l'adoption d'une nouvelle constitution. Plus généralement, l'étude du discours de la presse de cette élite composée de syndicats, enseignants, fonctionnaires et étudiants, demeure importante car ce sont eux qui contribuent à la formation d'associations à l'extérieur de l'État. D'autre part, comme l'explique Heldge Ronning dans son excellent article, intitulé « *Democracy, Civil Society and the Media in Africa in the Nineties. A Discussion of the Emergence and Relevance of Some Analytical Concepts for the Understanding of Situation in Africa* », paru en 1995: "for democratic reforms in Africa to a large degree had their roots in the cities. Urbanization contributed to the creation of new organisations outside state control, facilitated protest and demonstrations. And urban life creates new identities". Il ajoute:

Thus the results of elections show that it is the urban population which is most likely to opt for change, while the rural population has a tendency to vote for the government in power. Education also increases awareness of political processes and ability to assess the situation in a longer term perspective. It is not a coincidence that African universities have been (and remain) centres of political opposition and critiques.⁵²

Il est donc pertinent et important de s'intéresser au discours de l'élite béninoise tel que véhiculé par la presse privée, car l'histoire l'a démontré, ce groupe est souvent à l'origine de bouleversements politiques marquants. Mais plus encore, la presse parce qu'elle symbolise la liberté d'expression est considérée comme l'un des piliers de tout système démocratique.

1.4 Les enjeux démocratique vus par la presse privée : une étude de cas

L'intérêt que nous portons à la question de la relation entre les médias et la démocratie prend source dans deux préoccupations majeures. D'une part, ayant une double formation en science de la communication et en science politique, nous nous intéressons aux médias dans la perspective où ceux-ci créent un espace de discussion citoyen nécessaire au débat politique

⁵² RONNING. 1995. Op.cit., p.348

et participent à un ré-engagement des représentations des acteurs politiques. D'autre part, nous sommes étonnées et perplexes devant le peu d'intérêt des politologues et des sociologues pour le rôle des médias dans le processus de démocratisation des États africains. Bien que la littérature sur les transitions démocratiques soit abondante, les monographies consacrées à l'étude du rôle des médias dans ces transitions n'y occupent que très peu d'espace.

Concrètement, la presse privée a établi un espace public nouveau au Bénin, et permet à certains groupes sociaux de faire entendre leurs voix et de préciser leurs préoccupations collectives aux dirigeants. En ce sens, nous partageons le point de vue de Marie-Frère Frère exprimé dans sa thèse de doctorat publiée en 2000 et intitulée « *Presse et démocratie en Afrique francophone : les maux et les mots de transition au Bénin et au Niger* » lorsqu'elle affirme que le contenu des médias privés africains, souvent ignoré des débats scientifiques, renferme une analyse endogène des problèmes économiques, politiques et sociaux. Ainsi, la presse privée symbolise dès le début de la transition béninoise, « la restitution de la liberté d'expression à des populations longtemps laissées sans voix; elle s'affirme non seulement comme le témoin privilégié, mais aussi comme juge et comme actrice du processus démocratique ». ⁵³ Comme l'auteur le suggère, la presse privée béninoise est un acteur incontournable de la démocratie et devient une variable intéressante dans l'analyse des enjeux démocratiques auxquels le Bénin fait face. La presse privée, nous fournit une réflexion sur la démocratie, une réflexion qui est produite localement et destinée à l'élite béninoise : les élus, les enseignants, les étudiants, les cadres et les autres professionnels des médias.

A la lumière des constats et des préoccupations précédents, nous nous posons les questions suivantes au sujet de la transition politique béninoise : À l'heure où le processus de transition politique semble réussi, quels sont les enjeux liés à la consolidation de la démocratie au Bénin présenté par la presse privée béninoise? Qu'est ce qui se dit sur ces enjeux? Ces questions de recherche serviront à orienter l'analyse de l'échantillon retenu qui est constitué d'articles provenant de quatre quotidiens béninois parus de juin 2004 à décembre 2004. Pour interroger méthodiquement cet échantillon, nous avons d'abord procédé à la catégorisation

⁵³ FRÈRE. 2000. Op.cit., p.19

des thèmes les plus présents dans l'échantillon. Par la suite, nous nous sommes interrogés sur la fréquence des thèmes, les tendances politiques des quotidiens, sur ce qui se passe dans l'environnement politique et social béninois au moment de la parution de l'article. Afin, d' étoffer nos résultats nous allons citer des extraits des articles (analyse et éditoriaux⁵⁴) traitant des thèmes les plus fréquents. Notons que nous sommes conscients qu'il aurait été intéressant de se questionner davantage sur les émetteurs (qui dit quoi?). Toutefois, puisqu'il a été impossible de nous rendre au Bénin pour effectuer nos recherches, nos données proviennent essentiellement des sites internet des quotidiens sélectionnés. Par conséquent, il nous est impossible d'obtenir des informations plus justes et précises sur les émetteurs. Cela représente certainement une limite de ce présent mémoire. Ceci dit, il serait intéressant d'aborder cet aspect dans une recherche ultérieure.

Les résultats de l'analyse permettent, d'une part, de découvrir et de comprendre les nouveaux défis politiques auxquels font face le gouvernement béninois et sa population tels que vus par la presse privée béninoise. Et d'autre part, ces résultats serviront à comparer le discours que la presse tenait à l'époque de la transition politique avec celui qu'elle tient aujourd'hui à l'heure de la consolidation démocratique.

La mise en place des aspects théoriques mobilisés dans le cadre de cette étude a été effectuée dans ce chapitre aux sections précédentes. Pour éviter toute redondance, ils ne seront pas répétés ici. Précisons seulement que les travaux de Richard Banégas constitueront un pilier du cadre d'analyse utilisé dans ce mémoire. Ayant, consacré sa thèse de doctorat sur la politique béninoise,⁵⁵ ce chercheur béninois offre une approche de sociologie politique intéressante des transformations politiques survenues au Bénin depuis le début de la transition. Également, ses écrits parus dans les années 90, livrent les raisons endogènes de la transition politique béninoise.⁵⁶ Plus récemment, dans son ouvrage intitulé *La démocratie à pas de caméléon : transition et imaginaire politique au Bénin*, Banégas démontre comment les citoyens apprivoisent les institutions et les valeurs de la démocratie. Sa description des

⁵⁴ Voir définition au point 4.2, p.56

⁵⁵ BANÉGAS.2003.Op. cit.

⁵⁶ BANÉGAS.1994, 1995 a et b, 1997, 2000.

acteurs et de leurs mobiles politiques permet de situer le discours de la presse privée dans son contexte. Ce qui est intéressant dans les écrits de Banégas est son analyse de la configuration des relations entre les différents acteurs de l'espace public béninois. À ce sujet, le concept d'espace public est central à notre cadre d'analyse puisque c'est par celui-ci que sont appréhendés le rôle et l'influence de la presse. La presse privée béninoise a participé activement à la transition politique et participe aujourd'hui au processus de démocratisation du pays. L'espace public qu'elle crée est restreint, certes, mais tout aussi réel. Le discours de la presse privée est le reflet du discours d'une partie de l'élite. Cette élite parfois exclue du pouvoir tente d'influencer d'un côté la population et de l'autre les autorités en place. Il est alors intéressant de savoir ce qu'elle dit sur les enjeux et les défis politiques et sociaux que doit relever le pays.

Nos hypothèses de recherche sont de deux ordres. D'une part, à l'heure où le processus de consolidation démocratique semble bien établi, les enjeux auxquels font face le gouvernement et les populations tels que relatés par la presse écrite, seraient reliés à la moralisation de la vie publique, au clientélisme, aux rivalités électorales et aux contraintes économiques. D'autre part, en 2004, les enjeux exprimés par la presse sur la démocratie au Bénin seraient significativement différents de ceux exprimés à l'époque de la transition.

CHAPITRE II

LA SITUATION POLITIQUE DU BÉNIN DEPUIS 1990

La situation politique béninoise s'est relativement transformée au cours des années 90. Les Béninois ont découvert la compétition électorale et ont renoué avec un État de droit respectueux des droits de la personne. Ce chapitre a pour objectif d'analyser les événements majeurs des dernières années en examinant les relations entre les divers acteurs importants du processus de démocratisation au Bénin.

2.1 Une transition exemplaire?

La transition du Bénin vers la démocratie a maintes fois été citée en exemple. Au début des années 90, ce pays fait figure de pionnier pour avoir effectué en 1991, une transition démocratique sans effusion de sang, juste par la discussion et les compromis. La Conférence nationale, organisée pour la première fois sur le continent, constitue l'outil majeur de cette transition pacifique dont elle est devenue le symbole. Il est donc intéressant d'analyser les différents éléments structurant cette transition modèle.

Par ailleurs, la transition béninoise résulte d'un certain nombre de facteurs dont les plus importants sont la mobilisation de divers groupes sociaux et politiques et les luttes entre différentes factions. Pour circonscrire les particularités de cette transition, il faut retourner à sa genèse et se pencher sur les facteurs endogènes des mobilisations qui sont à l'origine de cette expérience politique. Il faut également examiner les particularités du régime de Kérékou.

Il existe peu d'analyses sociologiques de la transition politique béninoise. Toutefois, Banégas⁵⁷ nous offre une synthèse et une fine analyse des protestations et des mobilisations

⁵⁷ Cet auteur s'est intéressé à cette question dans plusieurs publications : BANÉGAS, Richard. "Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique", *Culture & Conflits*, Vol. 12,

qui ont précédé ce moment déterminant de l'histoire politique béninoise. Dans un article publié en 1997, Banégas défend l'hypothèse selon laquelle la chute du régime autoritaire de Kérékou dépendait moins des pressions et contraintes internationales que de « l'épuisement d'un mode de régulation et de légitimation politique fondé sur l'économie de transit et la politique du ventre, l'incapacité du régime de Kérékou à rétablir un compromis avec les nouvelles élites réformistes ou contestataires »⁵⁸. Cette lecture des événements, adoptée dans ce présent mémoire, est contraire à celle de certains auteurs qui voient dans les bouleversements politiques des pays africains de la fin des années 80, un signe de l'engagement de l'Afrique dans la troisième vague de démocratisation⁵⁹. Le contexte international de l'époque, avec la chute du mur de Berlin et les pressions des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, a amené plusieurs auteurs à penser que seuls les facteurs exogènes avaient mené le Bénin à sa transition démocratique. Sans nier le contexte qui prévaut à l'époque ainsi que les interventions des bailleurs de fonds et de la France, ancienne puissance colonisatrice, nous avons cherché ailleurs les véritables raisons de la chute du régime de Kérékou. En effet, l'analyse de Banégas démontre bien que ce sont les « dynamismes du dedans⁶⁰ » qui ont conduit le Bénin vers une transition de régime.

Pour saisir l'influence des dynamiques internes il faut faire une courte rétrospective de la politique béninoise depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960. Kérékou arrive au pouvoir en 1972. Cette prise de pouvoir marque une rupture dans la trajectoire du pays. En effet, le Bénin se débat dans l'instabilité politique depuis son indépendance en 1960. En dix

Hiver 1994, http://www.conflits.org/numeros_new.php3, BANÉGAS, Richard. "Les mobilisations sociales sous Kérékou", *Politique Africaine*, no. 59, BANÉGAS, Richard. "Action collective et transition politique en Afrique: La conférence nationale du Bénin", *Culture & Conflits*, Vol. 17, Printemps 1995, http://www.conflits.org/article.php3?id_article=187, BANÉGAS, Richard. "Retour sur une transition modèle: Les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise". In *Transitions démocratiques africaines*, sous la dir. de. Patrick Jean-Pascal Daloz et Quantin, p. 22-94, Paris: Karthala, 1997, BANÉGAS, Richard. "La démocratie est-elle un produit d'importation en Afrique? L'exemple du Bénin". In *Démocraties d'ailleurs*, sous la dir. de. Christophe Jaffrelot, p. 509-541, Paris: Karthala, 2000, BANÉGAS, Richard. *La démocratie à pas de caméléon: transition et imaginaire politique au Bénin*. Paris: Karthala, 2003

⁵⁸ BANÉGAS, Richard. "Retour sur une transition modèle: Les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise". In *Transitions démocratiques africaines*, sous la dir. de. Patrick Jean-Pascal Daloz et Quantin, p. 22-94, Paris: Karthala, 1997 p.25

⁵⁹ Voir notamment, HUNTINGTON S., *The third Wave. Democratization in the late twentieth century*. Normann: University of Oklahoma Press, 1991.

⁶⁰ BANÉGAS 1994, Op.cit.

ans, la population a vu se succéder, une douzaine de coup d'État, dont cinq réussis (1963, 1965, 1967, 1969 et 1972), une dizaine de présidents (six militaires et cinq civils) et cinq constitutions. Cela lui a valu le surnom « d'enfant malade de l'Afrique »⁶¹. Durant, le régime instauré par Kérékou en 1972, le Dahomey, qui allait devenir le Bénin en 1975, a connu une période de stabilité au cours de laquelle de nouvelles élites civiles et militaires allaient prendre le contrôle des affaires de l'État⁶².

En 1974, Kérékou opte pour l'adoption officielle du marxisme-léninisme comme système politique. Ce qui est annoncé comme une véritable révolution idéologique, n'est en réalité qu'un simple exercice de rhétorique. Le Parti Révolutionnaire Populaire du Bénin (PRPB) de Kérékou n'a rien d'un parti populaire et n'est rien d'autre qu'un « club privé »⁶³. Les nationalisations de divers secteurs économiques montrent rapidement leurs limites. Le gouvernement doit céder aux contraintes de la dette nationale. Une dette qui découle directement de pratiques de détournement de fonds et du pillage systématique des biens publics par les dignitaires du régime.

Mais, comme le souligne Banégas, « si la *révolutionnarisation* a échoué, le règne de Kérékou a néanmoins bouleversé l'organisation de l'espace public, et a profondément reconfiguré les rapports d'hégémonie⁶⁴ ». Ainsi, de nouvelles élites supplantent les élites précédentes issues de l'époque coloniale. Ceci est important dans notre propos parce que l'examen de la relation des différents acteurs avec le pouvoir, nous permet de comprendre la dynamique de la transition béninoise. Ainsi, sous le régime de Kérékou, de jeunes cadres béninois diplômés des universités européennes ont pris la place des « Akowé⁶⁵ ». Les classes politiques précédentes sont contraintes à l'exil ou mises sous haute surveillance. Dorénavant, les jeunes cadres technocrates et une nouvelle élite militaire occuperont toute la place. La stabilité du régime de Kérékou repose largement sur la coopération de cette nouvelle élite qu'il a assimilée en les incorporant à la fonction publique devenue pléthorique.

⁶¹ BANÉGAS 2003, Op.cit., p. 32

⁶² Ibid.

⁶³ Ibid, p. 51

⁶⁴ Ibid, p. 53

⁶⁵ Groupes sociaux instruits par les colons français, ancienne élite béninoise durant la période coloniale et peu après l'indépendance du pays.

Combinée à la politique de recrutement automatique des jeunes diplômés de l'université, la circulation accélérée aux « postes juteux⁶⁶ » de l'administration (notamment aux douanes) garantissait la loyauté des *contres-élites* et prévenait toute opposition potentielle.⁶⁷

Outre le renouvellement politique, Kérékou centralise le pouvoir par « la mise au pas des anciens chefs politiques »⁶⁸ et par la création d'une nouvelle constitution soutenue par un appareil répressif. De plus, l'adhésion à l'option marxiste-léniniste permet à Kérékou et à son parti de consacrer l'omniprésence du chef d'État et la prépondérance du parti *unique*. Symboliquement, ce choix idéologique ancre dans l'imaginaire de l'État la notion d'amis ou ennemis de la révolution, notion fourre-tout permettant de coopter ou d'exclure.

Malgré toutes les précautions et les dispositions mentionnées, lentement mais sûrement, le régime de Kérékou commence à s'éroder au cours des années 80. Pour Théophile Vittin, Francis Akindès et plusieurs autres auteurs, la variable économique est l'élément explicatif central de la crise politique⁶⁹. En effet, « les tumultes politiques du Bénin qui, hors des habillages idéologiques intellectuels, ont porté beaucoup plus sur les revendications socio-économiques que sur autre chose »⁷⁰. La crise économique, la faillite bancaire et la pression des institutions de Bretton Woods empêchent Kérékou de continuer à faire ce qui l'a maintenu si longtemps au pouvoir : « faire patienter les élites en les faisant espérer et prospérer »⁷¹. Mais ces élites deviendront frustrées et exigeront de nouveaux moyens d'accéder au pouvoir et à la richesse. On parle dans le jargon populaire du SIDA : « Salaire Insuffisant et Difficilement Acquis ». ⁷² Ainsi, cette élite est largement la source des

⁶⁶ Agents de douanes, agents des forces de l'ordre et autres fonctions ayant une certaine autorité publique.

⁶⁷ BANÉGAS 1997, op.cit., p. 33

⁶⁸ Expression empruntée à Théophile Vittin qui offre un excellent résumé des raisons de la longévité du régime de Kérékou. VITTIN, Théophile E. " Bénin: du "système Kérékou" au renouveau démocratique". In *États d'Afrique noire: Formation, mécanismes et crise*, sous la dir. de Jean-François Médard, p. 93-116, Paris: Katharla, 1991

⁶⁹ VITTIN 1991, op.cit., p. 104

⁷⁰ AKINDÈS, Francis. *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*. Paris: Karthala, 1996, p.50

⁷¹ Propos de l'ex-ministre Théodore Holo cité par Banégas in BANÉGAS 2003, op.cit., p. 73

⁷² VITTIN 1991, op.cit., p. 107

revendications et des manifestations de 1989. Au sein de celle-ci, on retrouve d'abord, le parti communiste du Dahomey (PCD)⁷³, les enseignants, les étudiants, ainsi que la diaspora, les oppositions en exil et l'église catholique dans une certaine mesure.

Le PCD et les syndicats, notamment le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES), s'imposent comme interlocuteurs incontournables auprès du pouvoir et comme force d'opposition. Comme le note Akindès, plusieurs analystes politiques passent sous silence l'action et l'influence du PCD dans le processus de changement politique béninois. En fait, le PCD, étant la seule organisation structurée au plan national, il possède des antennes dans les provinces et les administrations centrales. Ce groupe structure et organise l'orientation des revendications collectives des masses populaires.⁷⁴ Quant aux syndicats, comme acteur majeur de revendications, ils sont de tous les fronts.

Ce qui est intéressant dans l'analyse du mouvement de contestation qui se transformera en mouvement démocratique, c'est l'évaluation des mobiles des différents acteurs. Au début de 1989, les étudiants et les enseignants sont les premiers à descendre dans la rue. Dénonçant les arriérés dans les paiements des salaires et des bourses, ces manifestants sont rapidement rejoints par plusieurs secteurs de la fonction publique. Si au départ, la partie visible des manifestations est l'alliance universitaires-fonctionnaires, les rassemblements publics sont plus hétérogènes qu'il n'y paraît. Le mouvement de contestation inclut également les travailleurs du secteur informel, les commerçantes et les Zémidjan.⁷⁵ Principalement issue d'un mouvement citoyen, la contestation ne se limite pas aux rassemblements de Cotonou et de Porto Novo. Quelques observateurs témoignent de la mobilisation des populations rurales contre le régime de Kérékou.⁷⁶ Plusieurs facteurs contribuent à ce phénomène : le retour au

⁷³ Le PCD créé en 1977 et contraint à la clandestinité jusqu'en 1991, a mené un combat dans l'ombre contre Kérékou. Ses membres ont été très actifs dans l'organisation des grèves, des manifestations. Il était jusqu'en 1990, le seul parti à affronter Kérékou sur le terrain.

⁷⁴ AKINDÈS, op.cit, p. 53

⁷⁵ Il s'agit des conducteurs de taxis-motos qui pullulent dans la capitale. Ces conducteurs constituent une population très hétérogène : jeunes non – qualifiés, universitaires au chômage, ouvriers sans - emplois et anciens fonctionnaires.

⁷⁶ Voir à ce sujet la synthèse de BAKO-ARIFARI, Nassirou. "Démocratie et logique du terroir au Bénin", *Politique Africaine*, no. 59, Octobre 1995,

village des étudiants et fonctionnaires en grève, la présence du PCD dans les régions éloignées ainsi que la vitalité des associations de développement rural⁷⁷.

Loin d'être un mouvement de contestation homogène et chorégraphié, les mobilisations sont plutôt spontanées. Ainsi, les marches prennent souvent naissance dans des files d'attentes devant des banques ou des stations d'essences vides.

Outre les mobilisations physiques, toute une réflexion politique s'effectue à la même époque. Les syndicats entament, à travers «des bulletins de liaison», une réflexion sur la nécessité d'un changement démocratique. Dès lors, cette réflexion donne un sens à l'ensemble des revendications qui n'avaient jusqu'à ce moment, aucun fil conducteur. De plus, comme le souligne Banégas, la presse privée joue un rôle clé en portant des accusations de corruption et en révélant au grand jour les détournements de fonds du pouvoir. Ainsi « les accusations de corruption furent, dans la dynamique de l'action collective, le vecteur de politisation des revendications au début de l'année 1989 et furent aussi au centre de l'intervention des bailleurs de fonds, notamment de la France »⁷⁸. Cette politisation des demandes fait évoluer les thèmes de revendication économique vers des thèmes plus moraux (luttres à la corruption, demande de justice et de transparence) et plus politiques (la reconnaissance des droits et liberté et le multipartisme). Au fur et à mesure que s'est développé le mouvement, les motivations catégorielles se sont relativement effacées au profit d'un appel rassembleur à la démocratisation du pays.⁷⁹

2.1.1 La Conférence nationale des forces vives de la nation (février 1990)

Le véritable point fort de la transition béninoise, la Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation (CNFVN), se passe à Cotonou du 19 au 28 février 1990. Cette conférence réunit 493 délégués de l'opposition et du pouvoir avec l'objectif de réfléchir sur le devenir constitutionnel du pays. Après s'être déclarée souveraine, elle suspend la constitution, dissout

⁷⁷ Ibid

⁷⁸ BANÉGAS 1997, op.cit, p. 36

⁷⁹ Ibid, p. 70 et suivantes

l'assemblée Nationale Révolutionnaire (ANR) et destitue le gouvernement. La formule de conférence nationale est une innovation politique intéressante dans la mesure où comme le souligne Daloz :

Le Bénin a fait figure de précurseur du mouvement de relative conversion démocratique dans lequel se trouvent présentement engagés, avec plus ou moins de succès et de reculs, maints régimes autoritaires d'Afrique subsaharienne. On lui doit en tout cas l'expérimentation d'une formule qui devait se répandre ailleurs sur le continent, même si les modalités ont pu apparaître assez variables d'un pays à l'autre.⁸⁰

La conférence nationale béninoise constitue un modèle à un moment où une pression à la fois interne et externe est exercée sur plusieurs chefs d'État africains. À l'époque l'exemple béninois structure « les champs de démocratisation en Afrique francophone. »⁸¹ Pour d'autres auteurs, cette conférence nationale n'a été possible que parce que les occidentaux avec la France à leur tête, voulaient faire du Bénin « la vitrine de la démocratie africaine, comme jadis ils firent de la Côte d'Ivoire la vitrine du miracle économique! »⁸²

Loin de l'image idéalisée d'une conférence consensuelle et pacifique autour de laquelle se réunissent des acteurs qui soutiennent un projet commun, Banégas insiste sur l'extrême tension qui règne à l'époque et surtout sur le caractère aléatoire de l'issue de la conférence. Comme l'auteur le souligne :

Contre la perspective téléologique que véhicule l'image du "modèle béninois", contre les images communes d'un changement pacifique et consensuel, nous voudrions notamment replacer ce processus dans son contexte de conflictualité, d'extrême tension, insister sur son caractère aléatoire et rappeler ainsi la réversibilité des processus de transition »⁸³.

C'est autour des questions des quotas et de la souveraineté de la conférence nationale que les conflits entre antagonistes sont les plus révélateurs. Dans un premier temps, l'annonce des quotas de représentation avant la tenue de la conférence soulève un tollé de protestations : les

⁸⁰ DALOZ, Jean-Pascal. "L'itinéraire du pionnier: sur l'évolution politique béninoise", *Politique Africaine*, no. 46, p. 132

⁸¹ AKINDÈS, Op.cit, p.45

⁸² TEGDA, Paul John Marc. *Ouverture démocratique en Afrique Noire*. Paris: L'Harmattan, 1991, p. 49

⁸³ BANÉGAS 1995A, Op.Cit., p.137

différents groupes de la société civile dénoncent les 22 places réservées aux ministres et les 13 sièges réservés aux militaires contre une dizaine seulement pour les représentants des autres formations politiques. Ainsi, devant le mécontentement populaire et par peur de voir leur projet échouer, les autorités sont obligées de revoir leurs nombres de sièges à la baisse. Près de 500 demandes de participation sont alors recueillies. Sur la base de celles-ci, le comité préparatoire définit une quinzaine de catégories qui peuvent obtenir des représentants : les anciens présidents et sages, les syndicats, les béninois de la diaspora, les associations professionnelles, les ONG, les associations d'obédiences religieuses et partis d'opposition proscrits⁸⁴. La « guerre des quotas » illustre un problème crucial rencontré lors de l'organisation de la conférence : comment concrètement convertir les capacités de mobilisation de la rue en nombre de sièges et de représentants dans l'arène institutionnelle?⁸⁵ Le passage de la mobilisation populaire à la représentation politique représentait un enjeu de taille qui, dès les premiers instants, risque de faire échouer la tenue de la CNFVN.

Dans un second temps, la question de la souveraineté de la conférence se pose aux délégués réunis. C'est le philosophe Paulin Hountondji qui, le premier, souligne l'absence de la notion de souveraineté de la conférence. L'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de déclarer exécutoires les décisions prises dans le cadre de la conférence. Ainsi, comme le déclare Kérékou, les délégués entendent bien exécuter un « coup d'état civil »⁸⁶. Malgré les conflits qu'elle suscite, notamment les menaces d'intervention militaire de la part de l'aile dure de l'armée, l'idée de la souveraineté de la conférence s'impose comme étant la seule solution légitime et possible. Dès lors, une fois sa souveraineté déclarée, la conférence suspend la Loi fondamentale marxiste-Léniniste de 1977 et confie à une commission de juristes le soin de rédiger une nouvelle constitution. Elle restreint les pouvoirs de Kérékou (qui est maintenu à son poste mais sans la plupart de ses attributions, dont le portefeuille de la défense) et elle crée un poste de premier ministre confié à Nicéphore Soglo.

⁸⁴ BANÉGAS 2003, Op.cit., p. 140 et suivantes

⁸⁵ Ibid

⁸⁶ NOUDJENOUME, Philippe. *La démocratie au Bénin : Bilan et perspectives*. Paris: L'Harmattan, 1999, p. 164

Derrière les questions de quotas et de souveraineté, qui occupent une large place dans les premiers jours de débat, plusieurs conceptions s'affrontent.⁸⁷ Kérékou et ses proches collaborateurs conçoivent la Conférence comme un mode de gestion de crise, croyant à l'élaboration d'un nouveau « compromis colonial » au prix de certaines réformes et de nouvelles alliances stratégiques avec l'élite.⁸⁸ De plus, Kérékou, pressé par les institutions de Bretton Woods pour l'application des programmes d'ajustement structurel (PAS), cherche à trouver une paix civile nécessaire à l'application de ces programmes. Il affirme dans le discours d'ouverture de la conférence nationale, le 19 février 1990 :

Pour nous, dans leur conception comme dans leurs objectifs, les travaux de la présente Conférence nationale devraient satisfaire aux exigences impérieuses d'un consensus constructif (...) dans un esprit de sérénité, de concorde et de sauvegarde de l'unité nationale. C'est dire en d'autres termes que la Conférence nationale ne doit en aucun cas être érigée par personne en tribunal quelconque, animé de joutes oratoires, d'invectives et de récriminations stériles (...) En un mot il s'agira d'élaborer et d'adopter une charte d'union nationale pour le renouveau démocratique et le développement économique, social et culturel de notre pays.⁸⁹

À travers ses interventions, Kérékou rappelle régulièrement sa vision de cet événement. Selon lui, la conférence n'est que consultative et ne vise pas la rédaction d'une nouvelle constitution. Sa mission est simplement de trouver des solutions aux difficultés économiques du pays.⁹⁰

Pourtant, pour les différents représentants de la société civile, il s'agit bel et bien d'une consultation visant à prendre les dispositions pour construire un nouveau Bénin démocratique. Plus que tout, la conférence est un espace de : « reconquête de l'expression politique et des libertés publiques »⁹¹. Le PCD, plus radical, rejette la tenue d'un tel événement et exhorte ses membres à ne pas y prendre part.

⁸⁷ BANÉGAS 1997, Op. cit. p. 91

⁸⁸ Ibid

⁸⁹ Discours d'ouverture de Kérékou à la CNFVN cité par BANÉGAS 2003, Op.Cit, p.14

⁹⁰ Ibid, p. 150

⁹¹ AKINDÈS, Op. Cit., p.55

Si la CNFVN du Bénin offre à l'Afrique entière et aux observateurs étrangers l'image idéalisée de la palabre traditionnelle, dans les faits, il faut signaler le caractère conflictuel de la conférence nationale, dont l'issue est restée incertaine jusqu'à la fin de son déroulement. Le journal *La Croix* cité par Noudjenoume, décrit le déroulement de la conférence comme suit :

La chaleur des débats au cours de la Conférence Nationale était l'expression d'une réalité inéluctable : la politique du bâillonnement, du *muselage*, de l'exclusion et de la confiscation de la vie politique pratiquée pendant 15 ans par le régime PRPB. Ainsi chaque délégué à la conférence s'efforçait de libérer son cœur meurtri par des interventions musclées, parfois intempestives.⁹²

Jusqu'aux élections de 1991, qui marquent le début officiel du Renouveau démocratique, rien ne semble joué. Maintenu à son poste, le président Kérékou, bien qu'affaibli, dispose toujours de ressources importantes (ressources financières, contrôle des circuits clientélistes, ressources coercitives) qui font craindre une réversibilité du processus.

2.2 Le renouveau démocratique (1991 – 1995)

Au lendemain de la conférence nationale, des institutions de transition sont mises en place avec à leur tête Nicéphore Soglo. Le gouvernement de transition se retrouve devant une tâche herculéenne : mettre fin au mouvement de grève qui paralyse le pays depuis plusieurs années, moraliser la vie publique, assainir les finances publiques, privatiser les entreprises d'État, redéfinir le statut de la fonction publique et les critères d'affectation de son personnel, fermer les prisons politiques et restructurer les organes de sécurité. Mais la priorité est la mise en place d'élections présidentielles, concrétisation du tournant démocratique du pays.

⁹² « Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation », *La croix du Bénin*, 9 mars 90. Cité par NOUDJENOUME, *ibid*, p. 161

Le passage du témoin entre Kérékou et Soglo, pour reprendre l'expression de Vittin⁹³, consacre l'aboutissement heureux de la transition béninoise. Les élections présidentielles de 1991 marquent la fin de la transition béninoise et mettent fin à l'incertitude qui régnait lors de la conférence nationale. Si treize candidats briguent la présidence, à cette époque l'attention se porte sur Nicéphore Soglo et Kérékou. Le premier reçoit un appui indéfectible des médias,⁹⁴ un des facteurs déterminant de son succès auprès de l'électorat. Pour reprendre les termes utilisés par la *Gazette du golfe*, « Kérékou, c'est le PRPB qui entend se restaurer pour nous asservir à jamais. Soglo, c'est la conférence nationale parvenue à l'étape féconde de sa production. Brusquement, le peuple se rend compte de l'enjeu : tout à perdre ou tout à gagner ». ⁹⁵ C'est donc pour le changement que le peuple vote, puisque que Soglo remporte la victoire avec 67.73% des voix.

L'innovation dans l'histoire politique béninoise des trente années précédant cette élection, est la réaction de Kérékou. En effet, pendant les jours qui suivent son échec électoral, une vive tension plane sur le pays. Tous présument du rejet des résultats par l'ancien général et ses acolytes, car ce dernier n'a pas reconnu tout de suite l'issue du scrutin électoral. Pourtant, contre toute attente, Kérékou annonce sa décision de se soumettre au verdict du peuple béninois et de reconnaître en Soglo, le nouveau président du pays.

Une fois élu, Nicéphore Soglo s'attelle à un immense chantier de reconstruction du pays. Parmi les priorités de son gouvernement figure un rigoureux plan d'ajustement structurel dont les coûts sociaux feront vaciller la jeune démocratie béninoise. Il s'agit pour la nouvelle équipe non seulement de redresser une économie exsangue, mais aussi de répondre aux attentes matérielles qui se sont exprimées dans le mouvement de 1989. Très rapidement, le pays se remet au travail et le gouvernement parvient, par la mise en œuvre de mesures drastiques, à assainir les finances publiques: augmentation de 232 % des recettes budgétaires

⁹³ VITTIN, Théophile E. " Bénin: du "système Kérékou" au renouveau démocratique". In *États d'Afrique noire: Formation, mécanismes et crise*, sous la dir. de Jean-François Médard, p. 93-116, Paris: Katharla, 1991, p. 110

⁹⁴ Nous reviendrons sur le rôle des médias durant la transition dans le troisième chapitre.

⁹⁵ *La gazette du golfe* (édition internationale), no. 69, 16-31 mars 1991, cité par Banégas 2003, op.cit., p. 188

entre 1989 et 1995, amélioration sensible du solde primaire qui redevint positif en 1991, remboursement de la quasi-totalité des dettes intérieures et des arriérés de salaires⁹⁶.

Avec l'appui du Fond Monétaire International, le secteur bancaire sinistré est restructuré, les infrastructures modernisées et la croissance économique a repris. Le taux d'accroissement du P.I.B. est passé de 4% en terme réel sur la période 1990-1994, à 6.2 % en 1995, soit un chiffre deux fois supérieur au taux de croissance démographique. Le taux d'investissement s'élève régulièrement pour atteindre 20% en 1995, tandis que le déficit est maintenu en dessous de 10%. Jusqu'à la dévaluation du franc CFA en 1994, l'inflation est également maîtrisée⁹⁷.

En terme macro-économique, l'ajustement est donc un succès indéniable. Mais il convient de souligner que cette réussite de l'équipe Soglo a tout juste permis à l'économie béninoise de retrouver son niveau des années 1970 et qu'elle est conditionnée par trois facteurs conjoncturels: l'injection massive de l'aide extérieure (passée de 900 millions en 1988 à 2 milliards de francs français en 1994); la hausse des cours du coton, qui est devenu la première source de devises du pays avec un triplement des récoltes en cinq ans (100 000 t en 1990, 300 000 t en 1995); les crises politiques nigériane et togolaise, qui ont réorienté le trafic maritime vers le port de Cotonou. Malgré les réformes entreprises, le Bénin reste très sensible aux variations de la conjoncture extérieure. Ces données sont importantes pour notre propos parce qu'elles recèlent en bonne partie les raisons du retour de Kérékou par la voie des urnes en mars 1995. En effet, la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel par le gouvernement de Soglo, s'est traduite par une explosion du chômage et de la précarité sociale, ce qui a incontestablement pesé dans l'appréciation des électeurs en 1995.

2.2.1 Le retour du Caméléon (1995)

Le retour au pouvoir de Kérékou est selon plusieurs observateurs, d'abord et avant tout le résultat des échecs de la présidence de Soglo. Toutefois, on ne peut sous-estimer la stratégie

⁹⁶ NOUDJENOUME, Op.Cit, p. 186 et suivantes

⁹⁷ Ibid.

de l'ancien dictateur. Pendant cinq ans, Kérékou a observé la loi du silence. Il reste dans l'ombre et prépare sagement son retour. Alors qu'au moment où il perd le pouvoir en 1991 et laisse croire que sa carrière politique est terminée, Kérékou attend patiemment son heure. Ainsi, le 12 janvier 1995, lorsqu'il refait son entrée en politique, l'ancien général a troqué son col Mao pour une veste classique et une chemise blanche, et échangé son livre rouge de la révolution pour un ouvrage intitulé *Construire le Bénin futur*. Kérékou annonce d'une voix repentante que « toute l'écriture a été inspirée par Dieu, elle est utile pour enseigner et pour convaincre, pour corriger et pour instruire utilement afin que l'œuvre de Dieu soit accomplie sous toutes ses formes »⁹⁸. Kérékou, connaît très bien son peuple et sait exactement quoi lui dire pour retrouver ses faveurs : « Nous avons fait la révolution en laissant Dieu de côté; il nous a sanctionné! »⁹⁹. Il se présente comme un homme repentant et affirme que c'est avec l'aide de l'évangile qu'il jette un nouveau regard sur la situation de son pays.¹⁰⁰ Dès lors, connaissant très bien le rapport du peuple béninois avec la religion, Kérékou sait pertinemment que les béninois ne peuvent rester insensibles à son nouveau personnage d'homme d'église. Comme le résume très bien Emmanuel Adjovi :

C'est une large partie de la population dont la mentalité est profondément religieuse, qui tombe sous le charme de Mathieu Kérékou. En troquant sa vareuse à col Mao contre un habit de *clergyman*, et en adoptant un discours ecclésiastique, le général réalise un grand coup médiatique, une opération de communication à faire pâlir d'envie les grandes agences de communication du monde et les grands « faiseurs d'images », spécialistes du marketing politique. Sa métamorphose réussie témoigne en d'une connaissance parfaite de la sociologie et de la mentalité béninoise.¹⁰¹

Le 31 janvier 1995, Kérékou proclame officiellement sa candidature à la présidence. Cette annonce soulève l'enthousiasme de ses anciens acolytes impatients de retrouver leurs anciens privilèges. Plusieurs groupes sociaux affichent une vive hostilité à l'idée de revoir Kérékou diriger le pays. Les journalistes paraissent être les plus virulents adversaires face au retour de Kérékou. « Les uns évoquaient le brillant acteur à masques, l'opportuniste, le donneur de

⁹⁸ ADJOVI, Op.Cit. p. 141-142

⁹⁹ ESTABLET, Jean. *Mathieu Kérékou: L'inamovible président du Bénin*. Paris: l'Harmattan, 1997, p. 222

¹⁰⁰ ESTABLET, *ibid*, p.56

¹⁰¹ ADJOVI, op.cit, p. 143

leçon à bon compte, le revenant vêtu d'un manteau d'Arlequin. Pour la presse écrite dominante, amnistie ne rimait pas avec amnésie.»¹⁰²

Fin stratège, Kérékou s'entoure d'anciens opposants à son régime révolutionnaire, d'anciens exilés et de tous les déçus du régime Soglo. Encore là, la thématique du pardon est renforcée et démontre au peuple béninois qu'on peut pardonner à Kérékou. De plus, compte tenu de la structuration régionale du vote et du poids politiques des régions du Sud, le caméléon a réussi un tour de maître en allant chercher l'appui des leaders politiques jadis dévoués à Soglo. Il cherche aussi à être présent aux quatre coins du pays et à se faire accepter des différents leaders religieux. On le voit en compagnie de mollahs, de prêtres catholiques et vodous. Pendant sa campagne électorale, le « caméléon » est de toutes les tribunes. Ce jeu d'alliance est l'une des raisons de la victoire de Kérékou.

Kérékou est élu Président, le 18 mars 1995, avec plus de 52% des suffrages au second tour. Ces élections se déroulent dans un climat d'extrême tension, marqué par l'attitude réfractaire de Soglo. Le chef d'État et son entourage refusent d'accepter leur défaite dans les heures qui suivent les résultats de l'élection. Ils commandent l'arrestation du responsable de l'Institut de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) et le domicile d'un membre de la Cour constitutionnelle est mitraillé.

2.2.2 Les erreurs politiques de Soglo

Nicéphore Soglo, le héros des premières élections libres du Bénin est incontestablement «l'artisan du redressement spectaculaire d'un pays en faillite».¹⁰³ Mais plusieurs erreurs politiques ont hypothéqué sa réélection.

Dans un premier temps, les méthodes électorales de Soglo contrastent fortement avec celles du « caméléon ». En effet, en bon technocrate qu'il est, le président sortant base sa campagne sur le bilan économique des cinq années passées. Alors que son adversaire s'adresse à

¹⁰² ESTABLET, Ibid, p. 225

¹⁰³ BANÉGAS 2003, Op.Cit., p. 209

l'imaginaire des foules, Soglo insiste sur les chiffres et fait la démonstration mathématique du succès remporté par ses réformes économiques. Le langage froid et mathématique de Soglo ne réussit pas à convaincre les béninois. En effet, une partie de la population est déjà très critique face aux réformes économiques engagées par le président. Une partie de la population souffre de toutes les conditions imposées par les programmes d'ajustements structurels du FMI. Par conséquent, le mode de gestion technocrate de Soglo laisse un goût amer chez les groupes les plus vulnérables. De plus, toutes les centrales syndicales condamnent la politique de privatisation de Soglo, devenu à leurs yeux « l'homme de l'étranger et le complice des financiers de Washington. »¹⁰⁴ Cela fournit des arguments à Kérékou qui accuse Soglo d'avoir dilapidé le patrimoine national.

Dans un second temps, les adversaires de Soglo critiquent énormément sa gestion familiale du pouvoir. En effet, de 1990 à 1996, la gestion de l'État est davantage une affaire de famille. Dès le début de son mandat, Soglo nomme son frère Saturnin Soglo, comme ambassadeur à Bonn. Il confie la responsabilité de sa sécurité à son cousin Christophe Soglo et les tâches reliées aux communications présidentielles à son propre fils, Léhady Soglo. De plus, lorsque le chef d'État tombe gravement malade au début de l'année 1991, c'est son beau frère Désiré Vieyra (le frère de l'épouse du Président) qui a prendre les rênes de l'État. Après la convalescence de Soglo, Vieyra occupe le poste de ministre d'État chargé de la défense et de la coordination gouvernementale.

Mais les critiques les plus virulentes sont dirigées vers son épouse, Rosine Soglo¹⁰⁵. La Première dame du Bénin se mêle de tout ce qui touche de près ou de loin aux affaires de l'État. Avant de s'engager dans une carrière politique comme chef du Parti de la Renaissance du Bénin¹⁰⁶, madame Soglo s'est continuellement immiscée dans la gestion des finances publiques, les affaires diplomatiques, l'organisation du travail gouvernemental et la vie associative. De plus, celle qu'on nomme « Tantie Rosine », n'hésite pas à puiser dans les ressources de l'État pour alimenter son réseau clientéliste. On peut citer en exemple, le

¹⁰⁴ ADJOVI 1999, Op.Cit., p. 112

¹⁰⁵ KOLI, J.-B. "Les caprices de Rosine", *Jeune Afrique*, no. 1841, avril 1996,

¹⁰⁶ Parti politique créé en mars 1992 par Rosine Soglo, cette formation affiche très tôt sa volonté de s'imposer dans l'arène politique.

scandale politico-financier, dit « l'affaire des dix millions » qui ébranle le régime en 1994¹⁰⁷. La presse privée révéla à cette époque que la Première dame avait prélevé une somme de dix millions de francs CFA du trésor public pour le compte d'une mystérieuse mission à Paris. Devant le peu d'explications fournies par l'administration de Soglo, l'opposition demande la mise sur pied d'une enquête publique et les graffitis se mettent à fleurir sur les murs de Cotonou. On peut y lire « Rosine, rends-nous les dix millions! »¹⁰⁸ Comme le souligne Banégas, ce scandale va éroder légitimité du régime de Soglo ; « de façon plus générale, les électeurs béninois ont eu l'impression que le renouveau démocratique n'avait pas rompu avec les tendances affairistes et prévaricatrices du passé »¹⁰⁹. Alors que la population ressent une rancœur contre sa femme, Soglo la choisit malgré tout comme directrice de campagne pour les élections de 1996.

Pour reprendre les termes de Mayrargue, le retour de Kérékou et la défaite de Soglo cachent un système politique plus bloqué qu'il n'y paraît¹¹⁰. En effet, l'alternance de 1996 n'a certes pas remis en cause les changements démocratiques amorcés au début des années 90. Toutefois, elle n'a pas entraîné une modification des comportements politiques tels que le clientélisme et la « prédation politique »¹¹¹, caractéristiques de plusieurs autres régimes politiques africains.

Quoiqu'il en soit, force est de constater qu'en l'espace d'une décennie « l'enfant malade » de l'Afrique a pu redorer son blason. Les mutations politiques opérées se sont traduites par des changements tangibles : la restauration des libertés et l'instauration d'un État de droit, la reprise du travail, un nouveau paysage bancaire, la mise en route de réformes financières et économiques, la mise sur pied d'un nouveau système de compétition politique. Mais l'une des acquisitions les plus importantes est sans contredit la libéralisation de la parole publique. La population béninoise peut maintenant dénoncer, haut et fort dans la presse, les faits et gestes des autorités qui leurs sont dorénavant redevables.

¹⁰⁷ BANÉGAS 2003, Op. Cit, p. 219 et les suivantes

¹⁰⁸ Ibid, p. 219

¹⁰⁹ Ibid. p. 220

¹¹⁰ MAYRARGUE, CÉDRIC. "Le Bénin depuis le retour au pouvoir de M. Kérékou: Démocratie apaisée ou paralysie politique?" *L'Afrique politique*, 1999, p. 107

¹¹¹ Ibid.

CHAPITRE III

LE RÔLE DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE

Dans ce chapitre nous nous intéressons à deux aspects importants de la presse privée béninoise. D'abord son rôle dans le processus de démocratisation du Bénin. Comme le souligne Reinhold Meyer, elle a « largement contribué à mettre en marche le processus de démocratisation et les changements institutionnels ». ¹¹² La décentralisation de la diffusion de l'information et le développement simultané de la presse privée, constituent l'un des bouleversements majeurs qu'ont connu la plupart des pays du continent depuis une quinzaine d'années. La liberté d'expression, l'un des fondements des droits de la personne, semblait annoncer une série de transformations qui auraient permis aux populations d'atteindre un mieux-être collectif. Les Béninois ont très tôt fondé des espoirs dans la nouvelle liberté de presse acquise après des années de musellement systématique.

Dans un second temps, nous nous penchons sur le discours que la presse privée béninoise tenait à l'époque de la transition démocratique. Nous l'avons vu précédemment, cette période représente un moment fort pour la presse privée béninoise. Après des années de musellement, cette presse reprend vie et participe activement à l'avancement de la réflexion théorique de l'expérience démocratique. Les journalistes suivent de près l'évolution politique : ils la racontent, l'analysent et soulignent les défis auxquels devra faire face la jeune démocratie béninoise.

3.1 La presse béninoise

Les médias modernes entrent au Dahomey dans le sillage du colonisateur. Le premier périodique, *L'Écho du Dahomey* est lancé par des commerçants français en 1905. À cette époque, la loi sur la presse de 1881 empêche les autochtones des colonies françaises, de créer leurs propres journaux en stipulant que seulement les publications éditées par des «citoyens

¹¹² MEYER.1994. Op.cit., p.19

français respectables » sont autorisées.¹¹³ Cette disposition coloniale est contournée par certains Dahoméens ayant combattu pour la France lors de la 1^{ère} guerre mondiale. Avec leur statut de citoyens français, plusieurs *Akowés* mettent sur pied les premières publications proprement dahoméennes.

Cette presse deviendra avec le temps un moteur important de la diffusion d'idées indépendantistes et nationalistes auprès des groupes de lettrés dahoméens. Ces journaux permettent d'éveiller les consciences et de mobiliser d'autres groupes sociaux, notamment les étudiants et les commerçants, à la nécessité de revendiquer l'autonomie politique. Les journalistes dahoméens s'inspirent fortement des leaders politiques africains tels que : Nwandi Azikiwe (Nigeria) fondateur du *West African Pilot* en 1937, Kwame Nkrumah (Gold Coast qui deviendra Ghana) qui crée le *Evening news* en 1948 et Patrice Lumumba (Congo Belge aujourd'hui Congo Démocratique) qui lance l'*Indépendance* en 1958.

Au cours de leurs luttes pour la souveraineté nationale, les *Akowés* ont un objectif bien défini : se débarrasser du régime colonial et le remplacer par des gouvernements dirigés par des Africains. Dans cette perspective, les groupes politiques et les journaux concentrent tous leurs efforts sur la dénonciation des pratiques coloniales et sur les revendications nationalistes. Mais les débats politiques, philosophiques, théologiques, économiques et éthiques sur la démocratie comme forme de gestion de la cité sont largement absents du discours de la presse nationaliste. Il est à noter également que la presse écrite est largement dominée par la langue française et s'adresse exclusivement aux intellectuels. Le Dahomey est alors considéré par les colons comme le « quartier latin » de l'Afrique francophone.

Au lendemain des indépendances, l'avènement des dictatures militaires et des partis uniques décuple l'instrumentalisation politique des médias et de la radio en particulier. On aurait pu s'attendre à ce que les nouveaux dirigeants béninois et africains renforcent la liberté de presse dans leur pays délivrés de la contrainte coloniale. Paradoxalement, le pluralisme médiatique

¹¹³ FRÈRE 2000, Op. Cit., p. 27

disparaît et les journalistes sont dorénavant considérés comme des fonctionnaires au même titre que les autres employés de l'État.¹¹⁴

Avec l'avènement du régime marxiste de Kérékou, les organes d'information sont affectés à la diffusion de l'idéologie marxiste. Bien que le statut juridique de la presse béninoise repose sur d'anciens textes inspirés de la loi française de 1881, ces dispositions sont assorties d'autres textes contraignants adoptés par le PRPB. En 1975, un arrêté portant sur la réglementation des publications à caractère politique, fait de l'information, la chasse gardée du parti unique de Kérékou. Cet arrêté stipule que « la publication de tout écrit politique sur la Révolution du peuple béninois est subordonnée à une autorisation expresse du ministre chargé de l'information et de l'orientation nationale ».¹¹⁵

À cela s'ajoute une autre mesure qui définit le statut du journaliste béninois : « Au Bénin, la profession de journaliste fonctionnaire de l'État ne saurait être libérale, tout journaliste béninois de la presse écrite et parlée est un citoyen engagé pour le succès de la Révolution »¹¹⁶. De plus, à la censure externe s'ajoute la censure interne au sein des rédactions des différents médias. En effet, tous les organes d'informations sont dirigés par des individus issus de l'entourage direct de Kérékou. Le contrôle de l'information est également assuré par le statut spécifique des entreprises de presse écrites et audiovisuelles qui se retrouvent en situation de monopole d'État.

Dans ce contexte de contrôle étatique de l'information et d'absence de liberté d'expression, les Béninois se tournent alors vers l'information clandestine ou alternative. La classe aisée et les intellectuelles s'abreuvent régulièrement auprès des médias étrangers. Le journal français le *Monde*, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* sont très prisés par ce groupe. Kérékou, de plus en plus inquiet du contenu de ces publications, soumet au comité de la censure chaque numéro de la presse étrangère et fait saisir *Jeune Afrique* à plusieurs reprises. Dans ce même ordre d'idées, il faut mentionner l'importance de « radio trottoir ». Comme le décrit Frère, on désigne par « radio trottoir » la rumeur publique qui ne peut être contrôlée par les institutions

¹¹⁴ TUSDEQ 1998, Op.Cit, p.80

¹¹⁵ Arrêté no. 1 PR – MION du 17 mars 1975, cité par FRÈRE 2000, Op.cit., p. 45

¹¹⁶ Décision No. 7 – MIT- CAB du 21 août 1973, cité par FRÈRE 2000, Ibid, p. 46

officielles. Ces informations, diffusées au marché par les organisations de femmes et les assemblées de chef de village ou lors des mariages et des enterrements, permettent à tous et chacun de débattre des problèmes politiques et sociaux occultés par la presse officielle.¹¹⁷ Ce mode de communication constitue « à la fois une forme de contre-pouvoir, un moyen d'autodéfense et un régulateur social permettant d'exprimer certaines frustrations ».¹¹⁸

En 1987, apparaît le quotidien la *Gazette du Golfe* qui change le visage de l'information au Bénin. Créé par l'homme d'affaire Ismaël Soumanou, la parution de cet hebdomadaire est un signe concret de l'émancipation de la presse qui précède et conditionne l'ouverture du débat politique. Dès son apparition, ce quotidien dénonce la gravité de la crise économique et sociale et vend très rapidement les 12 000 exemplaires de son premier numéro.¹¹⁹ Ce journal contribue à la tenue de la CFNFV et à l'organisation des premières élections libres. Si au début de sa parution la rédaction du journal entretient de bons rapports avec le régime, la lune de miel est de courte durée. Deux mois après sa première parution, Kérékou qui croit pouvoir contrôler le quotidien, s'en irrite et la censure à l'endroit de ce quotidien se fait de plus en plus sévère.¹²⁰ Les propos d'Ismaël Soumanou reflètent bien l'ambiance qui règne :

Vous, vous avez vos manuscrits, vous les tapez, vous les amenez au service de censure. Ils vous disent « ça et ça vous barrez, vous ne faites pas passer ça » : ça fonctionnait comme ça. C'était très dur. Dès que le journal paraissait, les militaires encerclaient le journal. Des fois, ils m'emmenaient.¹²¹

La *Gazette du golfe* continue tant bien que mal à paraître en dépit des répressions diverses, des saisies par les militaires et d'énormes difficultés financières, grâce aux pressions exercées par différents groupes contestataires du régime de Kérékou.

Quelques mois plus tard, un deuxième journal privé voit le jour au Bénin : *Tam Tam express*. Son fondateur, Denis Hodonou, est également un jeune commerçant. Ce quotidien joue aux côtés de son confrère, *La Gazette du Golfe*, un rôle important dans le mouvement de

¹¹⁷ FRÈRE 2000, Ibid, p. 57

¹¹⁸ Ibid. p.58

¹¹⁹ TUSDEQ 1998, Op.Cit.

¹²⁰ FRÈRE 2000, Op. Cit, p. 75 et les suivantes

¹²¹ Propos d'Ismaël Soumanou recueillis par Frère, FRÈRE 2000, ibid, p. 77

contestation populaire. En effet, *Tam Tam express* s'attaque dès sa première parution à l'épineux dossier de la faillite des banques. Par des révélations, des mises en cause de certains responsables et des dévoilements de documents compromettants, ce quotidien est très rapidement considéré comme le spécialiste du « dévoilement d'affaires ».¹²² Ces deux quotidiens privés font figure de pionniers et participent à l'ébranlement du système de Kérékou. Ce dernier croit pouvoir démontrer sa bonne volonté et calmer l'opinion publique en laissant paraître ces publications. Cependant, lorsque le général réalise l'effet de détonateur des contenus politiques de ces quotidiens, il est trop tard, la boîte de pandore est déjà ouverte.

3.1.1 La presse privée béninoise au temps du renouveau médiatique

Avec les mouvements de contestation populaire apparus à la fin des années 80, la presse privée béninoise devient progressivement le vecteur privilégié de la contestation. Dans ce contexte de répression des libertés individuelles, notamment de la liberté d'expression, la publication de journaux privés est un geste politique en soi.

La relative liberté de ton des médias et plus particulièrement de la presse privée, a servi de porte-voix aux populations. Par leur combativité et leurs critiques, ces publications privées, se sont muées en interlocuteurs incontournables dans le débat politique, en devenant les détracteurs publics du Parti unique, et souvent les moralisateurs de la vie publique¹²³. Nous l'avons vu, c'est de la sorte qu'est née cette forme de journalisme d'engagement, d'éditorial et de commentaires politiques qui représentent généralement plus de 60% de la surface des journaux.¹²⁴ C'est cette subjectivité qui en fait une presse marquée idéologiquement. D'ailleurs, les nouvelles parutions se positionnent comme des journaux politiques, parce que cela paraît l'espace privilégié de la pratique journalistique et que cela renvoie au mythe fondateur du quatrième pouvoir. Bien que les créateurs des quotidiens proviennent

¹²² Ibid, p. 79 et suivantes

¹²³ DE LA BROSSE, Renaud. "Afrique subsaharienne en transition : des journaux nécessairement engagés", *Les Cahiers du journalisme*, Octobre 1999, http://www.univ-reims.fr/Labos/CERI/Afrique_subsaharienne_en_transition.htm

¹²⁴ Ibid.

"d'horizon" différents, ils ont en commun « la recherche d'un espace de liberté d'expression et d'influence ou de pouvoir dans le jeu politique ». ¹²⁵

Pendant cette période, il paraît au Bénin plus d'une vingtaine de quotidiens et plus d'une trentaine de périodiques au tirage plus ou moins régulier. ¹²⁶ La presse privée béninoise est en perpétuel mouvement. Un quotidien chasse l'autre, suivant les événements qui rythment la vie nationale. Ainsi, comme le note Adjovi, « on crée des titres ¹²⁷ à la veille d'une élection qu'on laisse mourir sitôt la consultation terminée. De même, on lance des titres ou on en ressuscite d'autres, dans la seule perspective de bénéficier de l'aide de l'État (...) La presse béninoise apparaît comme une presse opportuniste ». ¹²⁸ Ainsi, certains quotidiens naissent au gré des alliances et des antagonismes politiques.

À l'époque du renouveau démocratique, deux acteurs de la société béninoise sont à la source de l'éclosion de la presse privée béninoise. D'une part, la classe politique : les politiciens qui ont un point de vue à défendre ou un compte à régler avec un adversaire politique. Et puis le milieu des affaires : les hommes d'affaires séduits par l'augmentation du taux de lectorat, et qui y voient une occasion d'affaires facile. ¹²⁹ Par conséquent, on retrouve deux catégories de quotidiens privés : Une presse à scandale et une presse plus politique et militante.

À cela s'ajoute une autre caractéristique de la presse privée béninoise : une situation économique précaire. D'une part, les recettes de ventes publicitaires ne représentent qu'environ 30% du chiffre d'affaires. ¹³⁰ D'autre part, la faiblesse des rémunérations conduit la plupart des journalistes à exercer une profession secondaire pour accroître leurs revenus. Une enquête réalisée en 2000 a révélé que 76% d'entre eux exercent une activité secondaire. ¹³¹ Cette situation entraîne un problème majeur qu'Adjovi nomme la « pratique du

¹²⁵ Ibid.

¹²⁶ Site médias-Bénin, <http://www.mediabenin.org/presseecritefaux.htm>

¹²⁷ Par le terme « titre », l'auteur fait référence aux quotidiens privés.

¹²⁸ ADJOVI, Emmanuel V. *L'État des médias au Bénin*. GRET, Pole Médias, <http://www.gret.org/parma/fr2/ressource/edm/pdf/benin.pdf>, 2001

¹²⁹ ODEM, OBSERVATOIRE DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'ÉTHIQUE DANS LES MÉDIAS. *Etude sur l'état des médias au Bénin (1988-2000)*. Cotonou: Friedrich Ebert Stiftung, 2001, p. 78

¹³⁰ ADJOVI 2001, op.cit. p.56

¹³¹ Ibid.

communiqué final ». ¹³² Cette pratique, aussi appelée per-diem, consiste à se faire payer par les hommes d'affaires et les hommes politiques pour améliorer leurs images ou pour attaquer leurs adversaires à travers des articles tendancieux. Cette possibilité de monnayer l'information s'étend au courant des années 1992-1994. Au départ, les organisateurs de conférences de presse considèrent les per-diem comme contribution aux frais de déplacement du journaliste. Mais depuis les élections de 1995, un nombre croissant de journalistes considèrent les per-diem comme une obligation dont les politiciens doivent s'acquitter sous peine de voir saboter la couverture médiatique de leur événement. Le tarif offert est de 5000 Francs CFA par journaliste. ¹³³ De plus, selon Adjovi, la diffusion de fausses nouvelles politiques ou sociales inventées de toutes pièces devient une pratique courante. L'exemple de la rumeur « du vol du sexe » survenu au Bénin en 1991 parle de lui-même. À la suite d'accusations populaires, un homme aurait été embroché et brûlé parce qu'il aurait volé le sexe d'un rival. Deux jours plus tard, on titrait à la une du quotidien *Le Matin* « les voleurs de sexes sont de retour ». ¹³⁴ Sans précision aucune, le quotidien expliquait que le malfrat était d'origine nigériane et que les ressortissants nigériens étaient beaucoup trop nombreux et n'apportaient que des problèmes à la nation béninoise. Cette couverture de presse a conduit à une série de lynchages ayant pour cible des citoyens d'origine nigériane. La nouvelle presse privée béninoise est donc en proie à certains débordements qui minent sa crédibilité.

Ceci dit, malgré ces excès, la presse privée béninoise est aujourd'hui plus mature et se conforme davantage aux balises établies par l'Observatoire de la déontologie et de l'éthique dans les médias (ODEM).

¹³² Ibid.

¹³³ Ibid.

¹³⁴ DUPLAT, Domitile (2002), *La liberté de la presse, responsabilité des médias : l'Afrique sur la voie de l'autorégulation*, Édition du GRET, 2002, p.4

3.2 Discours de la presse privée sur la démocratie durant la transition politique

Marie-Soleil Frère a fait publier en 2000 sa thèse de doctorat qui porte sur l'analyse du discours de la presse privée béninoise durant la transition, soit de la Conférence nationale (février 1990) aux premières élections démocratiques (mars 1991).

Le premier point noté par Frère est la fierté avec laquelle les journaux béninois mettent en exergue le caractère exemplaire de l'expérience béninoise.¹³⁵ En effet, *Tam Tam Express* affirme que « Rien ne sera plus comme avant dans le Bénin nouveau, le peuple réconcilié avec lui-même doit s'en souvenir constamment ».¹³⁶ La presse mentionne constamment le « caractère extraordinaire du peuple béninois ».¹³⁷ La *Gazette du Golfe* quant à elle souligne « la beauté de la page d'une histoire vieille mais récente que les Béninois écrivent de leurs mains avec toute l'Afrique et le monde entier pour témoin ».¹³⁸ Ce journal ajoute, « au Bénin, la démocratie n'est pas un concept nouveau, mais qui, dans ce pays, voudrait encore d'une démocratie galvaudée, à l'appellation usurpée ».¹³⁹ On considère que les peuples ne peuvent donc être exclus de la revendication à l'ouverture démocratique. Ces peuples ne doivent pas se satisfaire d'une simple façade démocratique ou d'une démocratie aménagée.¹⁴⁰

Les quotidiens se penchent tous sur l'argument selon lequel l'Afrique n'est pas un terrain fertile pour le système démocratique. Comme le souligne le quotidien béninois *La Récade*, « si les Etats-Unis, la France, l'Angleterre, l'Allemagne ne se conçoivent d'autre cadre d'évolution que la démocratie, beaucoup pensent dans ces mêmes pays, que seuls conviennent au Tiers-monde l'autoritarisme, l'autocolonialisme ou quelques succédanés de la

¹³⁵ FRÈRE, op.cit., p. 311

¹³⁶ *Tam Tam express*, no. 53, 3-16 décembre 1990, cité par FRÈRE 2000, ibid., p.164

¹³⁷ FRÈRE 2000, Ibid, p. 312

¹³⁸ *La Gazette du Golfe* (version internationale), no. 45, op.cit, cité par FRÈRE 2000, Ibid, p. 313

¹³⁹ Ibid

¹⁴⁰ FRÈRE 2000, Ibid, p. 314

démocratie ».¹⁴¹ La *Gazette du Golfe* ajoute : « Ce n'est pas parce que ce système s'est solidement implanté en Occident qu'il ne peut faire son chemin en Afrique »¹⁴².

La presse insiste également sur le fait que la révolution démocratique nécessite avant tout une révolution des valeurs, ce qui représente selon elle, l'un des enjeux auxquels les Béninois devront faire face dans les années à venir. À cet effet, le quotidien l'*Opinion* estime que :

Les mauvaises habitudes et mesquineries de tous ordres, mauvaise foi, indiscipline, égocentrisme, etc., doivent laisser la place à la discipline, la rigueur, l'honnêteté, l'intégrité morale, le sens des responsabilités.¹⁴³

On ajoute que les institutions seules ne suffisent pas à faire d'un régime politique une démocratie et qu'une réelle transformation des mentalités s'impose. Les hommes politiques sont particulièrement concernés par cette révolution des mentalités. Il s'agit d'un véritable défi pour la population béninoise car :

Il est plus aisé de renverser un régime même au prix de milliers de morts que de construire un pays. À cette phase, il s'agit de rédiger des tracts, manifester dans la rue, organiser des grèves, poser des bombes, tirer des balles. Maintenant, il s'agit de lutter contre des ennemis invisibles, abstraits, parfois tapis dans l'inconscient collectif et qui ont pour nom : l'égoïsme, l'intérêt personnel, le régionalisme négatif, le favoritisme, le péculat, la magouille, l'intrigue.¹⁴⁴

Selon Frère, la tolérance est une autre valeur constamment mentionnée dans la presse privée béninoise. Pour la *Gazette du Golfe* :

La tolérance ne peut signifier ni le laisser aller ni la faiblesse, encore moins le laxisme. La tolérance c'est le refus de l'orgueil car il faut être convaincu que nul ne détient la vérité. La perfection n'étant pas de ce monde, être tolérant c'est d'accepter le droit à l'erreur pour soi et pour autrui.¹⁴⁵

¹⁴¹ *La Récade*, no 6, mars 1990, cité par FRÈRE 2000, p. 316

¹⁴² *La Gazette du Golfe*, (version internationale) no 44, 1^{er} 15 mars 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 316

¹⁴³ *L'opinion*, no. 7, 22 juin, 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.* p. 318

¹⁴⁴ *Le Forum de la semaine*, no. 19, 22-28 août 1990, cité par FRÈRE 2000, p. 318

¹⁴⁵ *La Gazette du Golfe* (version internationale), no.44, 1^{er} -15 avril 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 318

Cet extrait s'adresse aux anciens barons du régime militaire de Kérékou soupçonné de ne pas accepter les transformations politiques survenues dans le pays et de préparer dans l'ombre leur retour au pouvoir.

Pour les journalistes béninois, les droits humains et la liberté d'expression constituent des fondements importants d'un régime démocratique. Selon eux :

Le pluralisme d'information est une arme efficace pour les citoyens dans un État de droit, puisqu'il leur permet d'opérer des choix judicieux quant aux hommes qu'il faut à un certain moment pour conduire les affaires d'État.¹⁴⁶

Pour ce qui est du respect des droits fondamentaux, on insiste davantage sur les droits des minorités : « à l'heure actuelle, le droit à la différence doit être plus que jamais le mot-maître de notre démocratie naissante ».¹⁴⁷

3.2.1 Les obstacles à la démocratie selon la presse

Les quotidiens privés béninois mettent aussi en exergue plusieurs éléments qui constituent des obstacles à l'implantation du processus de démocratisation béninois. Déjà à l'époque de la transition, la presse mettait ses lecteurs en garde contre le caractère exogène du système politique proposé, les faux démocrates, et le découragement face à la lenteur du processus.¹⁴⁸ En outre, selon les journalistes, la transition vers la démocratisation est menacée par des obstacles spécifiques à la situation historique et socio-politique de l'État béninois.

En premier lieu, les journaux se montrent très préoccupés par les obstacles culturels.¹⁴⁹ Entre autres, on dénonce l'habitude du pouvoir « confisqué et conservé comme bien familial aux

¹⁴⁶ *La Gazette du Golfe*, (version internationale), no 45, 16-30 avril 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 327

¹⁴⁷ *Le Forum de la semaine*, no.27, 17-23 octobre 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p.329

¹⁴⁸ FRÈRE, *ibid.*, p. 394

¹⁴⁹ *Ibid.* p. 337

maines d'une ethnie, d'une région ou d'un groupe d'hommes et de femmes ».¹⁵⁰ Malheureusement trop souvent, le pouvoir est considéré comme un privilège quasi illimité; « Les gouvernements africains, plus ils deviennent impopulaires, mieux ils s'accrochent au pouvoir. Conséquence : des présidents à vie jonchent le continent ».¹⁵¹ Le principe d'alternance du pouvoir est donc loin d'être acquis. La perspective des journaux est claire : l'élite politique devra accepter d'envisager le pouvoir autrement. Certaines publications insistent sur le fait que si le principe de l'alternance se heurte à des réticences, c'est aussi parce que la culture béninoise et africaine est basée sur le consensus. Ainsi, dans une culture fondée sur le consensus, on ne peut concevoir l'existence permanente d'une opposition à l'autorité. *L'Opinion* remarque que : « rechercher le consensus est considéré comme une bonne chose, car le vote divise et peut, dans certains cas, créer des rancœurs durables en faisant des vainqueurs et des vaincus ».¹⁵²

Toujours au chapitre des obstacles culturels, les journaux s'inquiètent de l'importance du culte religieux dans les luttes politiques pour le pouvoir. Lors de la mystérieuse maladie du président Soglo au début de son mandat en 1991, la population a immédiatement cru à un envoûtement perpétré par ses opposants. Cette croyance a donné lieu à des lynchages et des affrontements dans certains villages. Bien qu'il s'agisse d'événements isolés, il n'en demeure pas moins qu'ils sont symptomatiques de l'omniprésence du facteur religieux dans les rapports sociaux béninois. Les médias ne sont pas exempts de cette tendance. *La Gazette du Golfe* publie :

Les rumeurs les plus folles parlent d'envoûtement provoqué lors de ses déplacements (Soglo) dans les régions septentrionales du pays alors qu'il menait campagne pour le premier tour des présidentielles. Plusieurs personnes se demandent si les membres du bureau directeur du CNOS (Comité de soutien au candidat Soglo) ont réfléchi aux moyens et ressources appropriées pour traiter les maux dont souffre le président. (...) Il faut donc sauver le président Soglo par tous les moyens, très nombreux chez nous. Les

¹⁵⁰ *La Gazette du Golfe*, (version internationale), no 55, 16 août-15 septembre 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 334

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² *L'Opinion*, no 2, décembre 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 335

adeptes de tous les cultes religieux sans distinction sont donc appelés à soutenir leur nouveau président en mettant en œuvre les moyens qui leur semblent appropriés.¹⁵³

Le facteur de la sorcellerie joue un rôle dans la lecture que la presse et la population font des événements. C'est pourquoi, les journalistes estiment que les croyances d'ordre surnaturel posent un obstacle au processus de démocratisation.¹⁵⁴

De plus, outre les obstacles associés à la culture, la démocratie béninoise est menacée par la corruption et la gabegie. En effet, selon la presse privée, ces habitudes ont la vie dure au Bénin. *La Gazette du Golfe* souligne que :

La politique a vraisemblablement constitué au cours des trois dernières décennies une des activités les plus lucratives (...) L'on peut compter sur le bout des doigts, les dirigeants africains qui n'ont pas confondu les caisses de l'État à leurs budgets personnels.¹⁵⁵

Pour *Tam Tam Express* : « le bon exemple doit venir d'en haut si l'on veut effectivement en finir avec la corruption, l'enrichissement illicite et le népotisme ».¹⁵⁶ On ajoute que ces pratiques ne sont pas compatibles avec l'instauration d'un régime politique démocratique et qu'elles menacent sérieusement les progrès politiques qu'ont connu les Béninois depuis la tenue de la conférence nationale.

Ceci dit, Frère mentionne l'ambiguïté de la presse privée face aux effets ravageurs de la corruption. Si les journalistes critiquent amplement le clientélisme et la corruption, ils n'hésitent pas à tendre la main aux bailleurs de fonds locaux et à se servir de leur titre pour satisfaire leurs besoins personnels.

En dernier lieu, l'implantation de la démocratie au Bénin se heurte à une situation économique désastreuse. Pour la plupart des Béninois, l'heure est à la satisfaction des besoins

¹⁵³ *La Gazette du Golfe* (version internationale), no. 70, 1^{er}-15 avril 1991, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 360

¹⁵⁴ FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 361

¹⁵⁵ *La Gazette du Golfe* (version internationale), no 49, 16-31 mai 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 340

¹⁵⁶ *Tam Tam Express*, no.50, 20 octobre – 2 novembre 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 340

fondamentaux, remarque la presse privée.¹⁵⁷ En plus de souligner la dépendance économique du Bénin face aux bailleurs de fonds étrangers, les journaux précisent que les responsabilités de la situation économique du Bénin sont aussi d'ordre interne. Le redressement de l'économie béninoise risque d'être entravé par le refus de la classe dominante de se défaire de ses privilèges. *Le Forum de la semaine* s'interroge :

Allons-nous assister impuissants aux grands désastres financiers que certains citoyens orgueilleux, ambitieux et sans civisme imposent à notre pays (...) La misère rampante que les travailleurs des villes et le monde rural de notre pays ont vécue, les drames personnels et familiaux qu'elle a engendrée méritent que l'État trouve un exutoire à la douleur et à la colère de tous.¹⁵⁸

Quant aux conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds, les journaux se montrent très sceptiques. Ils se questionnent sur le Cheval de Troie que représentent les programmes d'ajustement structurel du FMI : « Les conditionnalités seraient-elles un moyen de garantir les intérêts des pays riches, tout en rendant l'Afrique plus dépendante? »¹⁵⁹ Plus encore, ils se demandent : « un État peut-il être démocratique, c'est-à-dire fondé sur la souveraineté populaire, s'il n'est pas lui-même reconnu véritablement souverain à l'extérieur? Que signifie le terme indépendance pour un pays qui ne vit qu'en suppliant ses créanciers? ». ¹⁶⁰ Sans fournir de réponse à ces questions, les journaux constatent toutefois que le Bénin ne peut que se tourner vers l'étranger et que l'intervention des bailleurs de fonds est un passage obligé pour redresser l'économie béninoise.

La critique de la situation économique du pays mène la presse privée béninoise à s'interroger sur l'impact des pressions internationales sur les processus de démocratisation africains. Force est de constater que les revendications démocratiques de la fin des années 80 émanent de l'interne mais que le modèle politique proposé est étranger, issu de l'Occident. À ce sujet *Le Forum de la semaine* remarque :

¹⁵⁷ FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 371

¹⁵⁸ *Le Forum de la Semaine*, no 8, mai et juin 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 372

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 375

Le modèle que les élus de la transition proposent, du moins cherchent à proposer à leurs gouvernés par le biais de la Constitution, est celui des Etats-Unis d'Amérique. (...) Les principes et idées maîtresses contenus dans la Constitution, séduisent, il est vrai : mais est-ce une raison de s'en inspirer au point d'oublier l'histoire des États? ».¹⁶¹

Dès lors, on s'interroge sur le succès d'un modèle politique et de développement économique inspiré d'ailleurs. *Le Forum* suggère que la démocratie béninoise devienne plutôt un lieu où se marient les valeurs traditionnelles du pays et les valeurs de l'étranger et propose : « De l'occident copions non pas les travers, mais plutôt la gestion honnête des biens publics, l'amour de la patrie, l'ardeur au travail et la technologie ». ¹⁶²

En définitive, la presse privée béninoise est l'un des acteurs importants du processus démocratique. Elle est à la fois un témoin, un juge et une actrice de ces transformations politiques. Ayant une historicité qui lui est propre, son évolution est parallèle à la trajectoire politique du pays. Les études sur les médias nous forcent à admettre l'influence de ceux-ci sur certains groupes sociaux. Bien sûr, la presse privée béninoise s'adresse à l'élite urbaine et lettrée du pays. Cependant, c'est justement ce groupe qui a été le moteur de la transition béninoise et qui joue un rôle déterminant dans la consolidation de la démocratie au Bénin. Comme le souligne aussi Frère, à travers les pages des journaux, c'est bien une voix africaine sur la démocratie qui s'exprime. En outre, cette presse contribue à la réflexion sur les grands enjeux d'ordre politique, social et économique qui concernent leur pays.

¹⁶¹ *Le Forum de la semaine*, no. 22, 12-18 septembre 1990, cité par FRÈRE 2000, *ibid.*, p. 378

¹⁶² *Ibid.*

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

Les chapitres précédents ont permis de poser la problématique et les assises théoriques qui guident ce mémoire en plus d'offrir une analyse de la politique béninoise et de sa presse privée. Les pages qui suivent présentent la méthodologie privilégiée pour étudier les enjeux auxquels font face les gouvernements et la population béninoise, ainsi que le discours de la presse sur la démocratie. Rappelons que ce mémoire vise à analyser les enjeux actuels de la démocratisation béninoise tels qu'exprimés par cet acteur important qu'est la presse privée. Pour ce faire, nous analyserons le contenu de quatre quotidiens béninois publié de juin 2004 à décembre 2004, dans le but de faire émerger les données nécessaires pour répondre aux questions de recherche et vérifier les hypothèses avancées. Pour dégager les faits saillants du discours de la presse privée béninoise, nous avons établi une méthodologie qui vous sera expliqué dans les pages suivantes. Ceci dit, il est important de préciser que nous n'avons pas la prétention d'utiliser les méthodes d'analyse de contenu ou d'analyse de discours.

4.1 Choix du matériel

Sur une période de six mois, soit de juin à décembre 2004, des articles ont été sélectionnés dans quatre quotidiens béninois : *Le Matinal*, *le Point au quotidien*, *Les échos du jour et Fraternité*. Ces quatre journaux sont accessibles sur Internet¹⁶³. Nous devons préciser qu'il est ardu de trouver des informations sur ces quotidiens et sur leurs personnels. Il n'existe pas de publications qui fournissent avec justesse les tendances politiques et sociales de ces quotidiens. Les informations qui vous sont présentées ont été recueillies d'abord sur le site du Courrier international¹⁶⁴ et ensuite lors d'entretiens informels avec plusieurs Béninois, dont le chercheur Emmanuel Adjovi.

¹⁶³ Notons que certains jours les sites des journaux ne sont pas accessibles parce que les responsables procèdent à la mise à jour. Cependant, on retrouve généralement tous les articles manquant dans une section réservée aux archives.

¹⁶⁴ http://www.courrierinternational.com/planetepresse/planeteP_notule.asp?not_id=3666

Le Matinal créé en 1997, possède des bureaux régionaux à Bohicon (centre), Parakou (Nord) et Porto-Novo (Sud-est). Il s'agit d'un quotidien si proche du pouvoir, qu'on l'appelle l'oreille droite de Kérékou ¹⁶⁵.

Le Point au quotidien paraît depuis 1998. Certains de ses journalistes ont été interpellés par les autorités pour avoir écrit des articles «tendancieux». Ce quotidien se montre très critique vis-à-vis du pouvoir ¹⁶⁶.

Les échos du jour a été fondé en 1995. On le dit proche de l'opposition officielle ¹⁶⁷.

Fraternité, qui paraît depuis 1999, est rapidement devenu l'un des quotidiens les plus lus du pays. Proche de la présidence, il se distingue de ses confrères en accordant une large place aux régions déshéritées du Nord ¹⁶⁸.

Le paysage de la presse privée béninoise est constamment en mouvement et la durée de vie moyenne des quotidiens est de deux à trois ans. Ces quatre titres font partie des quotidiens les plus en vue. Ils existent depuis plus de cinq ans, ce qui est exceptionnel dans le contexte béninois. D'autre part, ils sont parmi les seuls à être distribués dans plusieurs régions du pays, contrairement à d'autres qui sont vendus uniquement à Cotonou, la principale ville et le siège du gouvernement.

¹⁶⁵ Information recueillie sur le site du courrier international :

http://www.courrierinternational.com/planetepresse/planeteP_notule.asp?not_id=3666

¹⁶⁶ Idem

¹⁶⁷ Idem

¹⁶⁸ Idem

Le tableau 1 présente le nombre d'articles sélectionnés, par journal et par type d'article:

Tableau 1 : Nombre d'articles sélectionnés¹⁶⁹				
QUOTIDIEN	TYPE D'ARTICLES			SOMME DES ARTICLES
	Éditorial	Analyse	Actualité	
<i>Fraternité</i>	5	6	16	27 articles
<i>Le matinal</i>	5	5	17	27 articles
<i>Les échos du jour</i>	3	3	11	17 articles
<i>Le point au quotidien</i>	4	8	17	29 articles

4.2 les étapes de l'analyse

Dans un premier temps, après avoir déterminé la période à étudier, soit de juin 2004 à décembre 2004, une première lecture du corpus a permis de conserver uniquement les articles portant sur des thèmes politiques, économiques et sociaux. Rappelons que nous cherchons à connaître les enjeux liés à la démocratisation du Bénin tels que vus par la presse. Par conséquent, les faits divers, les nouvelles de sport et les lettres des lecteurs n'ont pas été sélectionnés. Voici le type d'articles retenus dans l'échantillon : les nouvelles (articles qui relatent les événements survenus dans l'actualité), les éditoriaux (textes journalistiques qui relatent le point de vue du journaliste sur une ou plusieurs nouvelles) et les analyses (articles qui décomposent divers éléments du sujet traité comme par exemple, les relations entre les principaux acteurs, les origines ou les conséquences, afin d'en saisir les rapports). Une fois l'échantillon de la presse constitué, les articles ont été numérotés pour permettre leur décompte et leur classification. Il est à préciser qu'à la suite de cette lecture préliminaire qui permet de cibler les sujets récurrents, un choix de catégorie s'est avéré nécessaire et représente une étape essentielle de notre analyse. Ces catégories font le lien entre l'objectif, les questions de recherche, l'hypothèse et les connaissances générales relevées dans la littérature. Le tableau suivant présente les grandes

¹⁶⁹ Voir le second tableau de l'appendice 2, p. 97

catégories regroupant les thèmes retrouvés dans l'échantillon (colonne de gauche) et les exemples de sujets contenus dans les articles choisis (colonne de droite).

Tableau 2 : Catégorisation des thèmes

THÈMES	EXEMPLES D'ARTICLES
Révision de la constitution	Tout sujet qui touche la question de la possible révision de la constitution.
Élections 2006	Les partis politiques, les alliances et regroupements. Prédications et autres analyses reliées aux élections.
La privatisation de la société pour la promotion de la production agricole (Sonapra)	Tout ce qui relève de la question de la privatisation de la Sonapra.
Corruption	Activités de corruption dans le secteur publique, moralisation de la vie publique.
Sujets sociaux	Divers sujets sociaux permettant de prendre le pouls de la société béninoise à ce moment précis de son histoire. (revendications syndicales, situations des médias etc.)
Sujets économiques	Articles concernant la situation économique du Bénin en général ou des entreprises privées en particulier.
Kérékou	Tout article qui traite spécifiquement du président Kérékou.

L'utilisation du logiciel Excel s'est avérée nécessaire pour la comptabilisation et la classification des articles numérotés.

Le tableau suivant représente le décompte des articles :

TABLEAU 3 : GRILLE COMPTABLE DES ARTICLES

Source	#	Corruption	Révision de la constitution	Kérékou	Élection 2006 & Paysage politique	Sujets sociaux	Sujets économiques
Fraternité	1	1					
Fraternité	2		1				
Fraternité	3	1					
Fraternité	4		1				
Fraternité	5	1					
Fraternité	6		1				
Fraternité	7				1		
Fraternité	8		1				
Fraternité	9	1					
Fraternité	10	1					
Fraternité	11		1				
Fraternité	12					1	
Fraternité	13		1				
Fraternité	14					1	
Fraternité	15	1					
Fraternité	16		1				
Fraternité	17						1
Fraternité	18		1				
Fraternité	19	1					
Fraternité	20		1				
Fraternité	21					1	
Fraternité	22						1
Fraternité	23		1				
Fraternité	24	1					
Fraternité	25		1				
Fraternité	26					1	
Fraternité	27		1				
Le Matinal	28		1				
Le Matinal	29	1					
Le Matinal	30	1					
Le Matinal	31					1	
Le Matinal	32		1				
Le Matinal	33						
Le Matinal	34		1				
Le Matinal	35		1				
Le Matinal	36			1			

Le Matinal	37		1				
Le Matinal	38						
Le Matinal	39	1					
Le Matinal	40	1			1		
Le Matinal	41					1	
Le Matinal	42			1			
Le Matinal	43					1	
Le Matinal	44	1					
Le Matinal	45	1					
Le Matinal	46				1		
Le Matinal	47		1				
Le Matinal	48						1
Le Matinal	49					1	
Le Matinal	50						
Le Matinal	51					1	
Le Matinal	52						1
Le Matinal	53						1
Le Matinal	54				1		1
Les Échos du jour	55		1				
Les Échos du jour	56				1		
Les Échos du jour	57					1	
Les Échos du jour	58	1					
Les Échos du jour	59			1			
Les Échos du jour	60						
Les Échos du jour	61				1		
Les Échos du jour	62		1				
Les Échos du jour	63						1
Les Échos du jour	64	1					
Les Échos du jour	65	1					
Les Échos du jour	66					1	
Les Échos du jour	67			1			
Les Échos du jour	68		1				
Les Échos du jour	69					1	
Les Échos du jour	70						1
Les Échos du jour	71					1	
Le Point au quotidien	72	1					
Le Point au quotidien	73			1			
Le Point au quotidien	74		1				

Le Point au quotidien	75	1					
Le Point au quotidien	76				1		
Le Point au quotidien	77		1				
Le Point au quotidien	78		1				
Le Point au quotidien	79	1					
Le Point au quotidien	80			1			
Le Point au quotidien	81		1				
Le Point au quotidien	82	1					
Le Point au quotidien	83	1					1
Le Point au quotidien	84	1					
Le Point au quotidien	85		1				
Le Point au quotidien	86	1					
Le Point au quotidien	87					1	
Le Point au quotidien	88		1				
Le Point au quotidien	89				1		
Le Point au quotidien	90	1					
Le Point au quotidien	91					1	
Le Point au quotidien	92		1				
Le Point au quotidien	93						1
Le Point au quotidien	94		1			1	
Le Point au quotidien	95		1				
Le Point au quotidien	96						1
Le Point au quotidien	97	1					
Le Point au quotidien	98		1				
Le Point au quotidien	99					1	
Le Point au quotidien	100					1	
TOTAUX		26	31	6	8	18	11

À la suite de cette étape, nous avons établi une série de questions qui servent à interroger l'échantillon. Il est à noter que l'objectif de ces interrogations n'est pas de pouvoir y répondre de façon détaillée dans l'analyse, mais plutôt de fournir une piste d'interprétation des résultats.

- 1- Quelle est la forme de l'article ? S'agit-il d'un éditorial, d'une analyse ou d'une nouvelle ? Les réponses à ces questions permettent de juger de la nature de l'information relevée dans l'article.

- 2- Quelle est la fréquence du thème ? La réponse à cette question permet de mesurer l'importance à accorder au thème en question dans l'analyse.
- 3- Les tendances politiques du quotidien dont l'article est extrait. Est-il près de l'opposition, du gouvernement ou ouvertement hostile à la classe dirigeante ?
- 4- Que se passe t-il dans l'environnement politique béninois au moment de l'apparition de l'article ?
- 5- Position des articles dans le débat relatif à la question de la modification de la constitution. Nous catégorisons ces articles selon qu'ils sont :
 - a) Positif : L'émetteur énonce clairement un point de vue favorable sur la question de la révision de la constitution.
 - b) Neutre : On ne décèle pas de parti pris sur la question.
 - c) Négatif : L'émetteur énonce clairement un point de vue défavorable sur la question de la révision de la constitution.

Une fois ces questions établies, j'ai de nouveau eu recours au logiciel Excel pour quantifier certaines données et fournir des résultats en pourcentage de façon à faciliter l'analyse.

CHAPITRE V

LE DISCOURS ACTUEL DE LA PRESSE PRIVÉE BÉNINOISE

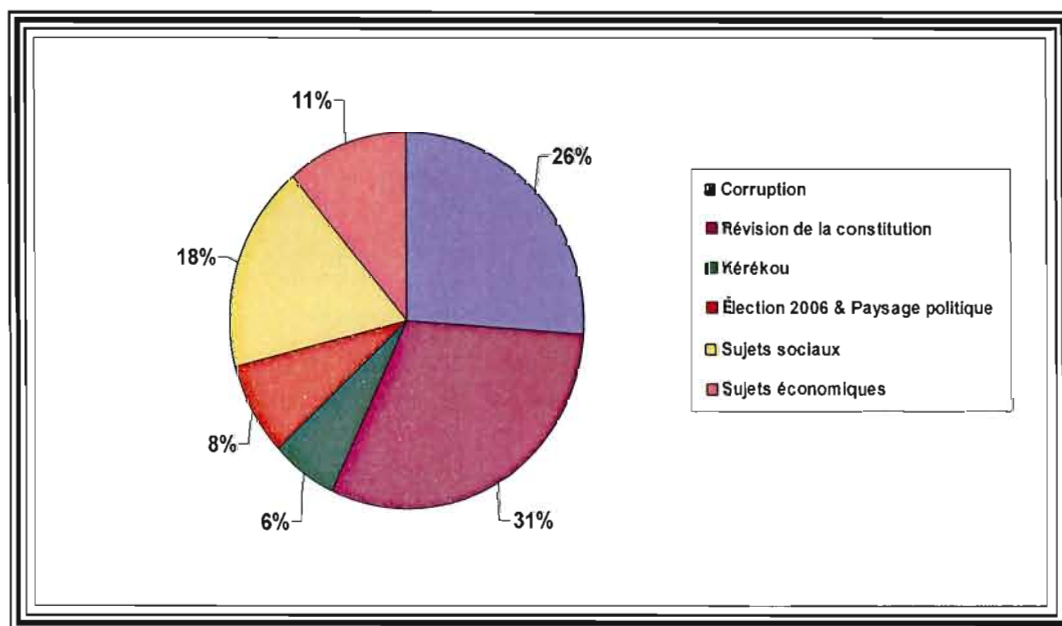
Ce chapitre présente les résultats de l'analyse du contenu de la presse privée béninoise de juin 2004 à décembre 2004, a pour objectif de répondre aux questions suivantes : à l'heure où le processus de transition politique semble réussi, quels sont les enjeux reliés à la consolidation de la démocratie au Bénin présentés par la presse privée béninoise? Qu'est ce qui se dit sur ces enjeux?

La présentation des résultats de notre analyse s'amorce par un portrait quantitatif des thèmes présents dans l'échantillon ainsi que la fréquence des thèmes selon les quotidiens. Parmi ces thèmes, les questions de la révision de la constitution et de la corruption feront l'objet d'une attention particulière car les articles portant sur ces sujets ont nettement dominé le corpus. De plus, nous avons eu recours à de longues citations, pour aider à la compréhension du lecteur, puisque l'accès aux articles dépend de la disponibilité du contenu des quotidiens sur internet. Ces citations sont toutes extraites d'analyses ou d'éditoriaux.

5.1 Préoccupations actuelles de la presse privée béninoise

Au cours de la période étudiée, certains thèmes se dégagent de notre échantillon. Le tableau suivant illustre la répartition de ces thèmes en pourcentage.

Figure 1 : Classification par thèmes présents dans l'échantillon



Entre juin 2004 et décembre 2004, la presse est préoccupée par les futures élections. Avec l'échéance du mandat de Kérékou et parce que la constitution ne lui permet plus de se présenter à nouveau, les médias s'inquiètent de la rumeur selon laquelle le président voudrait modifier la constitution afin de pouvoir se présenter. Dès lors, la révision de la constitution devient le thème le plus populaire dans la presse, près d'un article sur trois traitant de ce sujet. En deuxième position, vient le thème de la corruption, avec 26% des articles. Le contenu des articles sur ces deux thèmes est analysé un peu plus loin dans ce chapitre.

Également, au cours de la période étudiée, les questions économiques sont abordées : environ un article sur dix traite de ce thème (11 %). La privatisation de la société pour la promotion de la

production agricole (SONAPRA), les rencontres importantes comme le forum Union Européenne – Afrique de Paris sur le coton, ainsi que les États généraux du coton du Bénin qui se sont tous les deux tenus durant le mois de juillet 2004, sont à l'ordre du jour. La crise qui sévit dans l'industrie cotonnière, seul véritable produit d'exportation du pays, inquiète la presse. En effet, la production du coton stagne depuis plusieurs années « à cause de querelles internes, de l'anarchie et de l'indiscipline de certains opérateurs des filières qui ont rendu agonisant ce secteur vital de l'économie nationale »¹⁷⁰. Le Bénin qui était, il y a quelques années encore, le chef de file en matière de production cotonnière en Afrique, se retrouve aujourd'hui en quatrième position après le Burkina Faso, le Mali et le Tchad. Selon *les Échos du jour* « ce renversement de vapeur trouve son fondement dans la violation au Bénin de ce qu'il convient d'appeler les trois fondamentaux de la production cotonnière (sic) : la privatisation de la SONAPRA, l'affaiblissement du rôle de l'État et l'attitude des États-Unis ». ¹⁷¹

En ce qui a trait aux sujets sociaux abordés par la presse, ils occupent 18% de l'échantillon. Cependant, il ne s'agit pas de la couverture d'un événement ou d'un sujet en particulier mais plutôt de sujets ponctuels ou de nouvelles isolées. La presse aborde par exemple : les conflits entre les syndicats des enseignants et le gouvernement, la situation de certaines organisations non-gouvernementales et des amendes infligées à deux quotidiens pour diffamation.

La presse privée béninoise s'intéresse aussi mais dans une moindre mesure aux thèmes suivants : le paysage électoral qui se dessine en vue des élections de 2006 (8%) et les déclarations officielles de Kérékou (6%).

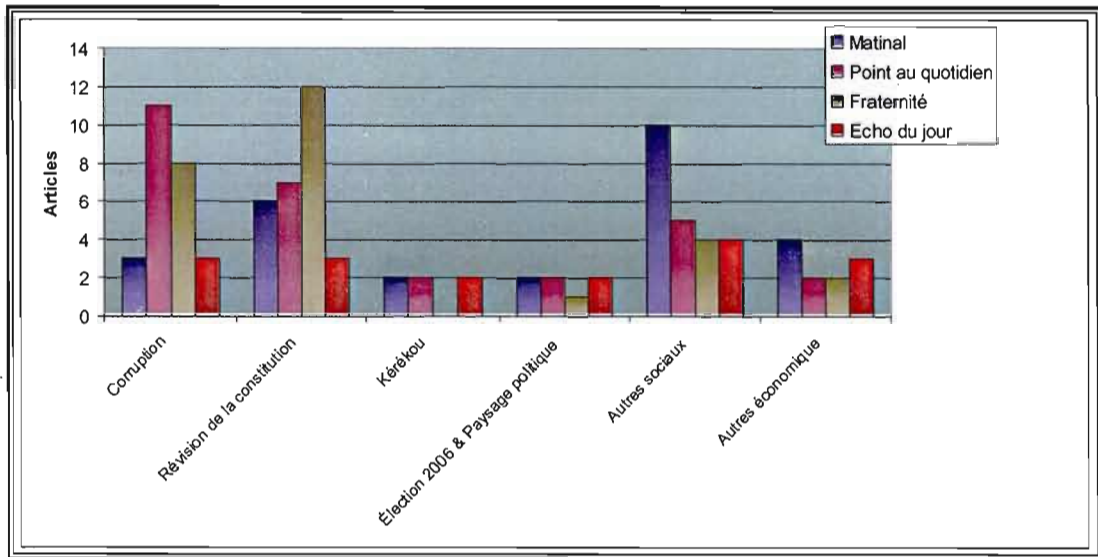
La fréquence des thèmes

Comme je l'ai pressenti au départ, la fréquence des thèmes couverts est influencée par la position que le quotidien occupe dans l'échiquier médiatique et par ses allégeances politiques. La figure qui suit représente le nombre d'articles par quotidien selon les thèmes retenus pour cette analyse.

¹⁷⁰ *Le Matinal*, 23 juillet 2004.

¹⁷¹ *Les Échos du jour*, 12 juillet 2004

Figure 2 : Fréquence des thèmes selon le quotidien

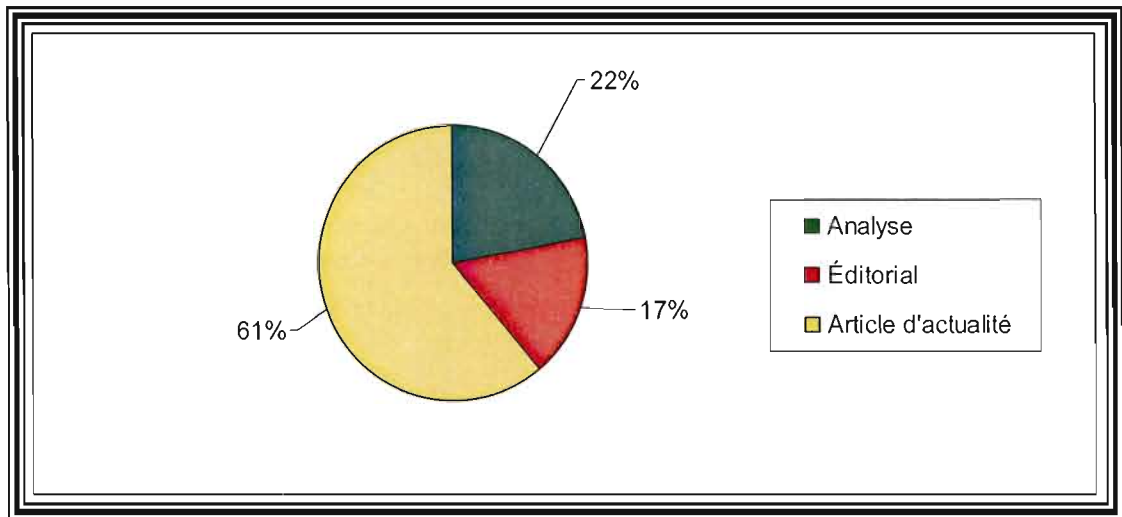


Contrairement à ses concurrents, le *Point au quotidien* s'est particulièrement penché sur le phénomène de la corruption, mais s'est beaucoup moins intéressé aux revendications syndicales et manifestations de toutes sortes. Pour *Fraternité*, la question de la révision de la constitution a occupé la majeure partie de sa surface rédactionnelle. *Le Matinal* fidèle à son alignement politique sur le gouvernement, a fermé les yeux sur le phénomène de la corruption et s'est intéressé plus que les autres aux dérapages médiatiques de ses compétiteurs. À ce sujet, au cours de la période étudiée quatre articles ont paru dans ce quotidien et tous traitent des plaintes déposées à l'Observatoire de la déontologie et de l'éthique dans les médias (ODEM) contre le *Point au quotidien*. Quant à l'*Echo du jour*, il est important de préciser que c'est le quotidien qui s'est le moins intéressé aux thèmes retenus pour cette analyse.

Le type d'articles

Comme je l'ai noté au deuxième chapitre, la presse privée béninoise au moment de la transition était une presse très engagée. De la Brosse l'a qualifiée de presse idéologique, parce que plus de la moitié de son contenu était constituée d'éditoriaux et de textes d'opinion. Ce phénomène semble avoir changé en 2004 puisque dans l'échantillon sélectionné pour la présente étude, les courts articles descriptifs sont beaucoup plus présents que les analyses en profondeur.

Figure 3 : Classification par catégorie d'articles



Ceci s'explique bien entendu par le contexte politique et social qui prévalait lors de la transition. À cela s'ajoute le fait que les journalistes des quotidiens de l'époque étaient majoritairement opposés au régime marxisant de Kérékou et au système politique en place. Aujourd'hui, dans un contexte de consolidation démocratique, les préoccupations, les revendications et les intérêts des journalistes et chefs de pupitres semblent plus diversifiés et correspondent à un agenda plus subtil. Par ailleurs, le principe du *per diem*¹⁷² transforme très souvent les articles sur les sujets politiques ou sociaux en « publi-reportage ». Cette dernière observation, demeure toutefois hypothétique (basée sur les critiques émises par certains auteurs).

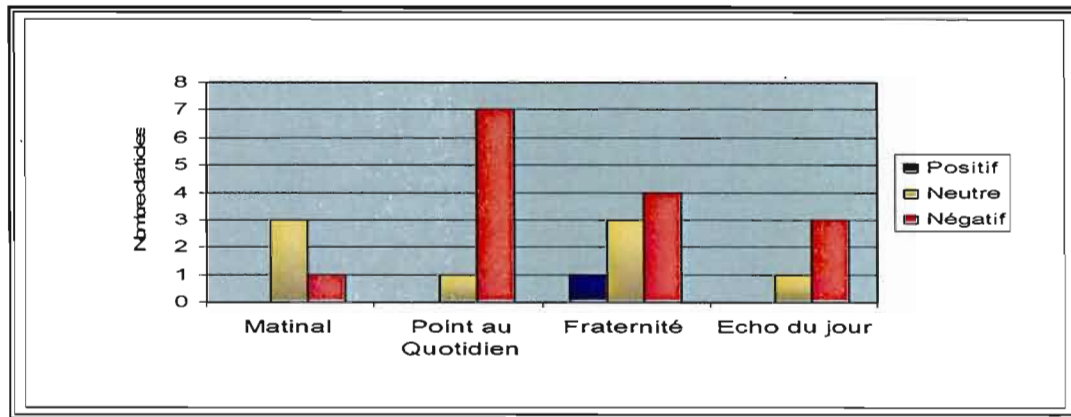
5.1.1 Le débat sur la révision de la question de la révision de la constitution

Comme nous l'avons vu auparavant, la question de la révision de la constitution est un sujet hautement d'actualité au moment où nous avons entrepris cette étude. À cette époque, la rumeur veut que Kérékou et son gouvernement songent à faire modifier la constitution qui interdit à tout candidat de plus de 70 ans de se présenter et à tout président de briguer trois mandats consécutifs. Dans l'ensemble, les textes qui traitent de la possible révision de la

¹⁷² Voir le point 3.4.2 au troisième chapitre.

constitution énoncent clairement la position du journaliste ou de l'éditorialiste face à ce débat. La figure suivante illustre la position des articles selon les quotidiens :

Figure 4 : Classification de la position des articles sur la question de la révision de la constitution



Ces résultats ne sont pas étonnants quand on se rappelle les différentes allégeances des quotidiens¹⁷³. *Le Matinal*, par exemple, adopte une position tempérée face à la question de la révision de la constitution, mettant l'accent sur le fait qu'il ne s'agit que d'une rumeur : « Rien n'indique que ce soit changera la constitution. Le faux débat auquel on assiste depuis quelques temps n'est le fait que de quelques trouble-fêtes qui souhaitent diriger le pays vers l'incertitude ». ¹⁷⁴ Pour le *Point au quotidien* dont l'approche critique contraste avec celle du précédent, la situation est sans équivoque :

Si nous touchons à la constitution, nous effacerons d'un seul trait les acquis de la Conférence Nationale et de la toute récente démocratisation du pays. Pire encore nous allons nous retrouver *ad vitam eternam* avec la même classe politique que nous connaissons depuis trop longtemps. ¹⁷⁵

Dans l'ensemble, tous les journaux utilisent les termes antirévissionnistes et révissionnistes pour situer les positions des divers acteurs à qui ils donnent la parole. L'angle adopté est celui par lequel on s'efforce de démontrer de façon alarmiste les conséquences d'une éventuelle révision

¹⁷³ Voir le point 5.2

¹⁷⁴ *Le Matinal*, le 24 juin 2004.

¹⁷⁵ *Le Point au quotidien*, 12 juin 2004.

de la constitution qui permettrait à Kérékou de se présenter aux élections de 2006. Dès lors, certains journalistes s'attardent également à démontrer que les arguments des révisionnistes sont dénués de pertinence : « des arguments, si ce sont des arguments, dont la platitude n'a d'égal que la bouffonnerie et la niaiserie de celui qui les avance ».¹⁷⁶ Pour les *Echos du jour*, il s'agit de « tutti quanti d'énormités ». Ce journal ajoute :

Les tenants de cette thèse ne nous démontrent pas en quoi c'est opportun. On nous dit que l'avenir du pays est incertain après KEREKOU. Mais le Bénin est-il né en même temps que KEREKOU? Si, comme on ne le souhaite pas, le président KEREKOU arrivait à disparaître, est-ce pour autant que le Bénin disparaisse de la carte du monde? Je crois qu'il faut plutôt trouver des arguments solides qui résistent à la critique pour justifier cette envie de ramener le Bénin au rang du Togo, de la Guinée ou du Gabon en matière de démocratie.¹⁷⁷

Le *Point au quotidien* se pose des questions semblables :

Doit-on comme certains artisans de la victoire de Kérékou, nostalgiques du passé, continuer à croire qu'après le “caméléon”, ce serait le déluge? Comme les révisionnistes, doit-on continuer de penser que le seul homme capable de diriger ce pays est l'homme fort des filaos?¹⁷⁸

Empreint d'une certaine inquiétude, le journal questionne davantage : « Le Bénin veut-il sombrer dans le chaos ? Le Bénin veut-il négativement innover ? ».¹⁷⁹ Les questions que se pose la presse sont simplistes certes mais hautement légitimes. En fait, lorsqu'on lit entre les lignes, c'est la question de la stabilité politique du Bénin qui est posée par la presse.

Le contenu des articles étudiés révèle que la presse privée béninoise s'adresse avant tout aux révisionnistes qui sont constitués bien souvent d'individus et de groupes proches du régime de Kérékou. La presse s'adresse aussi à Kérékou qui, par son silence, irrite les journalistes et alimente les craintes. On lui demande de bien vouloir se prononcer sur le débat et surtout de quitter le pouvoir à la fin de son mandat comme le prescrit la constitution :

¹⁷⁶ *Fraternité*, 16 juin 2004

¹⁷⁷ *Les Échos du jour*, 21 juillet 2004

¹⁷⁸ *Le Point au quotidien*, 14 Juin 2004

¹⁷⁹ Ibid.

En le faisant, il aurait libéré le peuple béninois. Et pourra ainsi inscrire son nom au palmarès de l'histoire du Bénin et de l'Afrique comme certains chefs d'Etat tels que Alpha Omar Konaré du Mali, Senghor du Sénégal, Nelson Mandela de l'Afrique du Sud, Joachim Chissano du Mozambique et autres John Rawlings du Ghana qui, à la fin de leur mandat constitutionnel, se sont comportés comme des sages.¹⁸⁰

C'est le quotidien *Fraternité* qui se fait le plus insistant au sujet de Kérékou:

Le général doit donner sa position par rapport à tout ce qui se dit sur la révision de la constitution. S'il a eu le courage de se débarrasser de certains de ses fidèles compagnons, potentiels présidentiables, il a le devoir également de se prononcer sur la révision de la constitution et de libérer le peuple.¹⁸¹

Les articles de journaux l'encouragent fortement à être sage et à penser à l'intérêt du peuple :

En quittant le pouvoir comme ce fut le cas en 1991, lors de la Conférence des Forces Vives de la Nation, il aura laissé un précieux trésor à ses « enfants » : la paix. Mais s'il cherche à tout prix à s'éterniser au pouvoir, il sera comme la plupart des dirigeants africains, assoiffés de pouvoir, prêts à sacrifier les populations sur l'autel de leurs intérêts.¹⁸²

Finalement, Kérékou va se prononcer sur son départ dans un discours lors du 44^e anniversaire de l'indépendance du pays. Voici un extrait de son discours cité dans *Le Matinal* :

Pourquoi les responsables et leaders politiques, au lieu de travailler à élever le niveau de conscience des membres de leurs partis, entretiennent-ils en eux le désarroi, la peur et l'angoisse en développant une fixation politicienne et une psychose électorale sur l'échéance fatidique de 2006? Car à la vérité, c'est bien de ça qu'il s'agit! Béninoises et Béninois, au moment où je m'adresse à vous, je sais que c'est cette question récurrente, quotidiennement agitée dans le pays, qui répand insidieusement l'incertitude dans le pays (...) Face à toutes ces questions puériles et stériles, ma réponse est claire et sans ambiguïté. En effet, je crois savoir que le calendrier de notre système politique et institutionnel est bien connu de tous.¹⁸³

À la suite, *Le Matinal* lance un mot d'ordre sur le sujet :

¹⁸⁰ Ibid.

¹⁸¹ *Fraternité*, 27 juin 2004

¹⁸² *Fraternité*, 22 juin 2004

¹⁸³ *Le Matinal*, 3 août 2004.

À présent que le chef d'État est sorti de son silence, il est évident que la tension politique va redevenir normale. D'abord, les révisionnistes sauront à quoi s'en tenir, malheureusement pour eux (...) Dans la même logique, les anti-révisionnistes doivent savoir que la lutte est terminée.¹⁸⁴

La fin du débat sur la révision de la constitution a laissé la place à une question qui occupera la surface éditoriale de la presse privée béninoise : qui sera le prochain président élu du Bénin? Les quelques articles s'intéressant à la question mentionnent presque exclusivement Adrien Houngbédji et Bruno Amoussou. Le premier était des deux dernières courses à la présidence et son parti est arrivé troisième aux élections de 2001. Cependant, comme le note *Le point au quotidien*, « Houngbédji donne l'image d'un calculateur qui tantôt se rangeait derrière Kérékou et tantôt établissait des alliances avec Soglo ». ¹⁸⁵ En effet, celui-ci a demandé à ses militants d'appuyer Soglo au scrutin de 1996. Le même schéma s'est représenté lors des élections de 2001, lorsqu'il a demandé cette fois à ses électeurs de voter pour Kérékou. Toutefois, le quotidien nuance ses propos en ajoutant que : « son parti véritable machine électorale, a donné la preuve de ses capacités en s'imposant aux dernières élections municipales et législatives ». ¹⁸⁶ Bruno Amoussou quant à lui semble avoir la faveur de la presse, particulièrement du *Matinal*. Celui que plusieurs imaginent très bien comme le successeur de Kérékou en tant que chef de son parti, est resté fidèle à ce dernier tout au long de ses deux derniers mandats :

Pour Bruno Amoussou, l'heure a plus que jamais sonné de saisir la proie. Pour y arriver, il dispose d'assez d'atouts. Fidèle enfant de cœur durant tout le temps qu'il a passé avec le chef de l'état. Resté tout le temps au sein du haut commandement, il bénéficie de la maîtrise de la gestion de la chose publique. Son évolution au sein de l'Union pour le Bénin futur (UBF) durant les élections municipales et législatives constitue un autre atout pour lui. ¹⁸⁷

À plus de quinze mois des élections de 2006, les articles publiés à ce sujet ne sont qu'un préambule de la campagne électorale à venir. Pour la première fois depuis près de quinze ans, Kérékou et Soglo, les deux « dinosaures » de la jeune démocratie béninoise ne seront pas de

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ *Le Matinal*, 26 octobre 2004

¹⁸⁶ Ibid

¹⁸⁷ *Le Matinal*, 24 septembre 2004

la course et plusieurs, particulièrement Hougbédji et Amoussou, attendent ce moment avec impatience. Pour reprendre les termes utilisés dans un article de l'Écho du jour : « La bataille sera rude et ce sera un duel à mort entre les deux frères adversaires. Bien malin celui qui prédira le vainqueur de ce combat ». ¹⁸⁸ Bien malin en effet, puisque ni l'un ni l'autre n'ont effectivement remporté les élections de mars 2006. Les résultats de cette élection sont connus et c'est Yayi Boni, ancien fonctionnaire de la Banque Ouest-Africaine de développement (BOAD), un candidat indépendant, qui a réussi le tour de force de remporter la présidence avec près de 70% des voix au second tour. ¹⁸⁹ Les articles sélectionnés pour cette étude n'ont jamais parlé de ce nouvel acteur parce qu'il était absent de la scène politique béninoise à cette époque.

5.1.2 Corruption et moralisation de la vie publique

Le second thème que l'on retrouve le plus souvent dans l'échantillon recueilli est celui de la corruption. Plusieurs polémiques occupent une part importante des éditoriaux.

D'abord, le cas de l'Affaire TITAN. Il s'agit du cas d'une firme américaine qui a reconnu au début de l'année 2004 avoir financé la réélection de Kérékou en 2001. La Titan Corporation a plaidé coupable d'avoir versé 2,1 millions de dollars en « contributions sociales » à la campagne de Kérékou au moment où elle tentait d'obtenir une revalorisation d'un projet permettant de doter le pays d'un système de téléphone satellitaire. Les contributions sociales versées à l'État béninois devaient servir à la réfection et à l'amélioration des infrastructures du pays. Seulement, cet argent a en grande partie été utilisé par l'équipe de Kérékou durant la campagne électorale de 2001. Bien que l'histoire ait défrayé les manchettes au cours des années qui ont précédé la période étudiée, le fait que la Titan Corporation ait accepté de payer l'amende de 28 millions afin d'éviter un procès, a remis cette histoire au goût du jour. Pour *Le Matinal* : « L'honneur du peuple béninois est bafoué par ce scandale qui éclabousse tous les

¹⁸⁸ *Les échos du jour*, 2 octobre 2004

¹⁸⁹ *Fraternité*, 24 mars 2006

enfants du pays, et appelle une intervention du premier fils du pays ».¹⁹⁰ La plume de *Fraternité* se fait encore plus cinglante et ce quotidien n'hésite pas à pointer les responsables du doigt : « L'élection présidentielle de 2001 n'a pas été exactement un vol mais très précisément un hold-up orchestré et brillamment réussi à grands sacs de dollars par le cher caméléon et une horde de corrupteurs yankees ».¹⁹¹

Durant la période étudiée, la Sonapra était en cours de privatisation. Les quotidiens qualifient cette privatisation de scandaleuse et pour cause : les nouveaux acquéreurs ne sont nul autres que d'anciens responsables de la société d'État. Ces derniers avaient quitté leurs fonctions en laissant un déficit de plusieurs milliards de francs CFA. En effet, en juillet 1999, une enquête sur l'utilisation des fonds publics a mis à jour quelque 237 cas de malversations portant sur 70 milliards de francs CFA (700 millions de francs français) au cours des trois années précédentes. Un contrôle de la fonction publique a révélé l'existence de près de 570 fonctionnaires fantômes et 242 agents contractuels fictifs. Le gouvernement a chiffré à plus d'un milliard de francs CFA (100 millions de francs français) le coût de cette fraude.¹⁹² *Le Point au quotidien* résume l'opinion générale par cette phrase « le gouvernement veut à nouveau donner un coup de poignard dans le dos du peuple. »¹⁹³

La majorité des articles qui traitent de la corruption jette le blâme sur le leadership de Kérékou. Ce dernier avait fait de ce fléau son cheval de bataille lors de sa dernière campagne électorale. Cependant, force est de constater que cette promesse électorale est restée vaine puisque comme le note *Le Matinal* :

Nous sommes bien au Bénin, pays où la corruption ne cesse de prendre de l'ampleur à tous les niveaux y compris celui de la presse il faut l'avouer. Mais une fois encore, cela est le résultat de l'impunité qui caractérise le pays. Réalité qui fait que les Béninois ont l'impression qu'il n'y a plus de gouvernail et que le chef n'est plus véritablement chef mais un démissionnaire.¹⁹⁴

¹⁹⁰ *Le Matinal*, 30 juin 2005

¹⁹¹ *Fraternité*, 23 juin 2004

¹⁹² AFRIQUEPLURIEL, Afrique, Histoire, économie et politique, <http://afriquepluriel.ruwenzori.net/benin4.htm>, consulté le 4 mars 2006

¹⁹³ *Le Point au quotidien*, 25 juin 2004

¹⁹⁴ *Le Matinal*, 4 août 2004

La plume d'un journaliste de *Fraternité* se fait plus tranchante :

En réalité à qui la faute si la conduite des projets de développement et la gestion des entreprises dans le pays enregistrent tant d'incompétence, de laxisme et de déviations éthiques de la part des cadres nationaux ayant bénéficié des fruits du labeur et des sacrifices des populations pour leur formation ? Une question légitime si l'on doit tenir compte de la mauvaise gestion, qui caractérise la plupart des entreprises. Mais une fois encore, la faute est au président Mathieu Kérékou. C'est toujours sous lui qu'on enregistre les cas de détournement et de mauvaise gestion les plus inimaginables.¹⁹⁵

Il est intéressant de constater que dans l'échantillon étudié, la presse se contente de rapporter les faits sur des cas de corruption en commentant les détails et en dénonçant les coupables. On retrouve très peu d'analyses en profondeur du phénomène. L'extrait suivant tiré d'un article du *Point au quotidien* se distingue du lot, par la lucidité de sa description de la relation entre les obstacles à la moralisation politique et les pratiques clientélistes :

La consolidation démocratique au Bénin, s'est opérée et s'opère paradoxalement dans le creuset de pratiques clientélistes et dans la matrice plus générale de la gouvernamentalité du ventre. Le répertoire du ventre employé pour stigmatiser les inégalités et la voracité des hommes politiques est en passe de devenir un, sinon le registre de l'équité, et de la responsabilité démocratique. Après la multiplication des partis politiques dont les ténors monnaient l'audience contre des postes clés, s'ouvriront bientôt des alliances contre nature et des séparations douloureuses. Du fait de ces jeux de parti ethno-politiques, l'élection présidentielle reproduit ainsi le schéma des traditions rurales ancestrales des consensus autour de l'ancien chef, détenteur de la sagesse.¹⁹⁶

5.1.3 La situation économique à l'ordre du jour

Notons que généralement, l'échantillon révèle très peu de données sur le point de vue explicite de la presse relativement à l'état de la démocratie béninoise. On décelé une certaine désillusion au sujet des acquis de la démocratisation du pays. L'extrait suivant exprime bien le ton général de l'échantillon analysé :

¹⁹⁵ *Fraternité*, 25 novembre 2004

¹⁹⁶ *Le Point au quotidien*, 17 octobre 2004

Il est vrai qu'aujourd'hui, le Bénin est un havre de paix et qu'en matière de démocratie, le pays peut se targuer de figurer dans le peloton de tête. Cela est à l'honneur des dirigeants à commencer par le chef d'État. Mais cela ne doit pas non plus nous faire perdre de vue la réalité. Le pays ne se porte pas bien sur le plan social. C'est ça la réalité. À qui la faute? Au dirigeant naturellement?¹⁹⁷

Dans le même ordre d'idée, pour *Le Matinal*, la paix sociale qu'on retrouve désormais dans le pays ne peut servir de baromètre pour mesurer la qualité de vie des Béninois :

Est-ce que la paix signifie l'absence de guerre. Etes-vous en paix quand votre enfant ne peut pas aller à l'école ? Quand il a le paludisme et que vous n'arrivez pas à acheter la nivaquine ? Etes-vous en paix quand vous êtes incapable de payer les frais de consultation à votre femme en instance d'accouchement ? Même s'il n'y a pas la guerre, s'il n'y a pas de fusils, de grenades, les Béninois ne sont pas en paix. Ceux qui sont en paix se connaissent.¹⁹⁸

Plus important encore, selon la presse privée, l'avènement de la démocratie n'a pas amélioré les conditions matérielles de la population. Pour *Le Point au quotidien*, la misère omniprésente est un indicateur tangible des carences du renouveau démocratique :

Le pays, comme en 1988, va mal. La misère, de plus en plus, s'installe. On ne peut même plus parler du panier de la ménagère puisque celle-ci n'en a plus. Le banditisme a droit de cité dans les grandes villes, signe d'une société en agonie. Les caisses du trésor public sont vides. Une révolte sourde se lit de plus en plus sur les visages. Une implosion sociale se prépare. Partout comme en 1988, les citoyens se plaignent de leurs conditions de vie précaires.¹⁹⁹

Dans le même sens, le quotidien *Fraternité* décrit la situation en ces termes : « L'argent ne circule plus. Les hommes d'affaires sont ruinés. Les restaurants et les lieux de plaisirs autrefois animés sont vides de toute présence humaine.²⁰⁰ Dans un second article sur le sujet, la plume de *Fraternité*, toujours aussi aiguisée, ajoute : « Il faut bien avoir l'honnêteté et le courage de dire ce qui ne va pas. Dire que la situation économique du Bénin est chaotique n'a rien de subversif. Ce comportement est aussi démocratique.²⁰¹

¹⁹⁷ *Le Matinal*, 19 novembre 2004

¹⁹⁸ *Le Matinal*, 17 juillet, 2004

¹⁹⁹ *Le Point au quotidien*, 5 septembre 2004

²⁰⁰ *Fraternité*, 19 septembre 2004

²⁰¹ *Fraternité*, 14 octobre 2004

En outre, la presse privée accuse les dirigeants du pays de ne pas se soucier de la pauvreté galopante qui affecte toutes les régions du Bénin. Plus alarmant encore, à l'aube de la période préélectorale la question de la pauvreté est absente du discours des futurs prétendants à la présidence :

La question morale, politique et économique la plus urgente de notre époque est la pauvreté de nos pays en développement (...) et pourtant, on ne perçoit pas dans notre pays les mesures prises. Pire en ces temps d'élucubration sur les futurs candidats aux élections présidentielles de 2006, on ne parle que de l'origine ethnique régionale des hommes. Cela n'étonne personne. Souvent en effet il n'y a pas de débat, parce qu'il n'y a pas de programme.²⁰²

²⁰² *Fraternité*, 17 décembre 2004

5.2 Discussion

Rappelons que ce mémoire avait pour objectif de mettre en lumière le discours actuel de la presse privée sur la démocratie béninoise. Comme je l'ai souligné au départ, cette presse en tant qu'acteur incontournable de tout système démocratique, produit un discours qui constitue une variable intéressante dans l'analyse des dynamiques internes de la consolidation démocratique.

Tel que décrit au troisième chapitre, à l'époque de la transition, la presse privée s'extasiait devant la situation privilégiée du Bénin. Elle se vantait de l'innovation qu'était la conférence nationale et de l'exemple à suivre que représentait le Bénin pour ses voisins. Par ailleurs, selon les recherches de Marie-Soleil Frère, les journalistes s'interrogeaient sur les fondements de la démocratie et surtout ils avertissaient leurs concitoyens des enjeux auxquels ces derniers auront à faire face pour qu'une démocratie solide s'implante dans le pays. Rappelons quelques-uns des enjeux abordés : les obstacles culturels, la prédominance de la religion, la corruption et les conditionnalités des bailleurs de fonds.

La présente étude est effectuée à une époque où l'ambiance sociale et politique est considérablement différente. En effet, après plus de quinze ans, la démocratie est un système politique accepté par la majorité. Les résultats de l'étude conduite par l'Afrobaromètre en 2005, démontrent que sept béninois sur dix affirment que la démocratie est préférable à toute autre forme de régime politique.²⁰³ Également, l'approche des élections ainsi que les deux alternances précédentes ont soulagé plusieurs de l'inquiétude de revoir apparaître les instincts dictatoriaux de certains. Pour ce qui est de la presse privée, elle n'a plus à s'attribuer les rôles d'opposition et surtout d'interlocuteur incontournable comme elle le faisait à l'époque de la transition. Actuellement ses préoccupations et ses objectifs sont différents.

²⁰³ AFROBAROMETER.2005. « Démocratie au Bénin : le point de vue de la population béninoise à partir de l'Enquête », *Afrobarometer Briefing Paper*, Juillet, p.2, www.afrobarometer.org/2005/Bénin, consulté le 5 avril 2006

La quantification des thèmes abordés a démontré que la question de la révision de la constitution est le thème qui a occupé le plus l'espace médiatique au cours de la période étudiée. Outre l'explication événementielle, il est possible que l'ardeur avec laquelle la presse a conduit et même dirigé le débat, soit le reflet de la position du groupe social qu'elle constitue. En réalité, selon quelques entretiens informels que nous avons eu sur cette question avec des Béninois, le débat sur la révision de la constitution s'est largement déroulé dans la presse. Et le contenu des articles s'adressait expressément aux révisionnistes potentiels qui voyaient là un moyen de maintenir leurs privilèges. Dans le contexte de ce débat, les révisionnistes représentent la fameuse classe hostile au changement dont parlait Noudjenoume²⁰⁴. Ce qui amène à déduire que la modification de la constitution représente pour les journalistes non seulement un obstacle à la démocratie mais surtout un obstacle au renouvellement de la classe politique. Comme le souligne Adjovi :

80% des journalistes et des directeurs de publication de la quinzaine de quotidiens ont moins de 40 ans. Or avec le retour du Bénin à la démocratie en 1990, les jeunes ont du mal à émerger sur la scène politique. Le plus souvent, ils ne disposent ni de réseaux ethnorégionaux, ni de moyens financiers suffisants pour s'assurer une ascension politique.²⁰⁵

La presse privée est devenue pour le groupe qui la dirige et qui la constitue, non seulement le principal créneau d'expression, mais également le plus court chemin pour accéder à la scène politique pour un groupe exclus des circuits traditionnels de l'accès au pouvoir. D'ailleurs, c'est peut-être la perspective de voir ces circuits d'accession au pouvoir fermés pour cinq ans de plus, qui explique le ton alarmant qu'on décèle dans les extraits présentés au point 5.1.1.

Nos résultats quantitatifs ont également démontré que le thème de la corruption est, comme à l'époque de la transition, à l'agenda de la presse privée béninoise. Ceci n'est pas étonnant, puisque le Bénin est aux prises avec un système de corruption quasi-généralisé. Comme le confirme *The Economist Intelligence* : « more than CFAfr70bn (US122m) of public funds

²⁰⁴ Revoir le 1^{er} chapitre au point 1.2

²⁰⁵ ADJOVI 2003, Op.Cit., p. 161

had been embezzled between 1996 and 1999 in 214 separate cases of fraud ».²⁰⁶ Il faut mentionner que Kérékou, conscient de l'ampleur de la situation et des critiques émises à son endroit, avait mis sur pied, en 1995, une cellule de moralisation de la vie publique dont la présidence était assurée par une femme du nom de Cica Anne Ajaï. Sous l'autorité directe du président de la république, cette cellule a élaboré un code d'éthique et de moralisation des marchés publics qui engage l'État et les autorités publiques à ne pas escroquer les investisseurs au moment de l'attribution des marchés. De la même manière, les investisseurs doivent s'engager ne pas corrompre les autorités publiques par des pots-de-vin. Les enquêtes menées par Mme Ajaï et son équipe ont démontré qu'au cours des années 90, « 80 à 90 % des recettes douanières avaient échappé à l'état ».²⁰⁷ Bien que la création de cette cellule soit perçue comme un engagement positif pour combattre la corruption, le fait qu'elle soit partie intégrante de la structure présidentielle rend son action moins crédible, donnant l'impression aux yeux de nombre de Béninois qu'il s'agit d'un trompe-l'œil. D'autant plus que la mission de la cellule se limite à détecter les corruptions et à créer les conditions pour la combattre; elle ne dispose pas de moyens juridiques de sanction.

Comme à l'époque de la transition, la presse privée continue à dénoncer les cas majeurs de corruption et à blâmer le gouvernement pour son immobilisme. Cependant, la majorité des articles qui traitent de ce sujet, ne le font que superficiellement. On pourrait facilement argumenter que le format de la presse (sa quotidienneté et sa surface limitée aux actualités) justifie l'absence d'analyse approfondie du phénomène de corruption. Pourtant, il faut chercher ailleurs les raisons de la simplicité et de la superficialité des commentaires émis sur ce thème.

Dans cette perspective, l'analyse d'Adjovi est intéressante :

²⁰⁶ *THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT*. 2004., Benin, Country profile 2004, www.eiu.com/benin, consulté le 21 avril 2005

²⁰⁷ *RFI Hebdo*. 2001. « Lutte contre la corruption: Le Bénin se "moralise". », 16 mai.

La plupart des analyses traitent souvent de la corruption publique, celle des agents de l'administration publique, bras séculier du pouvoir exécutif. Le secteur de la presse, à la fois contre-pouvoir et incarnation du quatrième pouvoir, n'est pas souvent traité comme un des lieux privilégiés de la corruption. Et pourtant, il est établi qu'en Afrique tous les secteurs de la vie sociale sont touchés par le phénomène. La presse béninoise n'y échappe pas. Nombre de ses animateurs se livrent à une véritable marchandisation du travail journalistique (...) cela conduit à un journalisme de marché où l'information est considérée comme une marchandise qui se vend à l'encan.²⁰⁸

Ainsi on assiste présentement au Bénin à un système de corruption généralisée. L'étude réalisée par Blundo et De Sardan démontre que les pratiques corruptives que dénoncent les médias et dans lesquelles ils baignent pourtant : « sont enchâssées dans une gouvernance au quotidien dont ils sont plus ou moins inséparables ».²⁰⁹ En effet, la banalisation des « cadeaux » remis pour services rendus, le favoritisme à l'embauche, le péage (taxe informelle remis au douanier, par exemple, ou le passe-droit remis au policier pour faire oublier une infraction) , participent à la légitimation de la corruption. La presse ne traite généralement pas de la corruption comme mode de gestion des affaires quotidiennes. Ce qu'elle pointe du doigt c'est surtout la corruption des hauts fonctionnaires de l'État et l'impunité dont ils jouissent :

Ce n'est plus un secret pour personne qu'à tous les niveaux, le mécontentement est général et la colère gronde dans les cœurs, longtemps meurtris par l'arrogance, le luxe insolent et la cupidité des princes qui nous gouvernent. Tout le monde est fâché pourrait-on dire. Les étudiants sont fâchés. Les enseignants et les travailleurs aussi. Tout le peuple est fâché. Oui fâché contre les pouvoirs publics, contre les politiques et contre les cadres corrompus à divers niveaux de l'administration béninoise, dont la passion pour le pillage systématique des ressources de l'État, la gabegie et le sabotage des patrimoines vitaux de l'économie nationale, a atteint des dimensions détestables. Aujourd'hui plus qu'hier, les méthodes approximatives de gestion des affaires de l'État, la culture de l'impunité s'érigeant en politique de management, la mauvaise gouvernance des princes qui nous dirigent et la non maîtrise par eux, des concepts macro-économiques à la base du développement des Nations modernes, riches et prospères, sont de plus en plus décriés par nos populations.²¹⁰

²⁰⁸ ADJOVI, 2003, p.157-158

²⁰⁹ BLUNDO, Giorgio et J.-Pierre Olivier de Sardan (dir.), « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, no.83, octobre 2001, P. 23

²¹⁰ *Fraternité*, 28 novembre 2004

En matière de corruption, la presse dénonce essentiellement la situation suivante : « des ministres, députés, présidents d'institutions et autres collaborateurs exagérément repus, avec en face une majorité affamée ». ²¹¹

5.2.1 La situation économique du Bénin : l'obstacle majeur à la consolidation démocratique

Pour reprendre une expression populaire : « La démocratie, est ce que ça se mange ? » C'est visiblement le questionnement que soulèvent les extraits cités au point 5.1.3. La liberté d'expression, le pluralisme électoral et la séparation entre les systèmes exécutif, législatif et judiciaire n'ont que très peu eu d'impact sur les conditions matérielles de la majorité de la population. Dès lors, la presse s'inquiète du peu de mesures concrètes entreprises pour combattre la pauvreté.

En outre, le discours de la presse privée béninoise est ancré dans la réalité tangible à laquelle fait face la population béninoise. Tout comme les journalistes, le peuple constate que la démocratisation n'a pas entraîné l'amélioration de sa situation économique. En effet, selon l'étude conduite par l'Institut national de la statistique du Bénin, que plus du tiers (35%) de la population affirme qu'en démocratie, le système économique fonctionne mal! ²¹² Aux yeux d'une importante fraction de la population, la démocratie n'a pas satisfait les espoirs qu'elle a suscités, notamment l'amélioration des conditions matérielles, la diminution du taux de chômage, l'augmentation de l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé et à l'éducation de base. Remarquons que les enquêtes sur le terrain menées par Banégas font ressortir ce même phénomène : « Pour un très grand nombre de personnes interrogées, en effet, la démocratie est avant tout synonyme d'inflation et de dévaluation de la monnaie ; elle dénote en premier lieu la cherté de la vie ». ²¹³

²¹¹ *Fraternité*, 11 novembre, 2004

²¹² Institut national de la statistique du Bénin, 2005, p.56

²¹³ BANEGAS 2003, op.cit, p. 394

Force est de constater que malgré un taux de croissance soutenue d'une moyenne de 5% depuis 1994, la pauvreté demeure un phénomène massif au Bénin et frappe environ le tiers de la population.²¹⁴ De plus, « les performances enregistrées par le pays en terme de croissance économique ne se traduisent pas par une amélioration au niveau de la santé et de l'éducation ». ²¹⁵ Si les mesures d'ajustement structurel mises en place dans les années 90 ont permis de rétablir les grands déséquilibres macro-économiques et d'améliorer la croissance, elles n'ont pas réussi à réduire la pauvreté. D'autant plus que les programmes d'ajustements structurels (PAS) ont participé à l'aggravation du chômage et à une réduction de l'offre des services essentiels (santé, éducation).²¹⁶

Par ailleurs, l'analyse des dynamiques de la pauvreté au Bénin révèle une donnée très intéressante :

Certains groupes socioprofessionnels, supposés a priori plus résistants à la pauvreté dans le cas du Bénin, comme les salariés et les travailleurs indépendants, ont été, eux aussi, victimes d'une détérioration sévère et significative des principaux indices de pauvreté». ²¹⁷

Ce dernier point est important puisqu'il explique peut-être l'amertume décelée dans le contenu de la presse. Rappelons-nous que le contenu des médias est (en partie) le reflet du discours d'un groupe social influent et que le contenu de la presse privée participe à la construction des représentations sociales de certains enjeux et influencent l'orientation des débats sociaux et politiques. Comme il a été expliqué au troisième chapitre, les salles de rédaction sont composées en grande partie de jeunes diplômés universitaires, d'hommes d'affaires ou d'intellectuels cherchant à arrondir les fins de mois ou à acquérir une certaine visibilité. De la même façon, la presse s'adresse à des groupes sociaux particuliers : les enseignants, les étudiants, les cadres, le personnel des ONG et aussi le personnel des radios. C'est pourquoi, le discours de cette élite urbaine n'est pas neutre. Cela a été exprimé dans le

²¹⁴ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport sur la situation économique et sociale du Bénin*, Cotonou, Mars 2003, p. 21

²¹⁵ Ibid, p. 20

²¹⁶ PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT. 2004. *Rapport National sur le Développement Humain au Bénin*, Avril, p.13

²¹⁷ ADEGBIDI, Andelme, *Dynamique de la pauvreté au Bénin*, Centre de Recherche pour le Développement International, Janvier 2002, p. 4

cadre d'analyse ; les idées et enjeux amenés sur la place publique par la presse ne correspondent pas uniquement aux réalités politiques et sociales du pays mais avant tout aux intérêts de ces groupes qui tiennent soit à maintenir un rapport de force en leur faveur ou à acquérir davantage de privilèges dans un domaine donné. Par conséquent, la paupérisation croissante de ce groupe explique certainement le ton inquiet avec lequel ses membres traitent de la situation économique du pays.

Le renouveau démocratique n'a pas amélioré la situation économique de la majorité de la population. En fait, ce que dénoncent les journalistes, c'est que la démocratisation du pays ne soit pas accompagnée de son corollaire supposé, le développement économique du pays. Il est intéressant de remarquer que le discours de la presse privée sur la démocratie s'inscrit tout naturellement dans celui de la « bonne gouvernance » issu du nouveau paradigme du développement qui a fait son apparition dans les années 80 et surtout 90. Les programmes d'ajustements structurels ainsi que les écrits de plusieurs chercheurs ont fait émerger l'idée que c'est en démocratisant l'État qu'on le rendra plus efficace. Ainsi, les diktats de la Banque Mondiale et du FMI, comme les conditionnalités qui accompagnent l'aide bilatérale, supposent qu'en « dégraissant » l'État, en le rendant plus compétitif et plus responsable, le développement économique devrait suivre tout automatiquement. D'où le constat négatif que fait la presse lorsqu'elle s'interroge sur la consolidation de la démocratie béninoise d'un point de vue développementaliste. Malheureusement, comme le mentionne Banégas :

Trop souvent, en effet le débat sur le processus de démocratisation au sud du Sahara s'enferme dans une alternative stérile entre les présupposés du développementalisme - au pire, l'Afrique n'est pas encore mûre pour la démocratie - au mieux, elle peut y prétendre à condition de sortir des ténèbres, en adoptant par exemple la panoplie de la good governance - et les apories culturalistes.²¹⁸

Dés lors, l'association démocratie-développement évacue toute analyse sur la nature même de l'État. Tout comme Banégas, nous considérons que l'État béninois est constitué de relations d'ordre clientéliste qui canalisent les ressources publiques et handicapent ses capacités de redistribution. Les pratiques de redistribution de l'État sont basées sur le favoritisme, le

²¹⁸ BANÉGAS 2003, op.cit, p. 491

copinage et le clientélisme. Cependant, on oublie trop souvent que ces pratiques ne sont pas étrangères à la logique du système dans lequel elles s'insèrent. Pour les dirigeants et les élus, elles constituent le moyen principal de se créer des soutiens et de consolider leur pouvoir personnel. Les débuts du renouveau démocratique annonçaient plusieurs bouleversements, notamment le basculement des rapports de pouvoir. Toutefois, le changement de régime politique n'a pas modifié la structure élitare et les modalités de distribution clientéliste. Le processus de consolidation démocratique béninois dépendra largement des réformes institutionnelles et de l'amélioration de la qualité de vie de la population.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif de mettre en lumière le point de vue de la presse privée béninoise sur les enjeux qui occupent les scènes politique et sociale béninoises. Pour se faire, le contenu des articles de quatre quotidiens béninois ont été décryptés sur une période de six mois s'étalant de juin 2004 à décembre 2004. Il a été établi précédemment que la presse privée béninoise a joué un rôle primordial, pour qui s'intéresse tant soit peu à l'évolution politique récente de ce pays. D'abord, parce qu'elle s'est positionnée comme contre-pouvoir, juge et actrice dans le processus de transition, se muant par le fait même en vecteur privilégié du mouvement de contestation populaire. Ensuite, parce qu'elle a symbolisé la restitution d'une des libertés fondamentales si longtemps bafouée, la liberté d'expression. De plus, cette presse participe à tracer les contours d'un nouvel espace public, lieu privilégié de médiation entre certains groupes sociaux et l'État. Et finalement, parce qu'elle est composée de groupes sociaux influents et qu'elle véhicule les préoccupations et les revendications de ceux-là.

Notre première hypothèse postulait que le discours de la presse privée béninoise s'articulait autour des enjeux liés à la moralisation de la vie publique, au clientélisme, aux rivalités électorales et aux contraintes économiques. Comme le démontrent notre analyse, cette hypothèse, bien qu'elle mérite d'être nuancée et précisée, se confirme. Pour la presse, si dorénavant un certain nombre de principes démocratiques semblent acquis, que ce soit en matière de liberté d'expression, de liberté d'association ou d'alternance électorale, la phase de consolidation du processus démocratique reste en cours. Plusieurs défis demeurent entiers, surtout au sujet de la corruption, de la lutte contre la pauvreté et de l'implantation de véritables réformes économiques et institutionnelles.

Il était également intéressant de comparer les enjeux politiques et sociaux dominants de notre échantillon aux enjeux qui prédominaient dans la presse privée de l'époque de la transition. Les résultats de notre analyse sont révélateurs de l'évolution politique du Bénin. En effet, en une quinzaine d'années ce pays a effectué et réussi sa transition démocratique. D'autant plus que celle-ci s'est produite dans le contexte d'une conférence nationale qui a servi d'exemple

à plusieurs pays africains. Au terme de cette étape déterminante, les Béninois ont pu goûter pour la première fois depuis 1972, au multipartisme et aux respects des libertés fondamentales. Ceci dit, l'institutionnalisation des modes de distribution de la richesse, la lutte contre la corruption par des outils juridiquement coercitifs ainsi que la présence d'une classe hostile aux changements demeurent des enjeux cruciaux. Le contenu de la presse au sujet de ces points est sans équivoque : il incombe aux élus de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre ces fléaux qui pourraient constituer un obstacle à la consolidation démocratique du Bénin.

En définitive, comme le stipulait la seconde hypothèse, le contenu de la presse privée béninoise sur la démocratie diffère des contenus de l'époque de la transition. Dorénavant, l'appréciation des dividendes de la démocratisation du Bénin se fera en terme économique. Selon les articles analysés, les acquis du changement de régime politique, sont contestables si parallèlement les conditions de vie de la majorité de la population ne s'améliorent pas.

En ce sens, Yayi Boni, récemment élu à la tête du pays, a une tâche colossale à accomplir. Ce candidat aux élections de mars 2006, semblait venir de nulle part ; il n'était représenté par aucun parti et a dû s'entourer d'une coalition électorale quelque peu éparse pour remporter les élections. La population béninoise a exprimé son désir pressant de changement en élisant cet inconnu de la scène politique avec un taux de 67% de participation.²¹⁹ D'ailleurs, son slogan : ça doit changer, ça peut changer et ça va changer, a su trouver résonance dans l'imaginaire d'un peuple fatigué du long règne de Kérékou.

²¹⁹ Ibid.

Les défis qui attendent Yayi Boni sont gigantesques et la presse privée béninoise, fidèle au rendez-vous, ne manque pas de les lui rappeler :

Il ne faut pas avoir peur des mots pour le dire clairement, le nouveau président de la République est dans un véritable panier de crabes. Autour de lui, il y a des hommes neufs. Il y en a également qui ont roulé leur bosse au sein de la classe politique ou le milieu d'affaires durant ces quinze dernières années, ceux qui ont toujours su sauter à pieds joints du bon côté et qui n'ont jamais fait l'opposition, ceux qui ont longtemps fait l'opposition et qui en ont marre et surtout beaucoup parmi ceux qui ont pillé l'économie du pays durant ces dix dernières années. En somme nous avons affaire à un mélange de politique, de mafia et d'argent, un mélange détonnant. Avouons qu'un changement sera difficile avec pareil entourage mais il n'est pas impossible. Voilà pourquoi, il faudra faire confiance au nouveau chef d'État, à sa clairvoyance dont on ne doute point pour faire du discernement dans la gestion de l'après-victoire. Il lui faudra savoir comment satisfaire les appétits, car tous ceux-là qui l'ont soutenu attendent un retour sur leur investissement. Car s'il s'y prend mal, les mêmes se liguieront contre lui pour le chasser en 2011. Nicéphore Soglo pourra lui en souffler mot. C'est malheureusement ainsi, dans mon pays, le Bénin.²²⁰

Yayi Boni devra effectivement composer avec les forces politiques qui l'ont soutenu tout en se montrant intraitable en matière de corruption. Un mandat difficilement gérable puisqu'il demande des réformes dont les résultats demeurent invisibles à court terme. C'est pourquoi, il devra apprendre des erreurs de Soglo.²²¹

Conscient des idées débattues et des enjeux énoncés dans l'espace public béninois, le nouveau président a voulu rassurer la presse ainsi que la population :

Les problèmes que connaît l'économie béninoise sont profonds et touchent à la fois le système productif national et la manière dont est gérée la richesse nationale (...) je m'engage à mettre en place non un gouvernement de remerciement, mais un gouvernement d'hommes et de femmes, jeunes, propres, intègres et compétents.²²²

L'histoire dira si Yayi Boni sera celui par qui le Bénin pourra voir sa démocratie véritablement consolidée.

²²⁰ *Fraternité*, 13 avril 2006

²²¹ Pour un rappel, voir le point 2.3.2 au chapitre II

²²² Extrait du discours de Boni Yani cité dans *Le matinal*, 23 mars 2006

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMON, A. D., 1995. *Le renouveau démocratique au Bénin : la conférence nationale des forces vives et la période de transition*, Paris : L'harmattan.
- ADEGBIDI, Andelme, 2002. *Dynamique de la pauvreté au Bénin*, Publications du Centre de Recherche pour le Développement International, Ottawa, Janvier, p. 4
- ADJOVI, Emmanuel V. 1999. *Une élection libre en Afrique: La présidentielle du Bénin*. Paris: Karthala
- ADJOVI, Emmanuel V. 2001. *L'État des médias au Bénin*. GRET, Pole Médias, <http://www.gret.org/parma/fr2/ressource/edm/pdf/benin.pdf>, consulté le 23 avril 2004
- ADJOVI, Emmanuel V. 2003. "Liberté de presse et affairisme médiatique au Bénin", *Politique africaine*, no. 92, décembre, p. 157 - 172
- AFROBAROMETER. 2005. « Démocratie au Bénin : le point de vue de la population béninoise à partir de l'Enquête », *Afrobarometer Briefing Paper*, Juillet, www.afrobarometer.org/2005/Bénin., consulté le 5 avril 2006
- AKINDÈS, Francis. 1996. *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*. Paris: Karthala
- BAKO-ARIFARI, Nassirou. 1995. "Démocratie et logique du terroir au Bénin". *Politique Africaine*, no. 59, p. 7-24.
- BANÉGAS, Richard. 1994. "Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique". *Culture & Conflits*, Vol. 12, p. 105-140. http://www.conflits.org/numeros_new.php3, consulté le 13 janvier 2004.

- BANÉGAS, Richard. 1995A. "Action collective et transition politique en Afrique: La conférence nationale du Bénin". *Culture & Conflits*, Vol.17, p. 137-175.
http://www.conflits.org/article.php3?id_article=187, consulté le 13 janvier 2004.
- BANÉGAS, Richard. 1995B. "Les mobilisations sociales sous Kérékou". *Politique Africaine*, no. 59, p.25-44.
- BANÉGAS, Richard. 1997. "Retour sur une transition modèle: Les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise". In *Transitions démocratiques africaines*, sous la dir. de Jean-Pascal Daloz et Patrick Quantin, p. 22-94. Paris: Karthala.
- BANÉGAS, Richard. 2000. "La démocratie est-elle un produit d'importation en Afrique? L'exemple du Bénin". In *Démocraties d'ailleurs*, sous la dir. de Christophe Jafrelot, p. 509-541. Paris: Katharla.
- BANÉGAS, Richard. 2003. *La démocratie à pas de caméléon: transition et imaginaire politique au Bénin*. Paris: Karthala.
- BAUDRILLARD, Jean. 1970. *La société de consommation*. Paris: SGPP.
- BENHALLA, Fouad. 2003. "La démocratie par les médias", *Géopolitique africaine*, no. 12, octobre p. 59-71.
- BERGER, Guy. 2002., "Theorizing the media - democracy relationship in southern Africa", *Gazette: The international journal for communication studies*, vol. 64, no. 1, avril-mai, p. 21-45
- BHEKIZULU, Mpofu (1996) "Corporate monopoly in South Africa print media: Implications for the alternative press with particular reference to New Nation". MA dissertation, Durban, University of Natal,
<http://www.und.ac.za/und/ccms/publications/dissertations/mpofu.htm>, consulté le 17 janvier 2004
- BIERSCHENK, Thomas. 1998. Jean-Pierre Olivier de Sardan éd. *Le pouvoir au village: le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*. Paris: Karthala.
- BLUNDO, Giorgio et J.-Pierre Olivier de Sardan (dir.), « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique Africaine*, no.83, octobre 2001, p. 8-37
- BOLD, Liza, " Media, development and democratisation: A reserch Project, Center for cultural and Media Studies, University of Natal, <http://www.upd.ac.za/ccms/publications/bold1>, consulté 20 septembre 2003.

- BOULAGA, F. Eboussi.1993. *Les conférences nationales en Afrique. Une affaire à suivre*, Karthala, Paris.
- BRETON, Philippe et Serge Proulx.2002. *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*. Montréal: Boréal.
- BRIQUET, J.-L et F. Sawicki (dir.).1998. *Le Clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.
- CHABI, Maurice.1997., "Le rôle des médias dans la démocratie", *Médias et démocratie*, No.1, p.5-8.
- CHOLE, Eshetu et Ibrahim Jibrin.1995. *Processus de démocratisation en Afrique*, Dakar, Codesria.
- DALOZ, Jean-Pascal. "L'itinéraire du pionnier: sur l'évolution politique béninoise".*Politique Africaine*, no. 46, p.132-138
- DALOZ, Jean- Pascal et QUANTIN, Patrick (Sous la dir. de).1997. *Transitions démocratiques africaines*, Paris: Karthala
- DE LA BROSSE, Renaud.1999A. "Afrique subsaharienne en transition : des journaux nécessairement engagés" *Les Cahiers du journalisme*, 1999A, p.107. http://www.univ-reims.fr/Labos/CERI/Afrique_subsaaharienne_en_transition.htm, consulté le 12 mars 2004.
- DE LA BROSSE, Renaud.1999B. *Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique*, Université de Bordeaux 3, Paris.
- DE LA BROSSE, Renaud.1999C. *Uniformisation médiatique des sociétés d'Afrique subsaharienne*, in *Vers une société simulée: Médias, réseaux et mondialisation*, sous la dir. de Serge Proulx et André Vitalis, Paris: Apogée.
- DE LA BROSSE, Renaud.2001. "La presse francophone d'Afrique: entre permanences et ruptures." *Les cahiers du journalisme*, no. 9, automne, p. 8-21.
- DUPLAT, Domitile. 2002, *La liberté de la presse, responsabilité des médias : l'Afrique sur la voie de l'autorégulation*, Paris: GRET.
- ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT.(THE) 2004., Benin, Country profile 2004, www.eiu.com/benin, consulté le 21 avril 2005

- ESTABLET, Jean. 1997. *Mathieu Kérékou: L'inamovible président du Bénin*. Paris: L'Harmattan.
- FRERE, Marie-Soleil. 2000. *Presse et démocratie en Afrique : les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris : Katharla, p.32
- FRERE, Marie-Soleil. 2001. " Pluralisme médiatique au Bénin : l'heure des désillusions ?" *Politique Afrique*, no. 57.
- FRERE, Marie-Soleil. 2001. "Journaux du Bénin, corruption au quotidien", *Le Monde-diplomatique*, avril.
- GILMÉ, Corinne, 2000. " Le paysage médiatique béninois à perte de vue!" *Africulture*, no.31, octobre, p. 16-19.
- GINGRAS, Anne-Marie.1999. *Médias et démocratie, le grand malentendu*. Québec: Les presses de l'Université du Québec.
- GBEGNONVI, Roger. 1995. « Les législatives de mars 1995 », *Politique Afrique*, no. 59, p. 59-69
- HABERMAS, Jurgen.1978. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris: Payot.
- HABERMAS, Jurgen.1992. "L'espace public, 30 ans après".*Quaderni*, no 18, 1992, p. 161-191.
- HERMET, Guy. 2000. "Le charme trompeur des théories: un état des travaux". In *Démocraties d'ailleurs*, sous la dir. de. Christophe Jaffrelot, p. 315-342, Paris: Karthala, 2000
- HODOUNOU, Valentin. 2001. "Le modèle défiguré".*Le nouvel Afrique-Asie*, Vol.no. 140, <http://www.afrique-asie.com/archives/2001>, consulté le 29 juillet 2004
- HOUNGNIKPO, Mathurin C. 2004. *Des mots pour les maux de l'Afrique*, Paris: L'Harmattan.
- HOUNGNIKPO, Mathurin C. 2004. *L'illusion démocratique en Afrique*, Paris: L'Harmattan.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE. 2005. *Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté au Bénin*, Cotonou
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, 2004. *Rapport National sur le Développement Humain au Bénin*, Avril.

- JAFFRELOT, Christophe (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris: Karthala.
- KOLI, J.-B. 1996. "Les caprices de Rosine" *Jeune Afrique*, no. 1841, p.17-23.
- NOUDJENOUME, Philippe. 1999. *La démocratie au Bénin : Bilan et perspectives*. Paris: L'Harmattan
- MAYRARGUE, Cédric. 1996. "Le caméléon est remonté en haut de l'arbre: Le retour au pouvoir de Mathieu Kérékou au Bénin". *Politique Africaine*, no. 62, p. 124-130.
<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/062124.pdf>, consulté le 2 mars 2004.
- MAYRARGUE, CÉDRIC. 1999. "Le Bénin depuis le retour au pouvoir de M. Kérékou: Démocratie apaisée ou paralysie politique?" *L'Afrique politique*, p. 107-124
- MÉDIAS-BÉNIN, Répertoire de la presse écrite,
<http://www.mediabenin.org/presseecritefaux.htm>, consulté le 24 janvier 2004
- MEYER, Reinhold. 1994. "Démocratie et développement: le rôle des médias en Afrique". *Démocratie et développement*, no 6, 1994, p.18-21.
- MONGA, Célestin. 1995. "Anthropologie de la colère: Société civile et démocratie en Afrique noire", Paris: L'Harmattan
- ODEM, OBSERVATOIRE DE LA DÉONTOLOGIE ET DE L'ÉTHIQUE DANS LES MÉDIAS. (2001). *Etude sur l'état des médias au Bénin (1988-2000)*. Cotonou: Friedrich Ebert Stiftung
- OKANLA, Moussa, Bénin : *La lutte anti-corruption dans les textes et la pratique*,
www.unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/CAFRAD/UNPN005705.pdf.
- PANOS. 1996., *Ne tirez pas sur les médias: Éthique et déontologie de l'information en Afrique de l'Ouest*, Paris: l'Harmattan
- QUANTIN, Patrick. 2000. La difficile consolidation des transitions démocratiques africaines des années 1990 » dans *Démocraties d'ailleurs*, sous la direction de Christophe Jaffrelot, Paris : Katharla.
- RFI HEBDO. 2001, " Lutte contre la corruption : Le Bénin se moralise", 16 mai.
- ROLAND, Carol. 1997. *Médias et démocratie*. Paris: Les presses de Sciences Po

- RONNING, Helge. 1995. "Democracy, Civil Society and the Media in Africa in the Nineties. A Discussion of the Emergence and Relevance of Some Analytical Concepts for the Understanding of Situation in Africa". *Innovation*, Vol.8, no. 4, p. 335-351.
- SCHMITZ, G. et Eboe Hutchful, 1992. « Démocratisation et participation populaire en Afrique », Ottawa : Institut Nord-Sud, p.vii.
- SIGNOURET, Muriel. 2005. " Qui après Kérékou? Jeune Afrique l'intelligent, 7 août, no. 2273, www.jeuneafrique.com
- SITRUK, Fleur. 2001. *La presse au Bénin, de 1890 à nos jours: les enjeux politiques et sociaux*, Mémoire de DEA, Paris: Université Panthéon-Assas.
- TEGDA, Paul John Marc. 1991. *Ouverture démocratique en Afrique Noire*. Paris: L'Harmattan.
- TUDESQ, André-Jean. 1998. *L'espoir et l'Illusion : Actions positives et effets pervers des médias en Afrique Subsaharienne*, Paris : MSHA.
- TUDESQ, André-Jean. 1999. *Les médias en Afrique*, Paris: Ellypse.
- VITTIN, Théophile E. 1991. "Bénin: du "système Kérékou" au renouveau démocratique". In *États d'Afrique noire: Formation, mécanismes et crise*, sous la dir. de Jean-François Médard, p. 93-116. Paris: Katharla.
- VITTIN, Théophile E., "Crise, renouveau démocratique et mutations du paysage démocratique au Bénin", *Afrique 2000*, no.9, avril 1992, p. 37-57.
- WOLTON, Dominique.(1996). "Espace public, un concept à retravailler". *Études*.
- WOLTON, Dominique. (1997). *Penser la communication*. Paris: Flammarion
- YABI, Gilles. 2003. "Libres de grogner", *Jeune Afrique l'Intelligent*, no. 2232, 19 au 25 octobre.
- ZINSOU-PLY, Pamphile, " Les défis du président Yani", *Fraternité*, 13 avril 2006, http://www.fraternité-info.com/article.php?id_article=3873, consulté le 15 avril 2006

APPENDICE 1:

Liste des articles retenus pour l'analyse Juin 2004 à juillet 2004

FRATERNITÉ, www.fraternite-info.com
LE MATINAL, www.quotidienlematinal.com
LE POINT AU QUOTIDIEN, www.lepointauquotidien.com
LES ÉCHOS DU JOUR, www.lesechos.intnet.bj

JUIN

ADJAGBA, Léon, « La privatisation de la Sonapra : Une affaire douteuse », *Le Point au quotidien*, 25 juin 2004

ALONSOU, Victor, « Le scandale de l'élection présidentielle de 2001 », *Fraternité*, 23 juin 2004

AZONWAKIN, Alexis. « Kérékou et la paix », *Fraternité*, 16 juin 2004.

BADOUASSI, Romaric, « Révision de la constitution : La mouvance présidentielle vers l'implosion », *Le Point au quotidien*, 22 juin 2004.

ÉLISHA, Martial H, « Révision de la constitution : pourquoi dire non aux révisionnistes? » *Fraternité*, 16 juin 2004.

ÉLISHA, Martial H, « Pour ou contre la révision de la constitution? », *Fraternité*, 15 juin 2004

ÉLISHA, Martial H, « Les bêtises des révisionnistes », *Fraternité*, 22 juin 2004.

ÉLISHA, Martial H, « Révision de la constitution : Pourquoi Kérékou se tait-il ? », *Fraternité*, 27 juin 2004.

HESSOU, Fernando, « Le non qui sauvera le Bénin », *Le Point au quotidien*, 12 juin 2004.

HESSOU, Fernando, « Disparition des affiches - Touche pas à ma constitution - : Acte de vandalisme ou incivisme ? », *Le Point au quotidien*, 18 juin 2004.

NENEHIDINI, Jocelyn, « Kérékou et la révision de la constitution : qu'en est-il vraiment ? » *Le Matinal*, 24 juin

ROKO, Christian G., « Bénin : Interdit d'arroser les faiseurs de pluie », *Le Point au quotidien* », 14 juin 2004

SOUBEROU, Moudachirou, « Les mouvements de jeunes fustigent et menacent », *Le Matinal*, 8 juin 2004.

SOUBEROU, Moudachirou, « Révision de la constitution : des inquiétudes non fondées ? », *Le Matinal*, 24 juin 2004

SOUBEROU, Moudachirou, « Eustache Akpovi justifie la victoire de l'UBF », *Le Matinal*, 16 juin 2004

JUILLET

ADANDE, Stafford, « Le chemin de la retraite indiqué à Kérékou », *Fraternité*, 13 juillet 2004

ADJAGBA, Léon, « Coton : Quelle place pour l'or blanc africain à l'OMC ? », *Le Point au Quotidien*, 29 juillet 2004

AGOLI, Célestin, « Que veulent les révisionnistes ? », *Les Échos du jour*, 21 juillet 2004.

ANONRIN, Affissou, « Renaissance de l'Or blanc béninois : l'implication de l'État sollicitée par les acteurs de la filière », *Le Matinal*, 23 juillet 2004.

AZONWAKIN, Alexis, « Révision de la constitution : Le caméléon doit sortir de sa réserve », *Fraternité*, 27 juillet.

BADOUSSE, Romanic. « Création du Grap Barthélémy Agnan sème la confusion », *Les Échos du jour*, 13 juillet 2004

BADOUSSE, Romanic, « La question de la révision de la constitution divise le pays », *Les Échos du jour*, 26 juillet 2004.

DJIWAN, Hyppolite, « Débat sur la révision de la constitution : qu'en est-il vraiment ? » *Le Matinal*, 18 juillet 2004

DJIWAN, Hyppolite, « Faiblesse des recettes de l'État : les dessous de la crise économique », *Le Matinal*, 17 juillet 2004.

HOUNGBO, Jean-Christophe. « La question du coton Béninois », *Le Matinal*, 12 juillet 2004

HOUNMASSE, Victorin T., « Éducation et développement : des instruments pour la promotion des valeurs démocratiques », *Le Matinal*, 12 juillet 2004.

KITI, Bonaventure, « État généraux sur la filière du coton », *Le point au quotidien*, 14 juillet 2004

KITI, Bonaventure, « La révision de la révision de la constitution : le débat se poursuit. » *Le point au quotidien*, 16 juillet 2004.

KOUKOU, Edmond, « Entretien avec Massiyatou Latoundji Lauriano, ministre de la protection de la famille, 26 juillet 2004.

KOUKOU, Edmond, « Libéraliser sans intégrer, c'est tuer le Coton », *Fraternité*, 17 juillet 2004.

NENEHIDINI, Jocelyn, « Les grands enjeux des états généraux du coton béninois », *Le Point au quotidien*, 12 juillet 2004

TOURÉ, Abdoumhamane, « Mauvaise gestion : Comment Danjinou tue le Port », *Le Matinal*, 29 juillet 2006

TOWANOU, Aubin R., Ministre et député de la mouvance contre la révision de la Constitution, *Le Matinal*, 26 juillet 2004

TOWANOU, Aubin R. « Actualité du Ccmp », *Le Matinal*, 28 juillet 2004

AOÛT

ADANDE, Stafford, « Gestion mafieuse de l'économie nationale », *Fraternité*, 12 août 2004.

ADJAGBA, Léon, « L'État escroque les pauvres ! », *Le Point au quotidien*, 22 août 2004

MOUMOUNI, Abdoulaye, « Le Bénin, pays de la corruption? », *Le Matinal*, 4 août 2004

HOUNKPATIN, Pascal. « 1 ère sortie officielle du Mouvement de Réflexion et d'Actions pour le Développement (Morad), *Le Matinal*, 4 août 2004

MAGNIDET, Richard, « Commémoration du 44^e anniversaire de l'indépendance : Message du président Kérékou aux Béninois », *Le Matinal*, 4 août 2004

MAGNIDET, Richard, « Discours du Chef de l'État à la nation : Kérékou annonce son départ en 2006 », *Le Matinal*, 2 août 2004.

SEPTEMBRE

ADANDE, Stafford, « Ministère des finances et de l'économie : Comment les 38 millions volés ont été retrouvés », *Fraternité*, 26 septembre 2004

ADANDE, Stafford, « L'État, les enseignants et la rentrée », *Le Point au Quotidien*, 30 septembre 2004

ADOMOU, Léandre, « Marché du médicament au Bénin : le produit mixagrip tue », *Fraternité*, 30 septembre 2004,

AZONWAKIN, Alexis, « Affaire frais de justice criminelle : 8 milliards détournés entre 1996 et 2001 », *Fraternité*, 8 septembre 2004

DJIWAN, Hyppolite, « Négociations entre syndicats et gouvernements : Encore quelques acquis pour les travailleurs », *Le Matinal*, 19 septembre 2004

DOSSA, André, « Signature de l'Accord de financement : 1,7 milliards pour donner accès à l'eau potable à 17 500 personnes dans 6 communes du Bénin », *Les Échos du jour*, 30 Septembre 2004.

KOUKOU, Edmond, « Économie : Ça va mal? *Fraternité*, 19 septembre 2004

MAHOUSSE, Wenceslas, « Rentrés universitaire 2004-2005 : les responsables étudiants rencontrent les autorités de l'enseignement supérieur », *Fraternité*, 30 septembre 2004.

NANGA, Ghyslain – Euloge, « Accident sur le campus : Casimir Adjogan le Martyr », *Les Échos du jour*, 22 septembre 2004.

OCTOBRE

ADANDE, Stafford, « Kolawolé Idji pour le combat du développement », *Le Point au Quotidien*, 27 octobre 2004.

AZONWAKIN, Alexis, « Tripouillage dans la privation de la Sonapra : des soupçons pèsent sur un proche collaborateur du président Kérékou », *Fraternité*, 5 octobre 2004.

AZONWAKIN, Alexis, « Le Bénin en état d'alerte maximal », *Fraternité*, 17 octobre 2004.

DJIWAN, Hyppolite, « Présidentielle 2006 : Houngbédji- Amoussou : combat entre gladiateurs », *Le Matinal*, 26 octobre 2004

BOSSOU, Crépin, « Dossier : Privatisation de la Sonapra », *Fraternité*, 5 octobre 2004

DE SOUZA, Eugène, « La corruption au Bénin : regardons les choses en face », *Le Point au quotidien*, 17 octobre 2004.

ÉLISHA, Martial H., « La question de la Sonapra, une affaire de famille », *Fraternité*, 7 octobre 2004.

HOUNKPATIN, Pascal, « Publication d'articles tendancieux : l' Odem condamne certains quotidiens », *Le Matinal*, 22 octobre 2004.

SOUBEROU, Moudachirou, « Mathieu Kérékou, témoin privilégié d'une époque », *Le Point au quotidien*, 26 octobre 2004.

NOVEMBRE

ADJAGBA, Léon, « La pauvreté au Bénin : un sujet tabou au Bénin? », *Le Point au Quotidien*, 3 novembre 2004.

ASSOGBA, Christophe, « Bataille autour de la dénomination de partis politique, *Le point au quotidien*, 4 novembre 2004

ASSOGBA, Christophe, « Désignation du Candidat pour 2006 : Les indices d'une prochaine crise à la Rb », *Le Point au quotidien*, 17 novembre 2004.

DJIWAN, Hyppolite, « Guéguerre au sein de la mouvance présidentielle », *Le Matinal*, 8 novembre 2004.

NANGA, Ghyslain – Euloge, « Crise sociale : Syndicats et gouvernement vers un terrain d'entente », *Les Échos du jour*, 16 novembre 2004

SOUBEROU, Moudachirou, « Le Bénin affûte ses armes », *Le Point au Quotidien*, 2 novembre 2004.

SOUBEROU, Moudachirou, « Fronde sociale : Le silence coupable de l'opposition », *Le Point au Quotidien*, 4 novembre 2004.

SOUBEROU, Moudachirou, « Décrochage de l'enseignement de la fonction publique : Les travailleurs toujours insatisfaits » *Le Point au quotidien*, 18 novembre 2004

SOUBEROU, Moudachirou, « Le devoir envers la Patrie », *Le Point au Quotidien*, 18 novembre 2004.

DÉCEMBRE

ADANDE, Stafford « Discours sur l'État de la Nation : Mathieu Kérékou laisse les députés sur leur faim, *Fraternité*, 31 décembre 2004

ÉLISHA, Martial H., « Les prix ne font qu'augmenter : la question de la Sonapra, une affaire de famille », *Fraternité*, 2 décembre 2004.

HOUNKPATIN, Pascal, « Promotion de la bonne gouvernance au Bénin, Jérôme Carlo définit la responsabilité des médias », *Le Matinal*, 21 décembre 2004

MAGNIDET, Richard, Mauvaise gestion de la HAAC : Kérékou abandonne Adanlin, *Le Matinal*, 13 décembre 2004

TOKO, Charles, « Le pays va mal » *Le Point au quotidien*, 14 décembre 2004

APPENDICE 2

SOURCES ET TYPE D'ARTICLES

Source	#	Éditorial	Analyse	Article d'actualité
Fraternité	1	1		
Fraternité	2			1
Fraternité	3			1
Fraternité	4		1	
Fraternité	5			1
Fraternité	6			1
Fraternité	7		1	
Fraternité	8			
Fraternité	9			1
Fraternité	10			1
Fraternité	11	1		
Fraternité	12			1
Fraternité	13		1	
Fraternité	14			1
Fraternité	15			1
Fraternité	16	1		
Fraternité	17			1
Fraternité	18		1	
Fraternité	19			1
Fraternité	20			1
Fraternité	21			1

Fraternité	22			1
Fraternité	23			1
Fraternité	24			1
Fraternité	25	1		
Fraternité	26		1	
Fraternité	27	1		
Le Matinal	28			1
Le Matinal	29			
Le Matinal	30			1
Le Matinal	31			1
Le Matinal	32	1		
Le Matinal	33			1
Le Matinal	34		1	
Le Matinal	35	1		1
Le Matinal	36			
Le Matinal	37			1
Le Matinal	38			
Le Matinal	39			1
Le Matinal	40		1	
Le Matinal	41			1
Le Matinal	42			1
Le Matinal	43			1
Le Matinal	44	1		
Le Matinal	45			1
Le Matinal	46		1	
Le Matinal	47			1
Le Matinal	48			1
Le Matinal	49	1		
Le Matinal	50	1		
Le Matinal	51			1
Le Matinal	52			1
Le Matinal	53			1
Le Matinal	54			1
Les Échos du jour	55			1
Les Échos du jour	56			1
Les Échos du jour	57	1		
Les Échos du jour	58			1
Les Échos du jour	59			1
Les Échos du jour	60			1
Les Échos du	61		1	

jour				
Les Échos du jour	62			1
Les Échos du jour	63	1		
Les Échos du jour	64			1
Les Échos du jour	65		1	
Les Échos du jour	66			1
Les Échos du jour	67			1
Les Échos du jour	68			1
Les Échos du jour	69	1		
Les Échos du jour	70			1
Les Échos du jour	71			
Le Point au quotidien	72			1
Le Point au quotidien	73		1	
Le Point au quotidien	74			1
Le Point au quotidien	75		1	
Le Point au quotidien	76			1
Le Point au quotidien	77	1		
Le Point au quotidien	78			1
Le Point au quotidien	79		1	
Le Point au quotidien	80			1
Le Point au quotidien	81	1		
Le Point au quotidien	82			1
Le Point au quotidien	83			1
Le Point au quotidien	84		1	
Le Point au quotidien	85			1
Le Point au quotidien	86	1		
Le Point au quotidien	87			1
Le Point au quotidien	88			1

Le Point au quotidien	89		1	
Le Point au quotidien	90			1
Le Point au quotidien	91			
Le Point au quotidien	92		1	1
Le Point au quotidien	93			
Le Point au quotidien	94			1
Le Point au quotidien	95			1
Le Point au quotidien	96		1	
Le Point au quotidien	97			1
Le Point au quotidien	98	1		
Le Point au quotidien	99			1
Le Point au quotidien	100			1
		17	22	61